



DEMANDE DE PROPOSITION / REQUEST FOR PROPOSAL

<p>Retourner les soumissions à : / Return Bids to:</p> <p>Environnement Canada / Environment Canada/</p> <p>Direction générale des biens, de l’approvisionnement et de la gestion environnementale / Assets, Contracting and Environmental Management Directorate/</p> <p>1240 – 2021, Union Montréal (Québec) H3A 2S9</p> <p><u>Attn :</u> Isabelle Guilbault, Agent d’approvisionnement / Procurement Officer</p>	<p>Sujet / Title : Monitoring de la qualité des eaux marines – Région de la Côte-Nord / Marine Water Quality Monitoring – North Shore Region</p>	<p>Date : 2014-01-27</p>
	<p>N° de l’invitation / Solicitation N° K8C13-13-2207</p>	
	<p>L’invitation prend fin / Solicitation closes</p> <p>À / at : 14h00 Heure Normale de l’Est / Eastern Standard Time</p> <p>Le / on : 18 février 2014 / February 18th 2014</p>	
	<p>Destination des biens et services / Destination of Goods and Services : Environnement Canada 105, rue McGill 7^e étage Montréal (Québec) H2Y 2E7</p>	
	<p>Adresser toute demande de renseignements à / Address Inquiries to : Isabelle Guilbault, Agent d’approvisionnement</p>	
	<p>No. de Téléphone (514) 496-2617</p>	
	<p>Raison sociale et adresse du fournisseur / Company’s name and address :</p>	
	<p>Signature :</p>	



TABLE DES MATIÈRES / TABLE OF CONTENTS

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX / PART 1 - GENERAL INFORMATION

1. TITRE / TITLE
2. OBJET / SUBJECT
3. ÉNONCÉ DES TRAVAUX / STATEMENT OF WORK
4. DURÉE DU CONTRAT / TERM OF CONTRACT
5. COMPTE RENDU / DEBRIEFINGS

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES / PART 2 - BIDDERS INSTRUCTIONS

1. PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS / SUBMISSIONS OF BIDS
2. ANCIEN FONCTIONNAIRE / FORMER PUBLIC SERVANT
3. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS EN PÉRIODE DE SOUMISSION / ENQUIRIES – BID SOLICITATION
4. LOIS APPLICABLES / APPLICABLE LAWS

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS PART 3 – BID PREPARATION INSTRUCTIONS

1. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS / BID PREPARATION INSTRUCTIONS

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION PART 4 – EVALUATION PROCEDURES AND BASIS OF SELECTION

1. PROCÉDURES D'ÉVALUATION / EVALUATION PROCEDURES
2. MÉTHODE DE SÉLECTION / BASIS OF SELECTION
3. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ / SECURITY REQUIREMENTS

PARTIE 5 – ATTESTATIONS / PART 5 – CERTIFICATIONS

1. ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT / CERTIFICATIONS PRECEDENT TO CONTRACT AWARD

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT / PART 6 – RESULTING CONTRACT CLAUSES

1. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ / SECURITY REQUIREMENTS
2. RESPONSABLES / AUTHORITIES
3. PAIEMENT / PAYMENT
4. INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION / INVOICING INSTRUCTIONS



5. ATTESTATIONS / CERTIFICATIONS
6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE / INTELLECTUAL PROPERTY
7. ASSURANCES

LISTES DES ANNEXES / ANNEX LIST

- ANNEXE « A » / ANNEX « A » : ÉNONCÉ DES TRAVAUX / STATEMENT OF WORK
ANNEXE « B » / ANNEX « B » : PROPOSITION FINANCIÈRE / FINANCIAL PROPOSAL
ANNEXE « C » / ANNEX « C » : LISTE DE PRIX / PRICE LIST
ANNEXE « D » / ANNEX « D » : EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE / INSURANCE REQUIREMENTS
ANNEXE « E » / ANNEX « E » : FORMULAIRE DE VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ, DE CONSENTEMENT ET D'AUTORISATION DU PERSONNEL / PERSONNEL SCREENING, CONSENT AND AUTHORIZATION FORM
ANNEXE « F » / ANNEX « F » : ATTESTATION ANCIEN FONCTIONNAIRE – BESOINS CONCURRENTIELS / FORMER PUBLIC SERVANT CERTIFICATION – COMPETITIVE REQUIREMENT
ANNEXE 1A / APPENDIX 1A : IDENTIFICATION DES SECTEURS COQUILLIERS À ÉCHANTILLONNER EN 2014 ET 2015 – LABORATOIRE DE FORESTVILLE / IDENTIFICATION OF THE SAMPLING SHELLFISH SECTORS IN 2014 AND 2015 – FORESTVILLE LABORATORY
ANNEXE 1B / APPENDIX 1B : IDENTIFICATION DES SECTEURS COQUILLIERS À ÉCHANTILLONNER EN 2014 ET 2015 – LABORATOIRE DE LONGUE-POINTE-DE-MINGAN / IDENTIFICATION OF THE SAMPLING SHELLFISH SECTORS IN 2014 AND 2015 – LONGUE-POINTE-DE-MINGAN LABORATORY
ANNEXE 2 / APPENDIX 2 : ÉQUIPE DE TRAVAIL / WORK TEAM
ANNEXE 3 / APPENDIX 3 : RAPPORT D'ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DE TERRAIN / EVALUATION REPORT OF FIELD ACTIVITY
ANNEXE 4 / APPENDIX 4 : TABLE DES MATIÈRES DU RAPPORT FINAL ANNUEL / TABLE OF CONTENTS OF FINAL ANNUAL REPORT



**PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX /
PART 1 - GENERAL INFORMATION**

1. TITRE / TITLE

Monitoring de la qualité des eaux marines (Québec) Région de la Côte-Nord.	Marine Water Quality Monitoring (Quebec) North Shore Region.
--	--

2. OBJET / SUBJECT

Le mandat a pour objet d'effectuer l'étude bactériologique de l'eau de secteurs coquilliers (myes communes, moules bleues, mactres de Stimpson et de l'Atlantique, pétoncles) pour en évaluer la qualité de l'eau afin de répondre aux normes de classification du Programme canadien de contrôle de la salubrité des mollusques (PCCSM). Le présent mandat vise la région de la Côte-Nord.	The mandate is to carry out water bacteriological studies of shellfish areas (softshell clams, blue mussels, Stimpson and Atlantic surf clams, and scallops) in order to evaluate the water quality so as to meet the Canadian Shellfish Sanitation Program (CSSP) standards. This mandate relates to the North Shore Region.
---	---

3. ÉNONCÉ DES TRAVAUX / STATEMENT OF WORK

Le soumissionnaire doit exécuter les travaux conformément à l'Énoncé des travaux qui se trouve à l'Annexe « A ».	The bidder shall execute the work in accordance with the Statement of Work located in Annex « A ».
--	--

4. DURÉE DU CONTRAT / TERM OF CONTRACT

4.1 PÉRIODE DU CONTRAT / PERIOD OF THE CONTRACT

La période du contrat est du 1 ^{er} avril 2014 au 31 mars 2016. Vous devrez respecter le tableau des « PRODUITS LIVRABLES ET ÉCHÉANCIERS » à l'Énoncé des travaux qui se trouve à l'Annexe « A ».	The period of the contract is from April 1 st 2014 to March 31 st 2016. You must follow the table of « DELIVERABLES AND SCHEDULE » identified in the Statement of Work Appendix « A ».
--	--

4.2 OPTION DE PROLONGATION DU CONTRAT / OPTION TO EXTEND THE CONTRACT

L'entrepreneur accorde à Environnement Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus une (1) période supplémentaire d'une (1) année, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé	The Contractor grants to Environment Canada the irrevocable option to extend the term of the Contract by up to one (1) additional one (1) year under the same conditions. The Contractor agrees that, during the extended period of the Contract, it will be paid in accordance with the
---	--



<p>conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de Paiement.</p> <p>Environnement Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins trente (30) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.</p>	<p>applicable provisions as set out in the Basis of Payment.</p> <p>Environment Canada may exercise this option at any time by sending a written notice to the Contractor at least thirty (30) calendar days before the expiry date of the Contract. The option may only be exercised by the Contracting Authority, and will be evidenced for administrative purposes only through a contract amendment.</p>
--	--

5. COMPTE RENDU / DEBRIEFINGS

<p>Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.</p>	<p>After contract award, bidders may request a debriefing on the results of the bid solicitation process. Bidders should make the request to the Contracting Authority within 15 working days of receipt of the results of the bid solicitation process. The debriefing may be in writing, by telephone or in person.</p>
---	---

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES /
PART 2 - BIDDERS INSTRUCTIONS

1. PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS / SUBMISSIONS OF BIDS

<p>Les soumissions doivent être transmises d'ici la date et l'heure précisées à la page 1 et acheminées à l'adresse suivante :</p> <p><u>Adresse postale :</u></p> <p>Environnement Canada Direction des biens, de l'approvisionnement et de la gestion environnementale 1240 – 2021, Union Montréal (Québec) H3A 2S9</p> <p>En raison du caractère de la demande de</p>	<p>Bids must be submitted by the date, time and place indicated on page 1 of the bid solicitation document.</p> <p><u>Mailing address:</u></p> <p>Environment Canada Assets, Contracting and Environmental Management Directorate 1240 – 2021 Union Montreal, Quebec H3A 2S9</p> <p>Due to the nature of the bid solicitation,</p>
--	--



<p>soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou par courrier électronique ne seront pas acceptées.</p>	<p>bids submitted by facsimile or e-mail will not be accepted.</p>
<p>Toutes les soumissions reçues sont la propriété d'Environnement Canada et ne seront pas retournées à l'émetteur. Les propositions devront être valides pour une période de soixante (60) jours suivant la date de remise des propositions.</p>	<p>All bids received are the property of Environment Canada and will not be returned to the sender. Proposals must be valid for a period of sixty (60) days following the proposal submission date.</p>
<p>La politique d'Environnement Canada est de retourner, sans les ouvrir, les soumissions reçues après la date et l'heure de clôture de l'appel d'offre.</p>	<p>It is Environment Canada's policy to return, unopened, any bids received after the bid closing date and time.</p>
<p>Le Canada exige que chaque proposition soit signée par le soumissionnaire ou par son fondé de pouvoirs. Les propositions devraient être signées en bonne et due forme à l'endroit indiqué à la page 1, lorsqu'elles sont déposées avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions. Toutefois, si le Canada constate que le soumissionnaire a omis de signer sa proposition conformément aux exigences, il lui donnera un délai de 24 heures pour déposer une page portant sa signature.</p>	<p>Canada requires each proposal to be signed by the bidders or their signing officer. Proposals must be duly signed as indicated on page 1, when submitted before the bid closing date and time. However, if Canada notes that the bidders failed to sign the proposal as per the requirements, they will be given a deadline of 24 hours to submit a page bearing their signature.</p>

2. ANCIEN FONCTIONNAIRE / FORMER PUBLIC SERVANT

<p>Le soumissionnaire doit compléter et signer l'attestation à l'annexe « F ».</p>	<p>The Bidder must complete and sign the certification in Appendix « F ».</p>
--	---

3. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS EN PÉRIODE DE SOUMISSION / ENQUIRIES – BID SOLICITATION

<p>Afin d'assurer l'intégrité du processus d'appel à la concurrence, toutes les demandes de renseignements et autres communications ayant trait à la demande de soumissions doivent être adressées UNIQUEMENT à l'autorité contractante dont le nom est indiqué dans la demande de soumissions. Le défaut de se conformer</p>	<p>To ensure the integrity of the competitive bid process, all enquiries and other communications about the bid solicitation must be directed SOLELY to the Contracting Authority identified in the bid solicitation. Failure to comply (for this reason alone) may result in disqualification of the bid.</p>
---	--



<p>(pour cette raison uniquement) pourrait entraîner le rejet de la soumission.</p> <p>Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre avant la date de clôture des soumissions.</p> <p>Afin d'assurer l'uniformité et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, les demandes de renseignements importantes reçues, ainsi que les réponses à ces demandes, seront fournies simultanément à tous les soumissionnaires qui auront reçu la demande de soumissions, sans que le nom de l'auteur des demandes de renseignements soit mentionné.</p>	<p>All enquiries must be submitted in writing to the contracting authority no later than five (5) calendar days before the bid closing date. Enquiries received after that time may not be answered before the bid closing date.</p> <p>To ensure consistency and quality of information provided to bidders, significant enquiries received and the replies to such enquiries will be provided simultaneously to all bidders to which the bid solicitation has been sent, without revealing the sources of the enquiries.</p>
--	--

4. LOIS APPLICABLES / APPLICABLE LAWS

<p>Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province du Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.</p> <p>À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.</p>	<p>Any resulting contract must be interpreted and governed, and the relations between the parties determined, by the laws in force in the Province of Quebec.</p> <p>The bidders may, at their discretion, substitute the applicable laws of a Canadian province or territory of their choice without affecting the validity of their bid, deleting the name of the Canadian province or territory specified and inserting the name of the Canadian province or territory of their choice. If no change is made, the bidders acknowledge that the applicable laws specified are acceptable to them.</p>
--	---



PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS
PART 3 – BID PREPARATION INSTRUCTIONS

1. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS / BID PREPARATION INSTRUCTIONS

<p>Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission comme suit:</p> <p><u>SECTION I: SOUMISSION TECHNIQUE – ENVELOPPE SÉPARÉE (4 EXEMPLAIRES PAPIER)</u> Le soumissionnaire doit indiquer clairement et séparément qu’il répond aux critères cotés.</p> <p><u>SECTION II: SOUMISSION FINANCIÈRE – ENVELOPPE SÉPARÉE (1 EXEMPLAIRE PAPIER)</u> Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.</p> <p>Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Un prix global ferme et ventilé pour couvrir l’ensemble des travaux incluant les frais de déplacement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS), la taxe de vente du Québec (TVQ) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s’il y a lieu, doit être indiquée séparément. Vous devrez compléter l’Annexe « B » et y indiquer votre proposition financière.</p> <p><u>SECTION III: ATTESTATIONS</u> Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5</p>	<p>Canada requires that bidders provide their bid as follows:</p> <p><u>SECTION I: TECHNICAL BID – SEPARATE ENVELOP (4 PAPER COPIES)</u> Prices must appear in the financial bid only. No prices are to be indicated in any other section of the bid.</p> <p><u>SECTION II: FINANCIAL BID – SEPARATE ENVELOP (1 PAPER COPY)</u> Prices must appear in the financial bid only. No prices are to be indicated in any other section of the bid.</p> <p>Bidders must submit their financial bid in accordance with the Basis of Payment. An overall firm and break down price to cover all the work including travel expenses. The total amount of the Goods and Services Tax (GST), Quebec Sale Tax (QST) or Harmonized Sale Tax (HST), if applicable, must be shown separately. You must complete Annex « B » and include your financial proposal.</p> <p><u>SECTION III: CERTIFICATIONS</u> Bidders must submit the certifications required under Part 5.</p>
---	--



PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION
PART 4 – EVALUATION PROCEDURES AND BASIS OF SELECTION

1. PROCÉDURES D'ÉVALUATION / EVALUATION PROCEDURES

<p>a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation technique et financiers.</p> <p>b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.</p>	<p>a) Bids will be assessed in accordance with the entire requirements of the bid solicitation including the technical and financial evaluation criteria.</p> <p>b) An evaluation team composed of representatives of Canada will evaluate the bids.</p>
---	--

1.1 ÉVALUATION TECHNIQUE / TECHNICAL EVALUATION

1.1.1 CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES / MANDATORY CRITERIA

<p>Pour la première année du contrat, le consultant devra posséder ou faire affaire avec un laboratoire accrédité à la norme ISO/CEI 17 025 :2005 <i>Prescriptions générales concernant les compétences des laboratoires d'étalonnage et d'essai</i> par un organisme d'accréditation signataire de l'arrangement de reconnaissance mutuel (ARM) de l'<i>International Laboratory Accreditation Coopération (ILAC)</i> et ce, jusqu'à ce que l'accréditation à cette même norme soit obtenue pour les laboratoires mobiles d'Environnement Canada localisés à Forestville et Longue-Pointe-de-Mingan, au plus tard le 1^{er} mai 2015. La portée d'accréditation du laboratoire doit inclure les méthodes pertinentes au PCCSM identifiées dans l'annexe « A » (Énoncé des travaux, section 3 – objectifs particuliers) du présent document. Une copie du certificat d'accréditation et la portée d'accréditation du laboratoire retenu par le consultant devra être fournie lors du dépôt de la proposition. Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le</p>	<p>For the first year of the contract, the consultant must own or collaborate with a laboratory accredited to the ISO standard ISO/IEC 17025 :2005 : <i>General Requirements for the Competence of Testing and Calibration Laboratories</i> by an accreditation body signatory of the International Laboratory Accreditation Cooperation (ILAC) Mutual Recognition Arrangement (MRA) until accreditation to ISO/IEC 17025 :2005 standard is obtained for the mobile laboratories of Environment Canada located in Forestville and Longue-Pointe-de-Mingan, no later than May 1st 2015. The scope of accreditation of the laboratory must include the relevant CSSP method identified in appendix « A » (Statement of work, section 3 – particular objectives) of this document. A copy of the accreditation certificate and the scope of accreditation of the laboratory chosen by the consultant must be submitted with the proposal. If the information is not provided in the bid, the contracting authority shall inform the bidder and give him a deadline of two (2) days to comply</p>
--	--



<p>soumissionnaire et lui donnera un délai de deux (2) jours afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.</p>	<p>with this requirement. Failure to meet the demand of the contracting authority and to comply with the requirement within the prescribed period will render the bid non-responsive.</p>
---	---

1.1.2 CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS / RATED TECHNICAL CRITERIA

<p>Pour être jugées admissibles, le soumissionnaire doit obtenir, ici, une note de passage de 40/50 dans la compréhension du mandat, de 25.6/32 dans l'expérience et la stabilité du personnel et de 80/100 au total.</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer :</p>	<p>To be eligible, the bidder must receive a passing mark of 40/50 for understanding of the mandate, 25.6/32 for staff experience and retention, and an overall total of 80/100.</p> <p>The bidder must demonstrate :</p>
--	---

CRITÈRES TECHNIQUE / TECHNICAL CRITERIA	POINTS MAXIMUM POINTS
COMPRÉHENSION DU MANDAT / UNDERSTANDING OF MANDATE (50 POINTS) MINIMUM 40/50	
Planification journalière détaillée des secteurs à échantillonner / <i>Detailed daily planning of sectors to be sampled</i>	18
Organisation du travail des équipes de terrain, de laboratoire et de coordination selon l'énoncé des travaux (annexe A) / <i>Organization of work by field, laboratory and coordination teams</i>	12
Plan détaillé et échancier des démarches nécessaires à l'obtention et au maintien de l'accréditation à la norme ISO/CEI 17025 : 2005 pour les laboratoires mobiles d'Environnement Canada et Programme d'assurance et de contrôle de la qualité (AQ/CQ) pour les activités de terrain / <i>Detailed workplan and schedule of every step required for the obtention and the maintain of an accreditation to ISO/IEC 17025 : 2005 standard for Environment Canada mobiles laboratories, and Quality assurance and control (QA/QC) program field activities</i>	20
Minimum 40/50 Total /50	
EXPÉRIENCE ET STABILITÉ DU PERSONNEL / EXPERIENCE AND STABILITY OF STAFF (32 POINTS) MINIMUM 25.6/32	
Expérience du personnel dans leurs disciplines respectives / <i>Staff experience in their fields of expertise</i>	28
Ancienneté du personnel clé (5 ans et plus) au sein de l'entreprise / <i>Key employees' length of service with the firm (5 years and more)</i>	4
Minimum 25.6/32 Total /32	



EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRISE / EXPERIENCE OF THE COMPANY (13 POINTS)	
Expérience reliée au programme Monitoring de la qualité des eaux marines et au milieu marin en général / <i>Experience related to the Marine Water Quality Monitoring program and to the marine environment in general</i>	9
Capacité de l'entreprise à solutionner des problèmes liés aux opérations / <i>Capacity's ability to solve problems related to operations</i>	4
	Total/13
QUALITÉS ENVIRONNEMENTALES DES OPÉRATIONS / ENVIRONMENTAL QUALITY OF OPERATIONS (2.5 POINTS)	
	Total/2.5
QUALITÉ DE LA PROPOSITION – SOUMISSION / QUALITY OF THE PROPOSAL - SUBMISSION (2.5 POINTS)	
	Total/2.5
TOTAL (MINIMUM 80/100)	TOTAL /100

1.2 GRILLE DE CALCUL / CALCULATION CHART

<p>a) L'évaluation technique est pondérée à 80%. La proposition obtenant la plus haute évaluation technique sera pondérée à 80%. Toute autre proposition jugée techniquement acceptable sera pondérée au prorata.</p>	<p>a) The technical evaluation is weighted at 80%. The proposal receiving the highest technical evaluation shall be weighted at 80%. Any other proposals considered technically acceptable shall be rated on a pro rata basis.</p>
<p>b) L'évaluation financière est pondérée à 20%. La proposition qui offre le plus bas prix, tout en étant techniquement acceptable obtiendra une pondération de 20%, les autres propositions techniquement acceptables seront pondérées au prorata.</p>	<p>b) The financial evaluation is weighted at 20%. The proposal offering the lowest price, while being technically acceptable, shall receive a weighting of 20%. Other technically acceptable proposals shall be weighted on a pro rata basis.</p>
<p>c) Le total de la pondération technique et du prix sert à calculer la note finale. Le contrat sera octroyé à l'entreprise ayant soumis la proposition qui aura obtenu la plus haute note finale. En cas d'égalité entre plusieurs propositions, celle qui aura reçu la</p>	<p>c) The total of the technical and price weighting is used to calculate the final mark. The contract shall be awarded to the company that submits the proposal receiving the highest final mark. In the event of a tie between several proposals, the one receiving the highest technical</p>



plus haute cote technique sera retenue.	rating shall be selected.
---	---------------------------

Exemple de calcul / Sample calculation

	Proposition #1	Proposition # 2	Proposition #3
Évaluation technique / Technical evaluation	90 %	81%	72%
Prix / Price	66 000 \$	55 000 \$	44 000 \$
Pondération technique / Technical weighting	80	$\frac{81 \times 80}{90} = 72$	$\frac{72 \times 80}{90} = 64$
Pondération prix / Price weighting	$\frac{44000 \times 20}{66000} = 13.33$	$\frac{44000 \times 20}{55000} = 16$	20 points
Note finale / Final score	93.33 points	88 points	84 points

Entreprise sélectionnée : Proposition # 1 (93.33 points) / Company selected : Proposal #1 (93.33 points)

2. MÉTHODE DE SÉLECTION / BASIS OF SELECTION

<p>1. Pour être jugée recevable, une soumission doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et b) satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires; et c) obtenir au moins 80% des points pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques qui sont cotés. L'échelle de cotation compte cent points. <p>2. Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables. Nous recommanderons la soumission recevable à l'entreprise ayant soumis la proposition qui aura obtenu la plus haute note finale. En cas d'égalité entre plusieurs propositions, celle qui aura reçu la plus haute cote</p>	<p>1. To be declared responsive, a bid must :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) comply with all the requirements of the bid solicitation; and b) meet all mandatory technical evaluation criteria; and c) obtain the required minimum of 80% overall of the points for the technical evaluation criteria which are subject to point rating. The rating is performed on a scale of one hundred points. <p>2. Bids not meeting a) or b) or c) will be declared non-responsive. We will recommend the bid to the company submitting the proposal which has obtained the highest final score. In case of a tie among several proposals, one that has received the highest technical score will be accepted.</p>
---	--



technique sera retenue.	
-------------------------	--

3. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ / SECURITY REQUIREMENTS

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent	There is a security requirement associated with the requirement. For additional information, consult Part 6 – Resulting contract clauses
---	--

PARTIE 5 – ATTESTATIONS /
PART 5 – CERTIFICATIONS

<p>Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.</p> <p>Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations, de fournir la documentation connexe ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.</p> <p>1. Attestations préalables à l'attribution du contrat:</p>	<p>Bidders must provide the required certifications and related documentation to be awarded a contract. Canada will declare a bid non-responsive if the required certifications and related documentation are not completed and submitted as requested.</p> <p>Compliance with the certifications bidders provide to Canada is subject to verification by Canada during the bid evaluation period (before award of a contract) and after award of a contract. The Contracting Authority will have the right to ask for additional information to verify bidders' compliance with the certifications before award of a contract. The bid will be declared non-responsive if any certification made by the Bidder is untrue, whether made knowingly or unknowingly. Failure to comply with the certifications, to provide the related documentation or to comply with the request of the Contracting Authority for additional information will also render the bid non-responsive.</p> <p>1. Certifications Precedent to Contract Award:</p>
--	---



<p>1.1 Statut et disponibilité du personnel</p> <p>Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.</p> <p>Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par</p>	<p>1.1 Status and Availability of Resources</p> <p>The Bidder certifies that, should it be awarded a contract as a result of the bid solicitation, every individual proposed in its bid will be available to perform the Work as required by Canada's representatives and at the time specified in the bid solicitation or agreed to with Canada's representatives. If for reasons beyond its control, the Bidder is unable to provide the services of an individual named in its bid, the Bidder may propose a substitute with similar qualifications and experience. The Bidder must advise the Contracting Authority of the reason for the substitution and provide the name, qualifications and experience of the proposed replacement. For the purposes of this clause, only the following reasons will be considered as beyond the control of the Bidder: death, sickness, maternity and parental leave, retirement, resignation, dismissal for cause or termination of an agreement for default.</p> <p>If the Bidder has proposed any individual who is not an employee of the Bidder, the Bidder certifies that it has the permission from that individual to propose his/her services in relation to the Work to be performed and to submit his/her résumé to Canada. The Bidder must, upon request from the Contracting Authority, provide a written confirmation, signed by the</p>
--	--



<p>l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.</p> <p>1.2 Études et expérience</p> <p>Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.</p>	<p>individual, of the permission given to the Bidder and of his/her availability. Failure to comply with the request may result in the bid being declared non-responsive.</p> <p>1.2 Education and experience</p> <p>The Bidder certifies that all the information provided in the résumés and supporting material submitted with its bid, particularly the information pertaining to education, achievements, experience and work history, has been verified by the Bidder to be true and accurate. Furthermore, the Bidder warrants that every individual proposed by the Bidder for the requirement is capable of performing the Work described in the resulting contract.</p>
--	--

**PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT /
PART 6 – RESULTING CONTRACT CLAUSES**

1. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ OBLIGATOIRE / MANDATORY SECURITY REQUIREMENTS

<p>1.1 <u>Limites à l'accès :</u></p> <p>Les ministères doivent limiter l'accès aux renseignements classifiés et protégés et autres biens aux seules personnes qui ont besoin de les connaître et qui ont la cote de fiabilité ou de sécurité appropriée.</p>	<p>1.1 <u>Access limitations :</u></p> <p>Departments must limit access to classified and protected information and other assets to those individuals who need to know the information and who have the appropriate security screening level.</p>
<p>1.2 <u>Vérifications de fiabilité et de sécurité :</u></p> <p>Le Gouvernement du Canada doit s'assurer que les individus qui ont accès à ses renseignements et biens</p>	<p>1.2 <u>Security screening :</u></p> <p>The Government of Canada must ensure that individuals with access to government information and</p>



<p>sont fiables et dignes de confiance.</p> <p>Les ministères doivent s’assurer qu’avant leur entrée en fonction, les personnes qui ont besoin d’avoir accès aux biens du gouvernement (sauf les personnes nommées par le gouverneur en conseil) font l’objet d’une vérification de la fiabilité et obtiennent une cote de fiabilité. Pour plus d’information sur la politique, veuillez vous référer au site internet suivant : http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=16578&section=text</p> <p>1.3 Tous les employés du fournisseur qui auront accès au site devront se soumettre à un processus d’enquête de sécurité du gouvernement fédéral menant à l’obtention et le maintien d’une cote de fiabilité obligatoire avant le début de l’emploi. Toutes les personnes affectées à ce contrat devront remplir le formulaire à l’annexe « E ». Vous devez joindre les formulaires dûment complétés à votre soumission.</p>	<p>assets are reliable and trustworthy.</p> <p>Departments must ensure that, prior to the commencement of duties, individuals who require access to government assets (except for Governor-in-Council appointees) undergo a reliability check and are granted reliability status. For more information on the Policy, refer to the following Web site : http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-eng.aspx?id=16578&section=text</p> <p>1.3 The Contractor and all employees who will have access to the site will have to undergo federal government security screening to obtain and maintain the necessary reliability status before the contract is signed. All persons assigned to the contract must fill out the form in Appendix « E ». You must submit the completed forms to your submission.</p>
---	---

2. RESPONSABLES / AUTHORITIES

2.1 AUTORITÉ CONTRACTANTE / CONTRACTING AUTHORITY

<p>L'autorité contractante pour le contrat est :</p> <p>Mme Isabelle Guilbault Agent d’approvisionnement Environnement Canada Direction des biens, de l’approvisionnement et de la gestion environnementale 1240 – 2021, Union Montréal (Québec) H3A 2S9 Téléphone : (514) 496-2617</p>	<p>The Contracting Authority for the Contract is :</p> <p>Mrs. Isabelle Guilbault Procurement Officer Environment Canada Assets, Contracting and Environmental Management Directorate 1240 – 2021 Union Montreal, Quebec H3A 2S9 Phone: (514) 496-2617</p>
---	--



<p>Télécopieur : (514) 496-6247 Courriel: isabelle.guilbault@ec.gc.ca</p> <p>L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.</p>	<p>Fax: (514) 496-6247 E-mail: isabelle.guilbault@ec.gc.ca</p> <p>The Contracting Authority is responsible for the management of the contract, and any changes to the contract must be authorized in writing by the Contracting Authority. The Contractor must not perform work in excess of or outside the scope of the contract based on verbal or written requests or instructions from anybody other than the Contracting Authority.</p>
---	---

2.2 RESPONSABLE TECHNIQUE / TECHNICAL AUTHORITY

<p>Le responsable technique pour le contrat est:</p> <p>Le nom et les coordonnées du responsable technique seront connus lors de l'octroi du contrat.</p> <p>Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.</p>	<p>The Technical Authority for the contract is :</p> <p>The name and contact information of the Technical Authority shall be known upon contract award.</p> <p>The Technical Authority is the representative of the department or agency for which the work is being performed under the contract and is responsible for all matters concerning the technical content of the work under the contract. Technical matters may be discussed with the Technical Authority; however, the Technical Authority has no authority to authorize changes to the scope of the work. Changes to the scope of the work can only be made through a contract amendment issued by the Contracting Authority.</p>
--	---

2.3 REPRÉSENTANT DU FOURNISSEUR (VEUILLEZ REMPLIR CETTE SECTION) / CONTRACTOR REPRESENTATIVE (PLEASE FILL OUT THIS SECTION)

<p>Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer:</p> <p><u>Renseignements généraux:</u></p>	<p>Name and phone number of the contact-person:</p> <p><u>General information:</u></p>
---	--



Nom: _____	Name : _____
No de téléphone _____	Telephone number : _____
No de télécopieur: _____	Fax number : _____
Courriel: _____	E-mail : _____
<u>Suivi des travaux:</u>	<u>Follow-up on the work:</u>
Nom: _____	Name : _____
No de téléphone _____	Telephone number : _____
No de télécopieur: _____	Fax number : _____
Courriel: _____	E-mail : _____

3. PAIEMENT / PAYMENT

3.1 BASE DE PAIEMENT – PRIX FERME / BASIS OF PAYMENT – FIRM PRICE

<p>1. À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme de _____ \$ (<i>insérer le montant au moment de l'attribution du contrat</i>). La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu. Vous devrez compléter l'Annexe « B » et y indiquer votre proposition financière</p>	<p>1. In consideration of the Contractor satisfactorily completing all of its obligations under the Contract, the Contractor will be paid a firm price of \$ _____ (<i>insert amount at contract award</i>). Goods and Services Tax or harmonized Sales Tax is extra, if applicable. You must complete Appendix « B » and include your financial proposal.</p>
<p>2. Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.</p>	<p>2. Canada will not pay the Contractor for any design changes, modifications or interpretations of the Work, unless they have been approved, in writing, by the Contracting Authority before their incorporation into the Work</p>



3.2 MODALITÉ DE PAIEMENT / TERMS OF PAYMENT

Les paiements se feront en fonction du tableau de l'échéancier suivant :	Payments will be made according to table of the following schedule :
--	--

ITEM	PRODUITS LIVRABLES / DELIVERABLES	ÉCHÉANCIER / SCHEDULE	PAIEMENT / PAYMENT
1.	Suite aux tournées d'échantillonnages réalisées en mai et juin des années 2014 et 2015 et démarches et produits livrables rattachées à ISO/CEI 17025 : 2005 / <i>Following the sampling rounds made in May and June of years 2014 and 2015 and processes and deliverables related to ISO / IEC 17025 : 2005</i>	1 ^{er} juillet des années 2014 et 2015 / <i>July 1st of years 2014 and 2015</i>	30% de la valeur du contrat / <i>30% of the contract value</i>
2.	Suite aux tournées d'échantillonnages réalisées en juillet et août des années 2014 et 2015 et démarches et produits livrables rattachées à ISO/CEI 17025 : 2005 / <i>Following the sampling rounds made in July and August of years 2014 and 2015 and processes and deliverables related to ISO / IEC 17025 : 2005</i>	1 ^{er} septembre des années 2014 et 2015 / <i>September 1st of years 2014 and 2015</i>	20% de la valeur du contrat / <i>20% of the contract value</i>
3.	Suite aux tournées d'échantillonnages réalisées en septembre et octobre des années 2014 et 2015 et démarches et produits livrables rattachées à ISO/CEI 17025 : 2005 / <i>Following the sampling rounds made in September and October of years 2014 and 2015 and processes and deliverables related to ISO / IEC 17025 : 2005</i>	1 ^{er} novembre des années 2014 et 2015 / <i>November 1st of years 2014 and 2015</i>	25% de la valeur du contrat / <i>25% of the contract value</i>
4.	Rapport annuel préliminaire des années 2014 et 2015 et démarches et produits livrables rattachées à ISO/CEI 17025 : 2005 / <i>Preliminary annual report of years 2014 and 2015 and processes and deliverables related to ISO / IEC</i>	1 ^{er} décembre des années 2014 et 2015 / <i>December 1st of years 2014 and 2015</i>	15% de la valeur du contrat / <i>15% of the contract value</i>



	17025 : 2005		
5.	Rapport annuel final des années 2014 et 2015 et démarches et produits livrables rattachées à ISO/CEI 17025 : 2005 / <i>Final annual report of years 2014 and 2015 and processes and deliverables related to ISO / IEC 17025 : 2005</i>	1 ^{er} février des années 2015 et 2016 / <i>February 1st of years 2015 and 2016</i>	10% de la valeur du contrat / <i>10% of the contract value</i>

3.3 TAXES (2013-03-21) / TAXES (2013-03-21)

1.	Les ministères et organismes fédéraux doivent payer les taxes applicables.	1.	Federal government departments and agencies are required to pay Applicable Taxes.
2.	Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions de l'article sur la présentation de factures. Il revient à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables.	2.	Applicable Taxes will be paid by Canada as provided in the Invoice Submission section. It is the sole responsibility of the Contractor to charge Applicable Taxes at the correct rate in accordance with applicable legislation. The Contractor agrees to remit to appropriate tax authorities any amounts of Applicable Taxes paid or due.
3.	L'entrepreneur n'a pas droit aux exemptions fiscales dont jouit le Canada, comme pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'entrepreneur doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.	3.	The Contractor is not entitled to use Canada's exemptions from any tax, such as provincial sales taxes, unless otherwise specified by law. The Contractor must pay applicable provincial sales tax, ancillary taxes, and any commodity tax, on taxable goods or services used or consumed in the performance of the Contract (in accordance with applicable legislation), including for material incorporated into real property.
4.	Dans les cas où les taxes	4.	In those cases where Applicable



<p>applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le prix contractuel, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas d'ajustement relatif à toute modification pour augmenter le prix contractuel si un avis public assez détaillé de la modification a été donné avant la date de clôture de la soumission qui aurait pu permettre à l'entrepreneur de calculer les effets de cette modification.</p>	<p>Taxes, customs duties, and excise taxes are included in the Contract Price, the Contract Price will be adjusted to reflect any increase, or decrease, of Applicable Taxes, customs duties, and excise taxes that will have occurred between bid submission and contract award. However, there will be no adjustment for any change to increase the Contract Price if public notice of the change was given before bid submission date in sufficient detail to have permitted the Contractor to calculate the effect of the change.</p>
<p>5. Retenue d'impôt de 15 p. 100 – Agence du revenu du Canada.</p> <p>En vertu de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>, 1985, ch. 1 (5e suppl.) et le <i>Règlement de l'impôt sur le revenu</i>, le Canada doit retenir 15 p. 100 du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à moins que ce dernier obtienne une exonération valide de l'<i>Agence du revenu du Canada</i>. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.</p>	<p>5. In Tax Withholding of 15 Percent – Canada Revenue Agency.</p> <p>Pursuant to the <i>Income Tax Act</i>, 1985, c. 1 (5th Supp.) and the <i>Income Tax Regulations</i>, Canada must withhold 15 percent of the amount to be paid to the Contractor in respect of services provided in Canada if the Contractor is not a resident of Canada, unless the Contractor obtains a valid waiver from the <i>Canada Revenue Agency</i>. The amount withheld will be held on account for the Contractor in respect to any tax liability which may be owed to Canada.</p>

3.4 INSPECTION ET ACCEPTATION – INSPECTION AND ACCEPTANCE

<p>Tous les travaux doivent être exécutés à la satisfaction d'Environnement Canada ou de son représentant désigné pour fins d'examen et d'acceptation.</p>	<p>All work must be performed to the satisfaction of Environment Canada or his designated representative for review and acceptance.</p>
--	---



4. INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION / INVOICING INSTRUCTIONS

<p>1. Le Canada paiera le fournisseur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :</p> <p>a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;</p> <p>b) tous les documents ont été vérifiés par le Canada;</p> <p>c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.</p> <p>2. Les factures doivent être distribuées comme suit :</p> <p>a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement.</p> <p>Environnement Canada 105, rue McGill 7^e étage Montréal (Québec) H2Y 2E7</p>	<p>1. Canada will pay the Supplier upon completion and delivery of the Work in accordance with the payment provisions of the Contract if :</p> <p>a) an accurate and complete invoice and any other documents required by the Contract have been submitted in accordance with the invoicing instructions provided in the Contract;</p> <p>b) all such documents have been verified by Canada;</p> <p>c) the Work delivered has been accepted by Canada.</p> <p>2. Invoices must be distributed as follows :</p> <p>a) The original and one (1) copy must be forwarded to the following address for certification and payment.</p> <p>Environment Canada 105 McGill Street 7th Floor Montreal (Quebec) H2Y 2E7</p>
---	--

5. ATTESTATIONS / CERTIFICATIONS

5.1 CONFORMITÉ / COMPLIANCE

<p>Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une</p>	<p>Compliance with the certifications and related documentation provided by the Contractor in its bid is a condition of the Contract and subject to verification by</p>
---	---



<p>vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.</p>	<p>Canada during the term of the Contract. If the Contractor does not comply with any certification, provide the related documentation or if it is determined that any certification made by the Contractor in its bid is untrue, whether made knowingly or unknowingly, Canada has the right, pursuant to the default provision of the Contract, to terminate the Contract for default</p>
---	---

6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE / INTELLECTUAL PROPERTY

<p>Environnement Canada a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada, pour les motifs suivants : <i>(6.4.1) l'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est de générer des connaissances et une information pour diffusion dans le public.</i></p>	<p>Environment Canada has determined that any intellectual property rights arising from the performance of the Work under the resulting contract will belong to Canada, on the following grounds : <i>(6.4.1) the main purpose of the contract, or of the deliverables contracted for, is to generate knowledge and information for public dissemination.</i></p>
--	--

7. ASSURANCE / INSURANCE

<p>Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe « D ».</p> <p>Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la</p>	<p>The Bidder must provide a letter from an insurance broker or an insurance company licensed to operate in Canada stating that the Bidder, if awarded a contract as a result of the bid solicitation, can be insured in accordance with the Insurance Requirements specified in Appendix « D ».</p> <p>If the information is not provided in the bid, the Contracting Authority will so inform the Bidder and provide the Bidder with a time frame within which to meet the requirement. Failure to comply with the request of the Contracting Authority and meet the requirement within that time period will render the bid non-responsive.</p>
---	--



<p>soumission sera déclarée non recevable.</p> <p>L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe « D ». L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.</p> <p>L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.</p> <p>L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.</p>	<p>The contractor must comply with the insurance requirements specified in Appendix « D ». The Contractor must maintain the required insurance coverage for the duration of the Contract. Compliance with the insurance requirements does not release the Contractor from or reduce its liability under the Contract.</p> <p>The Contractor is responsible for deciding if additional insurance coverage is necessary to fulfill its obligation under the Contract and to ensure compliance with any applicable law. Any additional insurance coverage is at the Contractor's expense, and for its own benefit and protection.</p> <p>The Contractor must forward to the Contracting Authority within ten (10) days after the date of award of the Contract, a Certificate of Insurance evidencing the insurance coverage and confirming that the insurance policy complying with the requirements is in force. Coverage must be placed with an Insurer licensed to carry out business in Canada. The Contractor must, if requested by the Contracting Authority, forward to Canada a certified true copy of all applicable insurance policies.</p>
---	---



ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Monitoring de la qualité des eaux marines - Québec Région de la Côte-Nord 2014 et 2015

Termes de référence

1. INTRODUCTION

Le programme canadien de contrôle de la salubrité des mollusques (PCCSM) qui vise la protection de la santé du public, constitue le premier point de contrôle de la salubrité des mollusques. Le rôle d'Environnement Canada (EC) est d'identifier et d'évaluer toutes les sources de pollution des bancs coquilliers afin de mesurer leur impact sur la qualité de l'eau.

Au Québec, le territoire côtier abritant les mollusques exploités localement ou commercialement s'étend sur plus de 5,000 km et est divisé, à ce jour, en près de 400 secteurs. La priorité donnée à l'évaluation des secteurs est fonction du type d'exploitation: commerciale (locale ou pour l'exportation) ou récréative et des sources de pollution présentes dans le secteur.

En 1948, une entente bilatérale Canada - États-Unis, sur le contrôle sanitaire des mollusques a été signée entre les ministères de la santé des deux pays. En 1972, la responsabilité canadienne d'assurer le contrôle sanitaire des eaux coquillières au Canada a été confiée au Ministère des Pêches et Environnement. Un comité régional fédéral - provincial est chargé d'appliquer la réglementation et d'assumer nos responsabilités en matière d'exportation.

Depuis 1986, notre effort d'échantillonnage s'est accru et le nombre de secteurs couverts est passé de dix sur la Côte-Nord en 1986 à 283, situés dans les régions de la Côte-Nord, de la Gaspésie, du Bas Saint-Laurent et des Îles-de-la-Madeleine en 2013.

Finalement, depuis le 1^{er} avril 2010, les partenaires du PCCSM ont convenu que tous les laboratoires effectuant des analyses en appui au PCCSM devront être accrédités selon la norme ISO/CEI 17 025 :2005 *Prescriptions générales concernant les compétences des laboratoires d'étalonnage et d'essai*, qui est reconnue à l'échelle internationale.

2. OBJECTIF GÉNÉRAL

Effectuer l'étude bactériologique des secteurs coquilliers (myes communes, moules bleues, mactres de Stimpson et de l'Atlantique, pétoncles) pour en évaluer la qualité de l'eau afin de répondre aux normes de classification du PCCSM pour la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2016 avec une année d'option du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017.

Durant les saisons 2014 et 2015, les régions de la Côte-Nord, du Bas Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine seront couvertes.



Le présent mandat vise la région de la Côte-Nord (de Baie Ste-Catherine à Blanc-Sablon). Soixante-deux (62) secteurs en 2014 et 2015 seront échantillonnés, et ce de mai à octobre à chaque année (voir annexes 1A et 1B). De plus, des tournées supplémentaires pourraient être ajoutées en cours d'année au plan d'échantillonnage prévu pour l'année 2014 et 2015.

3. OBJECTIFS PARTICULIERS

- prélever des échantillons d'eau de mer;
- effectuer des analyses bactériologiques d'échantillons d'eau de mer dans un laboratoire accrédité selon la norme ISO/CEI 17 025 :2005 *Prescriptions générales concernant les compétences des laboratoires d'étalonnage et d'essai* pour la méthode de l'épreuve rapide du NPP de coliformes fécaux (Méthode du milieu A-1) telle que décrite dans le manuel des opérations du PCCSM¹ (méthode de référence : APHA *et al.*, 2012², section 9221 E. 2. *Thermotolerant Coliform Direct Test (A-1 Medium)*, p 9-74 à 9-75.);
- mesurer divers facteurs hydrologiques et météorologiques et évaluer leur impact sur la qualité de l'eau;
- faire la saisie des données via la « Plateforme régionale d'information sur la salubrité des mollusques » (PRISM);
- élaborer un rapport par secteur coquillier.

4. DESCRIPTION DU TRAVAIL

4.1 Équipe de travail

Une composition de l'équipe de travail se trouve à l'annexe 2. EC exige qu'une seule personne (chargé(e) de projets) dans l'équipe de travail soit responsable des contacts avec le délégué scientifique du ministère.

Le personnel proposé devra demeurer en place pour l'ensemble de la durée du contrat pour assurer la continuité dans les travaux. Tout mouvement de personnel, particulièrement s'il s'agit d'un poste de responsabilité d'une activité (terrain, laboratoire, coordination), devra être approuvé par le délégué scientifique du ministère avant qu'il soit effectif. Le consultant devra démontrer que le nouvel employé possède les compétences exigées par EC (annexe 2).

4.2 Échantillonnage

A) Ce mandat couvre soixante-deux (62) secteurs coquilliers à échantillonner en 2014 et 2015. Le consultant devra fournir tout le matériel nécessaire à l'échantillonnage. Une liste détaillée du matériel devra apparaître dans sa proposition.

¹ La méthode utilisant le bouillon lauryl tryptose et le milieu EC décrite dans le manuel des opérations du PCCSM sera acceptée de façon temporaire (à la première année du contrat), tel que décrit dans la section 4.3 du présent document. Méthode de référence : MFHPB-19, Santé Canada, Compendium des méthodes, Méthodes de la DGPS pour l'analyse de la microbiologie des aliments, volume 2.

² Ou l'édition la plus récente en vigueur.



La description des secteurs coquilliers, la fréquence d'échantillonnage et le nombre de stations à échantillonner sont présentés aux annexes 1A et 1B. Ces secteurs feront l'objet d'une classification détaillée et seront échantillonnés de mai à octobre.

B) Si des tournées d'échantillonnage doivent être ajoutées ou enlevées au plan actuel prévu, le délégué scientifique soumettra au consultant un document détaillé des modifications à effectuer. À la réception de ce document, le consultant soumettra au délégué scientifique le détail des coûts à prévoir. Il pourra débiter le travail sur réception de la modification contractuelle.

C) Le consultant devra noter toutes observations relatives à la présence de sources de contamination potentielles à proximité des stations d'échantillonnage pouvant affecter la qualité de l'eau des secteurs coquilliers. Les informations relevées devront être saisies dans PRISM.

D) Les problèmes vécus lors des opérations sur le terrain et au laboratoire doivent être signalés le plus rapidement possible au délégué scientifique d'EC via courriel ou par téléphone.

4.2.1 Procédure d'échantillonnage

Les échantillons d'eau seront prélevés en surface (30 cm sous le niveau de l'eau) à chaque station selon la procédure citée dans le manuel de l'APHA *et al.* (2012)³, section 9060, 9060A, p. 9-33 à 9-35.

L'échantillonnage devra être réalisé en tenant compte le plus possible des pires conditions de pollution bactériologique. Pour ce faire, les secteurs coquilliers seront échantillonnés selon une rotation qui permettra de rencontrer diverses conditions hydrologiques ou climatiques telles des périodes de:

- crue;
- pluie de longue durée (plus d'une journée);
- forte pluie de courte durée;
- chaleur estivale (canicule);
- achalandage touristique;
- étiage des rivières et des ruisseaux;
- marée de vives eaux et de mortes eaux.

Un délai **de plus de 72H00** (entre la fin d'une tournée et le début d'une autre) devra être respecté entre chaque tournée d'échantillonnage dans un même secteur.

Pour chaque secteur échantillonné, un échantillon-témoin (température de l'eau) devra être prélevé à la première station échantillonnée. De plus, pour chaque région (Haute, Moyenne et Basse-Côte-Nord), le consultant devra procéder à l'analyse d'un blanc de terrain et d'un blanc de glacière. Ces analyses devront se faire une fois par mois ainsi que lors d'un changement des membres de l'équipe de terrain.

Les stations d'échantillonnage seront localisées par système de positionnement global (GPS). Le consultant devra valider les positions des stations au GPS selon la procédure d'approche de position de stations d'échantillonnage définie par EC (qui sera fournie à la signature du contrat). La position de chacun des échantillons prélevés devra être enregistrée au GPS. Ces positions devront être fournies, à chaque début de mois suivant le mois échantillonné, au délégué scientifique du

³ Ou l'édition la plus récente en vigueur.



ministère. Toutes positions de stations qui sont trop près de la rive (moins de 100 m), où le niveau d'eau n'est pas suffisant (moins de 45 cm) ou bien lorsqu'il est impossible à échantillonner à marée haute devront être signalées au délégué scientifique du ministère le plus rapidement possible pour que les corrections nécessaires soient apportées.

Les itinéraires GPS (« Track log ») de toutes les tournées d'échantillonnage devront être fournis au délégué scientifique d'EC pour la première année. Le consultant devra envoyer, à chaque début de mois suivant le mois échantillonné, un fichier comprenant les données de base du GPS pour chaque journée d'échantillonnage. L'itinéraire devra débuter de la mise à l'eau jusqu'à la sortie de l'eau en fin de tournée. Si des ajouts de secteurs se font en deuxième année de contrat, les nouveaux itinéraires devront être fournis au délégué scientifique d'EC.

Le consultant devra également fournir, à une seule reprise, au fur et à mesure qu'un secteur est échantillonné, la description (site, type de rampe, chemin d'accès, frais d'utilisation, photos numériques (format JPEG)) et la localisation (latitude/longitude – NAD 83) des **sites de mise à l'eau** qu'il utilisera au courant de l'année. Le consultant devra saisir ces renseignements sur PRISM. Les photos devront être fournies par courriel au délégué scientifique. À chaque année, le consultant devra faire la mise à jour des informations inscrites dans PRISM.

4.2.2 Conditions hydrologiques, météorologiques et géographiques

À chaque relevé, les conditions hydrologiques, météorologiques et géographiques qui peuvent affecter la distribution des polluants devront être notées et incluses dans les rapports annuels préliminaire et final.

Conditions hydrologiques :	Conditions météorologiques et géographiques :
1. profondeur, température, ph et salinité de l'eau à toutes les stations	1. précipitation (quantité -mm)
2. période et amplitude de la marée	2. température de l'air (°C)
3. le niveau d'eau *	3. direction et vitesse du vent (Km/h)
	4. phénomènes particuliers (ex. : crue)

* À la première tournée, installer des repères dans le principal tributaire⁴ de chaque secteur à échantillonner afin d'évaluer les variations du niveau d'eau tout au cours de la saison. Mesurer et noter le niveau d'eau à chaque tournée. Le consultant devra fournir, au fur et à mesure qu'un secteur est échantillonné, la description (site, chemin d'accès, méthode de mesure de niveau d'eau, photos numériques⁵ (format JPEG)) et la localisation (latitude/longitude – NAD 83) du **site** au tributaire qu'il utilisera au courant de l'année. Le site ne devra pas être influencé par la marée ou par un ouvrage de régularisation du débit (ex. : barrage). Le consultant devra saisir ces renseignements sur PRISM et en faire la mise à jour à chaque année si nécessaire. Les photos devront être fournies par courriel au délégué scientifique.

Les stations météorologiques opérées par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs du Québec (MDDEFP) et d'EC peuvent servir de

⁴ Le consultant devra confirmer, sur le terrain, que le lieu déterminé pour la mesure du niveau d'eau au tributaire est fonctionnelle. La liste des tributaires sera fournie par EC.

⁵ Une photo générale du site de mesure du niveau d'eau et une seconde photo plus détaillée de l'endroit où est prise la mesure devront être fournies.



référence. Si le consultant possède une station météo locale près du secteur, ces données seront utilisées de préférence. Le consultant devra, en tout temps, identifier la station météorologique utilisée pour chaque secteur.

4.2.3 *Livre de bord*

Une copie du livre de bord où seront consignées les informations techniques devra être remise à EC lors du dépôt du rapport préliminaire (1^{er} décembre):

Prendre note que l'heure de référence qui sera utilisée par le consultant dans sa documentation sera **en tout temps** l'heure normale de l'est (HNE).

Ainsi, pour chaque tournée :

- date de l'échantillonnage;
- numéro du secteur et de la zone échantillonné;
- numéro de la tournée;
- marée de référence;
- coefficient de marée (vives eaux, mortes eaux ou marée moyenne);
- heure de marée haute (HNE);
- heure de marée basse (HNE);
- phase de la marée;
- marnage (m);
- mesure de niveau d'eau (m) au tributaire;
- précipitations journalières (mm);
- site utilisé de mise à l'eau (entrée et sortie);
- heure (HNE) de mise à l'eau et de sortie;
- date et heure (HNE) d'arrivée des échantillons au laboratoire;
- température de la glacière à l'arrivée au laboratoire (°C);
- température de l'échantillon témoin à l'arrivée au laboratoire (°C);
- initiales des personnes responsables pour le prélèvement des échantillons, la livraison des échantillons, la réception au laboratoire et la vérification des données;
- observations ou commentaires par rapport à la tournée d'échantillonnage (ex. : sources de pollution observées, problématiques rencontrées, etc.).

Au début et à la fin de chaque tournée d'un secteur, diverses informations météorologiques *in situ* :

- température de l'air (°C);
- direction et vitesse du vent (km/h);
- couverture nuageuse (%);
- hauteur des vagues (m);
- état de la mer (échelle de Beaufort).

À chacune des stations :

- numéro de la station ;
- heure de prélèvement (HNE);
- profondeur (m) et température de l'eau (°C) ;
- salinité (‰) et pH;
- distance (m) de la position d'échantillonnage par rapport à la position d'origine de la station;
- repère GPS (« Waypoint »).



La copie du livre de bord fournie à EC devra être reliée et imprimée recto-verso sur du papier recyclé. La présentation du livre de bord (feuilles de terrain) devra se faire par mois d'échantillonnage. Un texte d'introduction résumant le contenu du livre de bord devra en faire partie.

4.2.4 Évaluation

Une évaluation (contrôle de qualité) de l'échantillonnage sera effectuée une fois l'an. Les points de contrôle sont énumérés à l'annexe 3 (Rapport d'évaluation des activités de terrain). D'autres points peuvent s'ajouter si EC le juge nécessaire. EC pourrait effectuer plus d'un contrôle par année.

4.2.5 Sécurité nautique et santé et sécurité au travail (SST)

Compte tenu des conditions d'échantillonnage (étendue du territoire, faible profondeur de l'eau, influence de la marée et du vent), nous recommandons l'utilisation d'une embarcation pneumatique de 14 pieds équipée d'un moteur de 15 à 20 hp. L'embarcation utilisée doit être dotée de l'équipement minimum requis compte tenu de ses dimensions.

La présence d'au moins deux personnes à bord de l'embarcation est exigée en tout temps lors de chaque relevé (Règlement sur le personnel maritime (DORS/2007-115), <http://laws.justice.gc.ca/fra/dors-2007-115/index.html>).

De plus, il va de la responsabilité du consultant d'assurer la santé et la sécurité au travail (SST) de ses employés qui effectuent l'échantillonnage en milieu marin. Par exemple, le consultant devrait définir les risques associés à la tâche, établir des procédures sécuritaires de travail, fournir les formations appropriées à ses employés et s'assurer qu'ils puissent avoir accès au matériel de sécurité et de protection individuelle nécessaire au bon fonctionnement des tâches qu'ils doivent accomplir.

La firme choisie devra se conformer aux conditions de sécurité recommandées pour les petits bâtiments commerciaux par Transports Canada (TC). Le consultant devra démontrer (preuves à l'appui) au délégué scientifique d'EC que les embarcations qui seront utilisées lors des échantillonnages et des contrôles de qualité (évaluation) auront été inspectées par TC (certificat d'avis d'inspection pour petits bâtiments) avant le début des opérations et satisferont aux normes de TC pour assurer la sécurité de tous les passagers à bord de l'embarcation.

Pour plus de détails, veuillez vous référer aux sites internet suivants⁶:

1. Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada (L.C. 2001, ch. 26) - <http://lois-laws.justice.gc.ca/fra/lois/C-10.15/> ;
2. Règlement sur les petits bâtiments (DORS/2010-91) - <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-2010-91/> ;
3. Bureau d'immatriculation des bâtiments - <http://www.tc.gc.ca/fra/securitemaritime/epe-immabattiments-menu-728.htm> ;
4. Information générale sur l'équipement et la sécurité nautique des petits bâtiments - <http://www.tc.gc.ca/fra/securitemaritime/desn-petits-batiments-menu-2258.htm>;

⁶ Cette liste est fournie à titre indicatif seulement.



5. Guide de sécurité des petits bâtiments commerciaux - TP 14070 F (2010) - <http://www.tc.gc.ca/fra/securitemaritime/tp-tp14070-menu-1648.htm> ;
6. Programme de conformité des petits bâtiments (PCPB) - <http://www.tc.gc.ca/fra/securitemaritime/pcpb-menu-3633.htm> .

4.3 Laboratoire

Le consultant s'engage à obtenir au plus tard le **1^{er} mai 2015** une accréditation en fonction de la norme ISO/CEI 17025 : 2005 auprès du Conseil canadien des normes (CCN) ou la *Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. (CALA)* **pour les laboratoires mobiles d'EC localisés à Forestville et Longue-Pointe-de-Mingan**. Le consultant sera responsable d'effectuer toutes les démarches auprès de l'organisme accréditeur et l'accréditation obtenue pour les deux laboratoires mobiles d'EC sera au nom du consultant. La portée d'accréditation des laboratoires devra inclure la méthode de l'épreuve rapide du NPP de coliformes fécaux (Méthode du milieu A-1⁷) telle que décrite dans le manuel des opérations du PCCSM. Le consultant devra démontrer dans sa proposition de quelle façon il prévoit obtenir une accréditation à la norme ISO/CEI 17025 : 2005 pour les deux laboratoires mobiles d'EC. Il devra fournir dans la proposition technique un plan de travail détaillé et un échéancier de chacune des étapes à franchir pour l'obtention et le maintien de l'accréditation. **Tous les frais associés à ces activités seront à la charge du consultant**. Les sites suivants pourront être utilisés pour référence: Conseil canadien des normes (<http://www.scc.ca/fr/>), Bureau de normalisation du Québec (<http://www.bnq.qc.ca/>) et *Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. (CALA)* (<http://www.cala.ca/>). **Afin de respecter l'échéance du 1^{er} mai 2015, l'évaluation des laboratoires mobiles par des auditeurs reconnus par l'organisme accréditeur devra avoir lieu au plus tard le 1^{er} novembre 2014.**

Le consultant devra informer régulièrement le délégué scientifique d'EC de l'avancement des démarches reliées à l'accréditation des laboratoires mobiles à la norme ISO/CEI 17025 : 2005. Le consultant devra fournir à EC un rapport mensuel sur l'état d'avancement des travaux (à remettre le premier lundi de chaque mois). Ce rapport devra présenter les actions réalisées durant le mois précédent ainsi que celles prévues pour le mois à venir. De plus, le consultant devra informer EC des dates et des résultats de chacune des principales étapes du processus d'accréditation (dépôt de la demande et revue de la documentation, évaluation par l'organisme accréditeur, etc.). Une copie de tous les documents reçus de l'organisme accréditeur (rapport de revue de la documentation, rapport d'évaluation (rapport de visite), etc.) devra être fournie par courriel à EC au plus tard une semaine suivant leur réception.

Durant le processus d'accréditation (dès la signature du contrat jusqu'au 1^{er} mai 2015), l'analyse des échantillons d'eau de mer devra être faite dans un laboratoire accrédité à la norme ISO/CEI 17025 : 2005 et dont la portée d'accréditation inclut les essais pertinents au PCCSM⁸. Ces frais d'analyse seront à la charge du consultant. Le laboratoire accrédité qui sera utilisé pour la période mentionnée ci-haut doit être clairement identifié dans la proposition du consultant. Le consultant devra fournir une copie du certificat d'accréditation et la portée d'accréditation du laboratoire sélectionné dans la soumission. Un résumé de la méthode pour laquelle le laboratoire est accrédité

⁷ Méthode de référence : APHA *et al.*, 2012, section 9221 E. 2. *Thermotolerant Coliform Direct Test (A-1 Medium)*, p 9-74 à 9-75.

⁸ La méthode utilisant le bouillon lauryl tryptose et le milieu EC décrite dans le manuel des opérations du PCCSM sera acceptée de façon temporaire (à la première année du contrat). Méthode de référence : MFHPB-19, Santé Canada, Compendium des méthodes, Méthodes de la DGPS pour l'analyse de la microbiologie des aliments, volume 2.



devra être inclu dans la proposition. Les échantillons d'eau devront être analysés dans les laboratoires mobiles d'EC dès que l'accréditation à la norme ISO/CEI 17025 : 2005 sera obtenue pour ces laboratoires.

4.3.1 *Méthodologie et contrôle de la qualité*

La méthode d'analyse bactériologique conventionnelle à 5 tubes et 3 dilutions, utilisant le milieu de culture: "A-1", sera employée (APHA *et al.*, 2012⁹, section 9221 E. 2. *Thermolerant Coliform Direct Test (A-1 Medium)*, p 9-74 à 9-75). L'indicateur à mesurer est le nombre le plus probable (NPP) de coliformes fécaux par échantillon de 100 ml d'eau. Une table de NPP basée sur APHA *et al.* (2012) (section 9221 C. *Estimation of Bacterial Density*, Table 9221 : IV., p.9-71) sera fournie au consultant lors de la signature du contrat.

Conformément à la norme ISO/CEI 17 025 : 2005, le consultant devra établir, mettre en œuvre et maintenir un système de management de la qualité (programme d'assurance et de contrôle de la qualité (AQ/CQ)) pour les laboratoires d'EC localisés à Forestville et Longue-Pointe-de-Mingan. Les documents suivants devront être développés par le consultant pour chacun des deux laboratoires d'EC :

- Manuel qualité;
- Procédures d'opération normalisées, PON (en anglais : *Standard Operating Procedure* ou SOP) du programme AQ/CQ des laboratoires;
- Manuel ou protocoles des méthodes analytiques des laboratoires;
- Formulaire d'enregistrements relatifs au programme AQ/CQ des laboratoires.

Les documents cités ci-haut, ainsi que toute autre documentation qualité et/ou procédure technique reliées aux méthodes, qui auront été développées par le consultant pour les laboratoires mobiles d'EC devront être fournis au délégué scientifique d'EC dès l'obtention de l'accréditation des laboratoires mobiles à la norme ISO/CEI 17025 : 2005. Toutes mises à jour apportées à ces documents avant la fin du présent contrat (31 mars 2016) ou avant la fin de l'année d'option (31 mars 2017) devront également être transmises au délégué scientifique d'EC. La documentation fournie devra être en format PDF (non sécurisée) et format Word.

L'équipe de laboratoire devra assurer la qualité de ses analyses en effectuant divers contrôles qualité tel que décrit dans la norme ISO/CEI 17025 : 2005 et conformément aux directives des manuels *Recommended Procedures for the Examination of Sea Water and Shellfish* (APHA, 1985) et *Standard Method for the Examination of Water and Wastewater* (APHA *et al.* 2012, section 9020 p. 9-2 à 9-24).

De plus, l'équipe de travail participera au moins une fois par année à un programme d'essai d'aptitude (EA) pertinent offert par un fournisseur d'EA acceptable selon les critères de la norme ISO/CEI 17025 : 2005 pour chacun des laboratoires mobiles (Forestville et Longue-Pointe-de-Mingan). Ce fournisseur sera choisi par EC, qui assumera les frais relatifs à l'achat et à la livraison des EA. Ces essais devront être réalisés au début des opérations. Les résultats obtenus lors de ces EA devront être fournis par courriel au délégué scientifique d'EC, au plus tard une semaine après la réception de ces résultats.

⁹ Ou l'édition la plus récente en vigueur.



L'eau alimentant le laboratoire devra rencontrer les normes d'eau potable du MDDEFP (<http://www.mddefp.gouv.qc.ca/eau/potable/brochure/index.htm>). Le consultant devra fournir une preuve démontrant que l'eau qui alimentera le laboratoire rencontre ces normes. De plus, il devra fournir un rapport d'analyses physico-chimiques de l'eau à la sortie du système de purification de l'eau du laboratoire. Les paramètres à analyser et les exigences à respecter pour chacun de ces paramètres sont décrits dans *Standard Method for the Examination of Water and Wastewater* (APHA *et al.* 2012, section 9020B, Table 9020 : II Quality of reagent water used in microbiology testing p. 9-12).

La preuve de conformité aux normes du MDDEFP pour l'eau potable ainsi que le rapport d'analyses chimiques de l'eau du système de purification du laboratoire devront être fournis au délégué scientifique d'EC dès le début des opérations en 2014 et en 2015.

En jetant les milieux de culture et le matériel de laboratoire contaminé, le consultant verra à les neutraliser et à les confiner de façon sécuritaire. De plus, il devra se conformer à la réglementation du MDDEFP concernant les rejets d'eaux usées. Le consultant devra utiliser des produits non nocifs à l'environnement et recyclables.

4.3.2 Espace de laboratoire et équipements

L'équipe de travail utilisera les laboratoires mobiles d'EC localisés à Forestville et Longue-Pointe-de-Mingan pour toute la durée du contrat. À titre informatif, la capacité d'analyse des laboratoires de Forestville et de Longue-Pointe-de-Mingan peut varier de 25 à 80 échantillons par jour pour chacun des laboratoires. Toutefois, durant la période où ces laboratoires ne seront pas accrédités à la norme ISO/CEI 17025 : 2005, l'analyse des échantillons d'eau de mer devra être faite dans un laboratoire dont la portée d'accréditation inclut les essais pertinents au PCCSM, tel que mentionné dans la section 4.3 du présent document. Durant cette période, les espaces des laboratoires mobiles d'EC seront sous la responsabilité du consultant. Ils pourront être utilisés par le consultant pour le processus d'accréditation à la norme ISO/CEI 17025 : 2005, l'entreposage du matériel, la planification et la coordination du travail de terrain, etc. Le matériel nécessaire aux analyses bactériologiques sera fourni par le consultant. Les laboratoires seront fournis avec tous les équipements nécessaires et en bon état mais la préparation (démarrage) des laboratoires et des équipements sera de la responsabilité du consultant.

Hivernage des laboratoires : les laboratoires, le cabanon (Longue-Pointe-de-Mingan) et leur contenu seront sous l'entière responsabilité du consultant pendant toute la durée du contrat.

4.3.3 Emplacement des laboratoires

Les laboratoires seront situés à Forestville (27, route Maritime) pour les secteurs coquilliers échantillonnés dans Charlevoix, sur la Haute et Moyenne-Côte-Nord (Baie Sainte-Catherine à Port-Cartier) et à Longue-Pointe-de-Mingan (1502, route de l'Aéroport) pour les secteurs coquilliers échantillonnés sur la Moyenne et Basse-Côte-Nord (Port-Cartier à Blanc-Sablon).

Les échantillons devront être analysés le plus tôt possible. Un délai maximum de vingt-quatre heures (à partir de la prise du premier échantillon) pour l'ensemble des secteurs (Charlevoix, Haute, Moyenne et Basse-Côte-Nord) sera accepté. Les échantillons devront être analysés dès leur arrivée au laboratoire.



4.3.4 Évaluation

Lorsque l'accréditation à la norme ISO/CEI 17025 : 2005 sera obtenue, les laboratoires mobiles d'EC seront évalués annuellement (réévaluation sur place et questionnaire de surveillance) par l'organisme accréditeur. Le consultant s'engage à informer le délégué scientifique d'EC des dates ciblées pour les évaluations des laboratoires ainsi que des résultats obtenus de l'organisme accréditeur. Le rapport d'évaluation de l'organisme accréditeur (rapport de visite) devra être fourni par courriel au délégué scientifique d'EC au plus tard une semaine suivant son obtention.

Dans le cas où une non-conformité grave ou critique serait relevée lors d'une de ces évaluations, entraînant la suspension ou le retrait des essais pertinents au PCCSM de la portée d'accréditation de l'un ou l'autre, ou encore des deux laboratoires mobiles d'EC, le consultant devra immédiatement en informer le délégué scientifique d'EC. Le consultant devra s'assurer que l'analyse des échantillons d'eau de mer soit effectuée dans un laboratoire dont la portée d'accréditation inclut les essais pertinents au PCCSM pour le reste de la saison d'échantillonnage, ou jusqu'à ce que la portée d'accréditation des laboratoires mobiles d'EC soit rétablie.

Le consultant devra immédiatement aviser le délégué scientifique d'EC de tous éléments ou événements survenant au laboratoire pouvant compromettre les résultats d'analyses (ex : panne de courant, bris d'équipement, etc.).

De plus, les activités de laboratoire pourraient faire l'objet d'une évaluation par EC s'il le juge nécessaire. EC pourrait effectuer plus d'un contrôle par année. Il est possible qu'EC effectue des visites du laboratoire à d'autres fins au courant du contrat.

4.4 Saisie des données et rapports écrits

4.4.1 Saisie des données sur PRISM

L'ensemble des données récoltées sur le terrain (y compris les données de tournées qui ne respectent le délai d'analyse) ainsi que les données bactériologiques tirées des analyses en laboratoire de chaque relevé devront être saisis dans PRISM **au plus tard 2 jours après la journée d'échantillonnage**.

Le consultant devra respecter toutes les conditions décrites dans le document « PRISM : Guide d'utilisation du consultant pour la gestion des données d'échantillonnage, des résultats d'analyse et de la production de documents pour le rapport annuel version 3.7 » accessible via le lien internet suivant : http://prism.qc.ec.gc.ca/documents/guide/prism_guide_consultant_v3_7.pdf.

4.4.2 Plan d'échantillonnage

Un plan d'échantillonnage mensuel (de mai à octobre) des activités de terrain devra être fourni au délégué scientifique par écrit et envoyé par courriel avant le début de chaque saison, soit au plus tard cinq jours ouvrables avant la réunion de début de saison. Si pour des raisons indépendantes de la volonté de l'équipe de terrain, une tournée d'échantillonnage ne peut être effectuée tel que prévu, un avis devra être donné par téléphone ou envoyé par courriel, le jour même ou suivant, au délégué scientifique du ministère.



4.4.3 Rapport hebdo

À chaque lundi (en période d'opération), le consultant devra envoyer par courriel, au délégué scientifique, un rapport hebdomadaire présentant les tournées d'échantillonnage réalisées la semaine précédente ainsi que celles prévues pour la semaine à venir.

4.4.4 Rapport annuel préliminaire

À la fin de chaque saison, l'entrepreneur devra produire un rapport annuel préliminaire structuré selon la table des matières de l'annexe 4. Le rapport (une seule copie) devra être soumis au délégué scientifique d'EC en format papier, dans un cartable, sur papier recyclé et recto-verso pour commentaires. Ce rapport devra être déposé au plus tard le 1^{er} décembre de l'année des activités d'échantillonnage. Un modèle de rapport (Word) sera fourni au consultant.

4.4.5 Rapport annuel final

Le rapport annuel final intégrera tous les commentaires fournis par EC suite au dépôt du rapport annuel préliminaire. Il devra être déposé en deux copies, dans des cartables, sur papier recyclé, recto-verso ainsi que sur support informatique (1 disque compact). Ce rapport devra être déposé au plus tard le 1^{er} février de l'année suivant la fin des activités d'échantillonnage.

Les données complètes, regroupant l'ensemble des textes, des tableaux, des figures et des cartes, devront être en un seul fichier sous format PDF (non sécurisé). Le consultant devra également fournir tous les fichiers textes en format Word (Office 2010) et toutes les figures en format Excel (Office 2010).

5. PRODUITS LIVRABLES ET ÉCHÉANCIER

Échantillonnage, analyses bactériologiques et rapports

<u>Produits</u>	<u>Échéancier 2014</u>	<u>Échéancier 2015</u>
Plan d'échantillonnage mensuel	Cinq jours ouvrables avant la réunion de début de saison	Cinq jours ouvrables avant la réunion de début de saison
Rapport hebdo	À tous les lundis (lors des opérations)	À tous les lundis (lors des opérations)
Repère GPS (« waypoints »)	Mensuellement, début du mois, suivant le mois échantillonné	Mensuellement, début du mois, suivant le mois échantillonné
Itinéraire GPS	Mensuellement, début du mois, suivant le mois échantillonné	Mensuellement, début du mois, suivant le mois échantillonné, si ajouts de secteur en deuxième année
Résultats des essais d'aptitudes	Au plus tard une semaine après la réception des résultats	Au plus tard une semaine après la réception des résultats



Preuve de conformité de l'eau potable et rapport d'analyses chimiques de l'eau	Dès le début des opérations	Dès le début des opérations
Liste des données géoréférencées des sites de mise à l'eau et des sites de mesure de niveau d'eau	En continue	En continue
Liste des secteurs associés au tributaire pour les mesures de niveau d'eau	Septembre 2014	Septembre 2015
Rapport annuel préliminaire	1er décembre 2014	1er décembre 2015
Rapport annuel final	1er février 2015	1er février 2016

Accréditation à la norme ISO/CEI 17025 : 2005

Produits	Échéancier 2014	Échéancier 2015
Rapport mensuel sur l'avancement des travaux	1 ^{er} lundi de chaque mois	1 ^{er} lundi de chaque mois
Copie des documents reçus de l'organisme accréditeur (rapport de revue de la documentation, rapport d'évaluation etc.)	Au plus tard 1 semaine suivant leur réception	Au plus tard 1 semaine suivant leur réception
Documentation qualité <ul style="list-style-type: none"> - Manuel qualité - Procédures d'opération normalisées du programme AQ/CQ des laboratoires - Manuel ou protocoles des méthodes analytiques des laboratoires) - Formulaire d'enregistrements relatifs au programme AQ/CQ des laboratoires 	Dès l'obtention de l'accréditation à la norme ISO/CEI 17025 : 2005 pour les laboratoires mobiles EC	Dès l'obtention de l'accréditation à la norme ISO/CEI 17025 : 2005 pour les laboratoires mobiles EC. Toutes mises à jour apportées à ces documents avant la fin du présent contrat (31 mars 2016) ou encore avant la fin de l'année d'option (31 mars 2017) devront être transmises au délégué scientifique d'EC.
Résultats des essais d'aptitudes	Au plus tard 1 semaine suivant leur réception	Au plus tard 1 semaine suivant leur réception



6. DIVERS

Les réunions auront lieu en français et tous les rapports écrits devront aussi être présentés en français.

Le suivi du projet sera assuré par des réunions ou appels-conférences périodiques où le déroulement des travaux sera présenté. Des réunions seront prévues: avant le début des travaux, en période d'échantillonnage (si nécessaire) et à la fin des travaux de terrain (avant la remise des rapports préliminaires). D'autres réunions pourront s'ajouter suivant l'évolution du projet.

EC se réserve le droit de modifier l'échantillonnage de certains secteurs et de réaffecter la somme de travail à d'autres secteurs localisés sur le même territoire tout en respectant l'horaire d'échantillonnage et ce, sans frais additionnels pour le ministère.

EC se réserve également le droit de réduire le nombre de tournées d'échantillonnage prévu dans le plan d'échantillonnage proposé, en cours de mandat dans l'optique où les ressources financières allouées au Programme seraient moindre. Les coûts du contrat seraient réduits en conséquence.

Advenant que des tournées soient ajoutées ou enlevées à l'horaire d'échantillonnage prévu pour une année, chaque jour d'échantillonnage sera payé en surplus ou déduit au présent contrat.

La charge de travail à réaliser pour l'année d'option (1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017) sera identique à celle de la deuxième année du contrat (1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016).

Travaux supplémentaires: L'entrepreneur devra fournir un estimé des coûts pour la réalisation des activités ci-bas mentionnées pour l'année 2014 et 2015 (annexe C).

- 1- Analyse d'un échantillon d'eau de mer (par échantillon);
- 2- Gestion des laboratoires:
 - a) Supervision des travaux (taux horaire);
 - b) Élaboration de listes de matériel (laboratoire et autres) (taux horaire);
- 3- Taux horaire de l'assistant-technicien de terrain pour divers travaux (ex : support logistique à l'équipe de terrain d'EC, transport d'échantillon, etc.).
- 4- Tournées d'échantillonnage supplémentaires (ex : situation d'urgence, etc.), coût par journée;



7. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- American Public Health Association (APHA). (1985). *Recommended Procedures for the Examination of Seawater and Shellfish*, Fifth Edition, Washington, D.C., Greenberg, A.E. et D.A. Hunt (ed.), 144 pages.
- American Public Health Association (APHA), American Water Works Association (AWWA) et Water Environment Federation (WEF). (2012). *Standard Methods for the Examination of Water and Waste Water*. 22^e édition, Washington, D.C, Eugene W. Rice, R. B. Baird, A. D. Eaton, et Clesceri, L.S. (éds.).
- Canada. Agence canadienne d'inspection des aliments, Environnement Canada, Pêches et Océans Canada. (2009). *Programme canadien de contrôle de la salubrité des mollusques, Manuel des Opérations*. In Agence canadienne d'inspection des aliments [En ligne]. <http://www.inspection.gc.ca/francais/fssa/fispo/man/cssppccsm/cssppccsmf.shtml> (Page consultée le 12 octobre 2010).
- ISO/CEI. 2005. *Exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais. Norme internationale ISO/CEI 17025*, deuxième édition, 30 pages.



ANNEX « A »

STATEMENT OF WORK

Marine Water Quality Monitoring - Quebec North Shore Region 2014 and 2015

Terms of reference

1. INTRODUCTION

The Canadian Shellfish Sanitation Program (CSSP), which is aimed at protecting public health, is the first point of shellfish sanitary control. Environment Canada's (EC) role is to identify and to assess all sources of pollution of shellfish beds in order to measure the impact of pollution on water quality.

In Quebec, the shoreline area where shellfish are harvested, either locally or commercially, occupies an area of 5000 km and is currently divided into 400 sectors. The priority given to the assessment of the sectors is based on the type of harvesting, i.e. commercial (local or for export) or recreational, and the pollution sources located in the area.

In 1948, a bilateral Memorandum of Understanding between Canada and the United States on sanitary control of shellfish was signed by the ministers of health of the two countries. In 1972, responsibility of monitoring shellfish waters in Canada was given to the departments of Fisheries and Environment. A federal-provincial regional committee was charged with applying the regulations and assuming responsibilities with regard to exports.

Since 1986, our sampling effort has increased, and the number of sectors covered has risen from 10 on the North Shore in 1986 to a total of 283 in the North Shore, Gaspé, Lower St. Lawrence and Magdalen Islands regions in 2013.

Finally, on April 1, 2010, the CSSP partners agreed that all laboratories performing CSSP testing must be accredited to the ISO/IEC 17025:2005 international accepted standard, *General Requirements for the Competence of Testing and Calibration Laboratories*.

2. GENERAL OBJECTIVE

To carry out bacteriological studies of shellfish sectors (softshell clams, blue mussels, Stimpson and Atlantic surf clams, and scallops) in order to evaluate the water quality so as to meet the CSSP Standards for the period of April 1, 2014, to March 31, 2016, with the option of one extra year, from April 1, 2016, to March 31, 2017.

During the 2014 and 2015 seasons, the North Shore, Lower St. Lawrence, Gaspé and Magdalen Islands regions will be covered.



This mandate relates to the North Shore Region (from Baie Ste-Catherine to Blanc-Sablon). Sixty-two (62) sectors will be sampled in 2014 and 2015 from May to October of each year (see Annex 1A and 1B). Moreover, during each year, additional rounds could be added to the sampling plan laid out for 2014 and 2015.

3. PARTICULAR OBJECTIVES

- collection of seawater samples;
- bacteriological analyses of seawater samples in a laboratory accredited to ISO/IEC 17025:2005, *General Requirements for the Competence of Testing and Calibration Laboratories*; for the Rapid Fecal Coliform MPN test (Modified A-1 Method) as described in the CSSP manual of operation¹⁰ (method of reference: APHA *et al.* 2012¹¹, section 9221 E. 2. Thermotolerant Coliform Direct Test [A-1 Medium], p 9-74 to 9-75);
- measurement of various hydrological and meteorological factors and evaluation of their impact on water quality;
- the capture and computerization of data through the « Plateforme régionale d'information sur la salubrité des mollusques » (PRISM);
- preparation of specific reports by shellfish sector.

4. STATEMENT OF WORK

4.1 Work team

The composition of the work team is presented in Annex 2. EC will require that only one person from the work team (the project manager) be responsible for all contact with the EC scientific authority.

The work team members proposed by the consultant must remain in their positions for the full term of the contract. All changes to team composition, particularly in positions responsible for key activities (project leader, laboratory manager or field leader), must be approved by the EC scientific authority before they become effective. The consultant must demonstrate that the new employee possesses the qualifications required by EC (Annex 2).

4.2 Sampling

A) This mandate covers sixty-two (62) sectors to be sampled in 2014 and 2015. The consultant must provide all the material for sampling. A detailed list of equipment will have to appear in the contract proposal.

¹⁰ The method using the lauryl tryptose broth and the EC medium as described in the CSSP manual of operation will be temporarily accepted (for the first year of the contract) if the laboratory is committed to add the A-1 medium method to his scope of accreditation, no later than the second year of analysis (May 1, 2015). Method of reference: MFHPB-19, Health Canada, Compendium of Analytical Methods, HPB Methods of Microbiological Analysis, Volume 2.

¹¹ Or the latest current edition.



The description of shellfish sectors, the sampling frequency and the number of stations to sample are presented in Annex 1A and 1B. These sectors will be the subject of detailed classification and will be sampled from May to October.

B) If sampling rounds are to be added to or removed from the present plan, the scientific authority will submit to the consultant a detailed document outlining modifications to be done. Upon receipt of the document, the consultant will submit a quote with the detailed plan costs. The consultant may start the sampling upon receipt of a contract modification.

C) The consultant should note any observations regarding the presence of potential sources of contamination near the sampling stations that can affect the water quality of shellfish areas. The information identified will be entered into PRISM.

D) The problems encountered during field operations must be reported as soon as possible to the EC scientific authority, by email or phone.

4.2.1 Sampling procedure

The water samples will be collected at the surface (30 cm below the water level) at each station in accordance with the procedure in the APHA *et al.* (2012),¹² manual, sections 9060 and 9060A, pp. 9-33 to 9-35.

It is recommended that sampling take into account and be carried out in the worst conditions of bacteriological pollution. To do this, shellfish sectors will be sampled according to a rotation that will make it possible to encounter various hydrological or climatic conditions such as periods of:

- flooding;
- prolonged rain (more than one day);
- heavy rain of short duration;
- summer heat;
- heavy tourist traffic;
- the lowest water levels in streams and creeks;
- spring tides and neap tides;

Moreover, a delay of exceeding **72h** (between the end of a round and the beginning of another) should be maintained between each sampling round in a same sector.

One control sample (water temperature) must be taken at the first sampling station of each sector sampled. In addition, for each region (Upper, Middle and Lower North Shore), a field blank and a cooler blank must be analyzed by the consultant. These analyses must be carried out once a month, and upon any change of members in the field team.

The sampling stations will be located using a global positioning system (GPS). The GPS position of each station must be validated by the consultant according to the procedure for approaching the sampling station position as defined by EC (this will be provided upon signing the contract). The GPS position of each sample must be registered and provided to the EC scientific authority at the beginning of each month, following the sampled month. Any station position too close to the shore (less than 100 m), where the water level is too low (less than 45 cm), or impossible to

¹² Or the latest current edition.



sample at high tide, must be reported as soon as possible to the EC scientific authority so that appropriate corrections can be made.

The GPS itinerary (track log) of each sampling round must be provided to the EC scientific authority for the first year. The consultant must provide, at the beginning of each month following the sampled month, a file that includes the basic GPS data for each sampling day. The itinerary must begin with the launch and end with the exit from the water at the end of the round. If new sectors are added in the second year of the contract, the new itineraries must be provided to the EC scientific authority.

As each sector is sampled, the consultant must provide the description (site, ramp, path, user fees, digital photo, [JPEG format]) and the localization (latitude/longitude – NAD 83) of the **launching sites** that will be used during the year. The consultant must capture these data using PRISM. Photos are to be submitted to the scientific authority by email. Every year, the consultant will update the information recorded in PRISM.

4.2.2 Hydrological, meteorological and geographical conditions

At each survey, the hydrological, meteorological and geographical conditions that can affect the distribution of pollutants must be noted and included in the preliminary and final annual reports.

<u>Hydrological conditions</u>	<u>Meteorological and geographical conditions</u>
<ul style="list-style-type: none"> • depth, water temperature, pH and salinity at each station • period and amplitude of the tide • water level⁽¹⁾ 	<ul style="list-style-type: none"> • rainfall quantity (mm) • air temperature (°C) • wind direction and speed (km/h) • particular phenomena (e.g. flood)

⁽¹⁾ During the first sampling round, markers must be installed in the main tributary¹³ of each sampling sector to evaluate water level fluctuations during the season. The water level must be measured and noted at each round. As each sector is sampled, the consultant must provide the description (site, path, method of water level measurement, digital photo¹⁴ [JPEG-format]) and the localization (latitude/longitude – NAD 83) of the **site** of the tributary that will be used during the year. The water level measurement site chosen by the consultant must not be influenced by tides or by a flow regularization structure (e.g. dam). The consultant must capture these data using PRISM and be updated every year if necessary. Photos will be provided to the scientific authority by email.

Weather stations operated by Quebec’s Ministère du Développement durable, de l’Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) and EC may be used as references. If the consultant has a local weather station near the sector, preference will be given to using these data. The consultant must, at all times, identify the weather station used for each sector.

¹³ The consultant will confirm, in the field, that the specific place for measuring water levels is functional. The tributary list will be provided by EC

¹⁴ A general picture of the water level measurement site and a second more detailed picture of the place where the measurement is taken must be provided.



4.2.3 Log book

A copy of the log book, with technical information, must be turned over to EC when submitting the preliminary report on December 1.

Please take note that the consultant must **always** use Eastern Standard Time (EST) in any documentation.

Then, for each sampling round:

- date of each sampling round
- number of the sector and the zone sampled
- number of the sampling round
- reference tide height
- coefficient of tide (spring tide, neap tide and mean tide)
- time of high tide (EST)
- time of low tide (EST)
- stage of the tide
- tidal amplitude (metres)
- measurement of the water level (metres) at the tributary
- daily precipitation (mm)
- location and time (EST) at which sampling equipment was immersed and removed from the water
- date and time (EST) of arrival of samples at the laboratory
- temperature of the cooler upon its arrival at the laboratory (°C)
- temperature of the control sample upon its arrival at the laboratory (°C)
- initials of individuals responsible for the sampling, sample delivery, receipt in the laboratory and data verification
- observations or comments in relation to the sampling round (eg. pollution sources observed, problems encountered, etc.).

At the beginning and the end of each sampling round of a sector, various meteorological information *in situ*:

- air temperature (°C)
- wind direction and speed (km/h)
- cloud cover (%)
- wave height (m)
- sea condition (Beaufort scale)

At each sampling station:

- number of the station
- time of sampling (EST)
- depth (m) and water temperature (°C)
- salinity (‰) and pH
- distance (m) of the sampling position from the original position of the station
- GPS waypoint



The copy of the log book provided to EC must be bounded and printed on both sides on recycled paper. The log book (field sheets) must be organized by sampling month and must include an introductory text summarizing the contents.

4.2.4 Assessment

An assessment (quality control) of the sampling will be done once per year. A checklist is included in Annex 3 (Assessment report of field activity). Other control points can be added by EC as required. EC may perform more than one quality control per year.

4.2.5 Water safety and occupational health and safety (OHS)

Considering the sampling conditions (extent of the territory, shallow depth, influence of tide and wind), we recommend the use of a 14-foot inflatable craft equipped with an engine of 15-20 hp. The craft used must be fitted with the minimum equipment required for its size.

At least two individuals must be aboard the craft for each survey (Marine Personnel Regulations [SOR/2007-115]; <http://laws.justice.gc.ca/eng/SOR-2007-115/index.html>).

In addition, it is the responsibility of the consultant to assure the occupational health and safety (OHS) of his employees who perform sampling in marine environments. For example, the consultant should identify the risks associated with the task, establish safe work procedures, provide appropriate training to his employees, and ensure that they have access to the security and personal protective equipment required to operate tasks that they must perform.

The firm selected must comply with the safety conditions for small commercial vessels recommended by Transport Canada (TC). The consultant must demonstrate (with supporting evidence) to the EC scientific authority that all crafts used for the sampling and quality control (evaluation) have been inspected by TC (notice of inspection for small vessels) before the start of operations and satisfy TC standards, to assure the security of everyone on board.

For further details, please refer to the following websites¹⁵:

1. *Canada Shipping Act, 2001* (S.C. 2001, c. 26) - <http://lois-laws.justice.gc.ca/eng/acts/C-10.15/>
2. *Small Vessel Regulations* (SOR/2010-91) - <http://laws-lois.justice.gc.ca/eng/regulations/SOR-2010-91/>
3. Vessel Registration Office - <http://www.tc.gc.ca/eng/marinesafety/oep-vesselreg-menu-728.htm>
4. General information on the equipment and water safety for small vessels - <http://www.tc.gc.ca/eng/marinesafety/debs-small-vessels-menu-2258.htm>
5. Small Commercial Vessel Safety Guide - TP 14070 E (2010) - <http://www.tc.gc.ca/eng/marinesafety/tp-tp14070-menu-1648.htm>
6. Small Vessel Compliance Program (SVCP) - <http://www.tc.gc.ca/eng/marinesafety/svcp-menu-3633.htm>

¹⁵ This list is provided for information purposes only.



4.3 Laboratory

The consultant commits to obtaining, no later than **May 1, 2015**, an accreditation to ISO standard ISO/IEC 17025:2005, *General Requirements for the Competence of Testing and Calibration Laboratories* recognized by the Standards Council of Canada (SCC) or the Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. (CALA) **for the EC mobile laboratories located in Forestville and Longue-Pointe-de-Mingan**. The consultant will be responsible to do all the procedures with the accreditation body and the accreditation obtained for the two EC laboratories will be under the name of the consultant. The scope of accreditation of the laboratories must include the Rapid Fecal Coliform MPN test (Modified A-1 Method)¹⁶, as described in the CSSP manual of operation. The consultant will have to demonstrate in the proposal how the accreditation for the two EC mobile laboratories to ISO standard ISO/IEC 17025:2005 will be obtained. In the technical proposal the consultant will have to provide a detailed work plan and a schedule of every step required for obtaining and maintaining the accreditation. **The consultant will be responsible for paying all costs associated with these activities**. The following websites can be used as references: Standards Council of Canada (SCC) (<http://www.scc.ca/en/>), Bureau de normalisation du Québec (<http://www.bnq.qc.ca/>) and Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. (CALA) (<http://www.cala.ca/>). **In order to respect the deadline of May 1, 2015, auditors recognized by the accreditation body must complete their assessment of the mobile laboratories by November 1, 2014, at the latest.**

The consultant will have to inform the EC scientific authority on a regular basis on the progress of activities related to the accreditation of the mobile laboratories to ISO standard ISO/IEC 17025:2005. The consultant will have to provide a monthly report to EC on the progress of the work (to be delivered the first Monday of every month). This report will have to present actions carried out during the last month and actions planned for the next month. In addition, the consultant will have to inform the EC scientific authority of the date and the result of each main step of the accreditation process (application, evaluation of the application, assessment by the accreditation body, etc.). A copy of all the documents received from the accreditation body (evaluation of the application report, assessment report (report of the required actions), etc.) will have to be provided by email to EC no later than one week after they are received.

During the accreditation process (from the signature of the contract until May 1, 2015), the analysis of the marine water samples will have to be done in a laboratory accredited to ISO standard ISO/IEC 17025:2005. The scope of laboratory accreditation must include the relevant CSSP method¹⁷. The consultant will be responsible for paying all costs associated with these analyses. The accredited laboratory that will be used for the period mentioned above must be clearly identified in the consultant proposal. The consultant will have to provide a copy of the certificate of accreditation and the scope of accreditation of the laboratory selected in the proposal. A summary of the method for which the laboratory is accredited must be included in the proposal. Water samples will be analyzed in Environment Canada mobile laboratories as soon as accreditation to ISO/IEC 17025: 2005 will be obtained for these laboratories.

¹⁶ Method of reference: APHA *et al.* 2012 section 9221 E. 2. Thermotolerant Coliform Direct Test [A-1 Medium], p 9-74 to 9-75.

¹⁷ The method using the lauryl tryptose broth and the EC medium as described in the CSSP manual of operation will be temporarily accepted (for the first year of the contract). Method of reference: MFHPB-19, Health Canada, Compendium of Analytical Methods, HPB Methods of Microbiological Analysis, Volume 2.



4.3.1 Methodology and quality control

The conventional bacteriological analysis method with five tubes and three dilutions, with A-1 culture medium, will be employed (APHA *et al.* 2012,¹⁸ section 9221 E. 2, “Thermotolerant Coliform Direct Test (A-1 Medium),” pp. 9-74 and 9-75). The indicator to be measured is the most probable number (MPN) fecal coliform level per 100 ml of sample water. An MPN table based on APHA *et al.* (2012) (section 9221 C, “Estimation of Bacterial Density,” Table 9221: IV, p. 9-71) will be provided to the consultant upon signature of the contract.

In accordance with the ISO/IEC 17025:2005 standard, the consultant will have to implement and maintain a quality management system (laboratory quality assurance and quality control [QA/QC] program) for the EC laboratories located in Forestville and Longue-Pointe-de-Mingan. The following documents will have to be created by the consultant for the two EC laboratories.

- quality manual;
- standard operating procedures (SOPs) of the QA/QC laboratories program;
- manual or protocols of the laboratories analytical methods.
- records forms relating to the QA/QC laboratories program;

The documents cited above, as well as any other quality documentation and / or technical procedure related to methods that have been developed by the consultant for the EC mobile laboratories will have to be provided to EC when the mobile laboratories are accredited to ISO/IEC 17025:2005. All updates brought to these documents before the end of this contract (March 31, 2016) or before the end of the option year (March 31, 2017) must be submitted to the EC scientific authority. The documents provided must be in PDF format (unthruled) and Word format.

The laboratory team must ensure the quality of its analyses by performing various quality controls as indicated in the ISO/IEC 17025:2005 standard, and in accordance with guidelines included in the manuals *Recommended Procedures for the Examination of Seawater and Shellfish* (APHA 1985) and *Standard Methods for the Examination of Water and Wastewater* (APHA *et al.* 2012, section 9020, pp. 9-2 to 9-24).

In addition, at least once a year, the work team must participate in a proficiency testing (PT) program from a PT provider that complies with ISO/IEC 17025:2005, for each of the mobile laboratories (Forestville and Longue-Pointe-de-Mingan). This provider will be chosen by EC, which will pay all costs related to the purchase and the delivery of the PT. This testing must be carried out at the beginning of operations. The consultant must succeed the PT. Results of this PT must be provided by email to the EC scientific authority, no later than one week after they are received.

Water supplied to the laboratory must meet drinking water standards of the MDDEFP (<http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/potable/brochure-en/index.htm>). The consultant must therefore provide proof that the water supplied to the laboratory meets those standards. In addition, the consultant must provide the EC scientific authority with a report on physico-chemical analysis of the water at the discharge outlet of the laboratory purification system. The parameters to be analyzed and the requirements for each of these parameters are described in

¹⁸ Or the latest current edition



Standard Method for the Examination of Water and Wastewater (APHA et al. 2012,¹⁹ section 9020B, Table 9020: II Quality of reagent water used in microbiology testing, pp. 9-12).

Proof of conformity with the MDDEFP standard for drinking water and the report on chemical analysis of the water at the discharge outlet of the laboratory purification system must be provided to the EC scientific authority at the beginning of the work, in 2014 and 2015.

When throwing out the culture media and contaminated lab material, the consultant will ensure that they are neutralized and confined. In addition, the consultant must comply with the regulations of the MDDEFP regarding the discharge of wastewater effluent. The consultant must use products that are safe for the environment and reusable.

4.3.2 Laboratory and equipment

The work team will use the mobile laboratories of EC located in Forestville and Longue-Pointe-de-Mingan for the whole length of the contract. For your information, the analysis capacity of the laboratories located in Forestville and Longue-Pointe-de-Mingan may vary from 25 to 80 samples per day for each laboratories. However, during the period in which the laboratories are not accredited to ISO/IEC 17025:2005, seawater samples will have to be analyzed in a laboratory with a scope of accreditation that includes the relevant CSSP method, as discussed in section 4.3 of this document. During this period, EC mobile laboratories will be under the responsibility of the consultant. It will be possible to use them for the accreditation process to ISO/IEC 17025:2005, and for equipment storage, planning and coordination of the field work, etc. Necessary equipment for bacteriological analyses will be furnished by the consultant. The laboratory will be furnished with all necessary equipment, in good condition, but preparing the laboratories and the equipment will be the responsibility of the consultant.

Wintering of the laboratories: the consultant will be fully accountable for the laboratories, the shed (Longue Pointe-de-Mingan) and their contents during the whole length of the contract.

4.3.3 Laboratory location

The laboratories will be located in Forestville (27, route Maritime) for shellfish sectors sampled in Charlevoix, on the Upper and the Middle North shore (Baie Sainte-Catherine to Port-Cartier); and in Longue-Pointe-de-Mingan (1502, route de l'Aéroport) for shellfish sectors sampled on the Middle and the Lower North shore (Port-Cartier to Blanc-Sablon).

The samples must be analyzed as soon as possible. The samples must be collected and analyzed within a 24-hour period (from the collection of the first sample) for all sectors (Charlevoix and Upper, Middle and Lower North shore). Samples must be analyzed immediately upon their arrival at the laboratory.

4.3.4 Assessment

Once the accreditation to ISO/IEC 17025:2005 is obtained, the EC mobile laboratories will be assessed once a year (site assessment and surveillance questionnaire) by assessment team of the

¹⁹ Or the latest current edition.



accreditation body. The consultant agrees to inform the EC scientific authority of the date and the result of the assessment by the accreditation body. The report of the assessment (visit report) must be provided by email to the EC scientific authority no later than one week after receiving the assessment report.

If serious or critical non-conformities are detected during the audit, leading to the suspension or withdrawal of CSSP testing from the scope of accreditation of one or the other, on the two mobile laboratories, the consultant must immediately inform the EC scientific authority. The consultant must ensure that the analysis of the seawater samples is done in a laboratory with a scope of accreditation that includes CSSP testing for the remainder of the sampling season, or until the scope of accreditation of the mobile laboratories is restored.

EC must be immediately advised by the consultant of all elements or events occurring in the laboratory that may affect test results (e.g., power failure, equipment failure, etc.).

In addition, an evaluation of the laboratory activities may be carried out by EC if necessary. EC may perform more than one quality control per year. It is possible that EC conducts visits to the laboratory for other purposes during the contract.

4.4 Data compilation and survey reports

4.4.1 Capture of data in PRISM

All field data (including data from sampling rounds that do not respect the analysis deadline) and bacteriological results from the laboratory analysis of each survey must be captured using PRISM **no later than two days after the sampling day**, according to the conditions described in the consultant's users' guide, « PRISM: Guide d'utilisation du consultant pour la gestion des données d'échantillonnage, des résultats d'analyse et la production de documents pour le rapport annuel version 3.7 », at: http://prism.qc.ec.gc.ca/documents/guide/prism_guide_consultant_v3_7.pdf.

4.4.2 Sampling plan

A monthly (from May to October) written sampling plan on field activities must be emailed to the scientific authority before the beginning of the season not later than five working days before the meeting at the beginning of the season. If, for reasons beyond the control of the field team, a sampling round cannot be carried out as planned, a notice of this situation must be given to the EC scientific authority by telephone or email on the same day or next day.

4.4.3 Weekly report

Each Monday (during the sampling season), the consultant must provide by email to the EC scientific authority a weekly report presenting all the sampling rounds carried out during the previous week and those planned for the next week.



4.4.4 Preliminary annual report

A preliminary version of the report (structured as indicated in Annex 4) must be delivered at the end of each season. The report (one copy), must be submitted in paper format, in a binder on recycled paper and printed on both sides, to EC for comments. This report must be delivered no later than December 1 of the year in which the sampling activities were conducted.

A model report (in Word) will be provided to the consultant.

4.4.5 Final annual report

The final report must include all comments provided by EC on the preliminary report. Two paper copies must be submitted, in binders on recycled paper and printed on both sides, along with as an electronic copy (one compact disc). This report must be delivered no later than February 1 of the year following the end of the sampling season.

The complete data, grouping together all the texts, tables, figures and maps, will be under one file (PDF format, untrusted). The consultant must also provide all the text files in Word format (Office 2010) and all the figures in Excel format (Office 2010).

5. DELIVERABLES AND DEADLINES

Sampling, bacteriologicals analysis and reports

<u>Product</u>	<u>Deadline 2014</u>	<u>Deadline 2015</u>
Monthly sampling plan	Five working days before the meeting at the beginning of the season	Five working days before the meeting at the beginning of the season
Weekly report	Each Monday (during the operating season)	Each Monday (during the operating season)
Waypoints	Monthly, at the beginning of the month, following the sampled month	Monthly, at the beginning of the month, following the sampled month
GPS itineraries	Monthly, at the beginning of the month, following the sampled month	Monthly, at the beginning of the month, following the sampled month if new sectors are added in the second year
Proficiency testing results	No later than one week after receiving the results	No later than one week after receiving the results
Proof of conformity with drinking water standards and report on chemical analysis of the water	From the start of operations	From the start of operations
Lists of the GPS positions of the launching sites and water level measurement sites.	On an ongoing basis	On an ongoing basis
List of the sectors associated with each tributary used for water level measurement.	September 2014	September 2015



Preliminary annual report	December 1, 2014	December 1, 2015
Final annual report	February 1, 2015	February 1, 2016

Accreditation to ISO/CEI 17025:2005 standard

<u>Product</u>	<u>Deadline 2014</u>	<u>Deadline 2015</u>
Monthly report on the progress of the work	First Monday of every month	First Monday of every month
A copy of all the documents received from the accreditation body (evaluation of the application report, assessment report etc.)	No later than one week after they are received	No later than one week after they are received
Quality documentation <ul style="list-style-type: none"> - Quality manual - Standard operating procedures (SOPs) of the QA/QC laboratories program - Manual or protocols of the laboratories analytical methods - Records forms relating to the QA/QC laboratories program 	Once the accreditation to ISO/IEC 17025:2005 standard is obtained for the EC mobile laboratories	Once the accreditation to ISO/IEC 17025:2005 standard is obtained for the EC mobile laboratories. All updates brought to these documents before the end of this contract (March 31, 2016) or before the end of the option year (March 31, 2017) must be submitted to the EC scientific authority.
Results of the proficiency testing	No later than one week after they are received	No later than one week after they are received

6. VARIA

All meetings will be held in French, and all written reports must be provided in French.

Project monitoring will be ensured through periodic meetings or conference calls, during which the progress of work will be presented. Meetings will be held as follows: before work begins, during the sampling period (if necessary), and upon completion of the field work (before delivery of the preliminary report). Other meetings or conference calls may be added as the project progresses.

EC reserves the right to modify the sampling of certain sectors and to reassign the workload to other sectors to be done in the same territory while respecting the sampling schedule, at no additional cost to the Department.

EC also reserves the right to reduce the sampling rounds planned in the proposed sampling plan during the contract if financial resources allocated to the Program are lessened. The cost of the contract would be reduced accordingly.



Should sampling rounds be added to or removed from the sampling schedule planned for a given year, each day of sampling will be paid in addition to the contract, or deducted from the contract.

The workload for the option year (April 1, 2016 to March 31, 2017) will be identical to the second year of the contract (April 1, 2015 to March, 31 2016).

Extra work: The Consultant shall provide estimated costs for carrying out the activities listed below for 2014 and 2015 (Appendix C).

- 1- Analysis of a seawater sample (per sample);
- 2- Management Laboratories:
 - a. Work supervision (hourly rate);
 - b. Elaboration of list of material (laboratory and others) (hourly rate);
- 3- Hourly rate of assistant technician for various field work (logistical support to EC field staff, samples transport, etc.);
- 4- Additional sampling rounds (emergency situations, etc.), cost per day.

7. BIBLIOGRAPHIC REFERENCES

- [APHA] American Public Health Association. 1985. *Recommended Procedures for the Examination of Seawater and Shellfish*. 5th edition. Greenburg AE, Hunt DA, editors. Washington (DC): American Public Health Association. 144 pages.
- [APHA] American Public Health Association, [AWWA] American Water Works Association, [WEF] Water Environment Federation. 2012. *Standard Methods for the Examination of Water and Waste Water*. 22nd edition. Rice EW, Baird RB, Eaton AD, Clesceri LS, editors. Washington (DC).
- Canada. Canadian Food Inspection Agency, Environment Canada, Fisheries and Oceans Canada. 2009. *Canadian Shellfish Sanitation Program, Manual of Operations*. [Cited 2010 October 12]. Available from: <http://www.inspection.gc.ca/english/fssa/fispoi/man/cssppccsm/cssppccsme.shtml>
- [ISO/IEC] International Organization for Standardization and International Electrotechnical Commission. 2005. *General Requirements for the Competence of Testing and Calibration Laboratories. International Standard ISO/OEC 17025*. 2nd edition, 30 pages.



ANNEXE « B »

PROPOSITION FINANCIÈRE

LES PROPOSANTS NE DOIVENT PAS MODIFIER LE PRÉSENT FORMULAIRE

Nom du proposant: _____

Adresse: _____

No de téléphone: _____

No de télécopieur: _____

Numéro de TPS de l'entreprise : _____

J'ai/Nous avons l'autorité d'engager la société / les associés / le propriétaire unique / le consortium.

Nom

Signature

Titre



ANNEXE « B »

PROPOSITION FINANCIÈRE

LES PROPOSANTS NE DOIVENT PAS MODIFIER LE PRÉSENT FORMULAIRE

BASE DE PAIEMENT – PRIX FERME (CONTRAT)

L'entrepreneur devra payer un prix ferme pour l'obtention et le maintien de l'accréditation à la norme ISO/CEI 17025 : 2005 pour les laboratoires mobiles d'Environnement Canada localisés à Forestville et Longue-Pointe-de-Mingan.

	PRIX - ANNÉE 2014 1 ^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015	PRIX - ANNÉE 2015 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	ANNÉE D'OPTION PRIX – ANNÉE 2016 1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017
Coût reliés à l'obtention de l'accréditation à la norme ISO/CEI 17025 : 2005	\$	\$	\$
Coût relié au maintien de l'accréditation à la norme ISO/CEI 17025 : 2005	\$	\$	\$



ANNEXE « B »

PROPOSITION FINANCIÈRE

LES PROPOSANTS NE DOIVENT PAS MODIFIER LE PRÉSENT FORMULAIRE

BASE DE PAIEMENT – PRIX FERME (CONTRAT) (...SUITE)

L'entrepreneur sera payé les prix fermes suivants, pour les travaux exécutés en vertu du contrat. La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu. Vous devez détailler les coûts pour chacune des régions : Haute-Côte-Nord, Moyenne-Côte-Nord et Basse-Côte-Nord.

ANNÉE 2014

HAUTE-CÔTE-NORD - ANNÉE 2014 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015	
(A)	
MAIN D'ŒUVRE : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Chargé(e) de projet / Responsable de laboratoire (microbiologiste) / Responsable qualité / Technicien(ne) de laboratoire / Responsable de terrain (technicien(ne) de terrain) / Assistant(e)-technicien(ne) de terrain / Support technique / Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
DÉPENSES : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Subsistance (hébergement, repas, etc.)	
Déplacements (par véhicule, par avion, transport des échantillons, etc.)	
Analyse en laboratoire	
Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, traitement et gestion de données, production des rapports, autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COÛT TOTAL JOURNALIER	
\$	
COÛT TOTAL JOURNALIER X NOMBRE DE JOURS D'ÉCHANTILLONNAGE ET D'ANALYSE	
(A)	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	
\$	
(B)	
AUTRES FRAIS	
Matériel de laboratoire	
Matériel de terrain	
Autres	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	
(B)	
\$	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE (A) + (B)	
\$	



ANNEXE « B »

PROPOSITION FINANCIÈRE

LES PROPOSANTS NE DOIVENT PAS MODIFIER LE PRÉSENT FORMULAIRE

BASE DE PAIEMENT – PRIX FERME (CONTRAT) (...SUITE)

ANNÉE 2014

MOYENNE-CÔTE-NORD - ANNÉE 2014	
1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015	
(A)	
MAIN D'ŒUVRE : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Chargé(e) de projet / Responsable de laboratoire (microbiologiste) / Responsable qualité / Technicien(ne) de laboratoire / Responsable de terrain (technicien(ne) de terrain) / Assistant(e)-technicien(ne) de terrain / Support technique / Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
DÉPENSES : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Subsistance (hébergement, repas, etc.)	
Déplacements (par véhicule, par avion, transport des échantillons, etc.)	
Analyse en laboratoire	
Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, traitement et gestion de données, production des rapports, autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COÛT TOTAL JOURNALIER	
\$	
COÛT TOTAL JOURNALIER X NOMBRE DE JOURS D'ÉCHANTILLONNAGE ET D'ANALYSE	
(A)	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	
\$	
(B)	
AUTRES FRAIS	
Matériel de laboratoire	
Matériel de terrain	
Autres	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	
(B)	
\$	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE (A) + (B)	
\$	



ANNEXE « B »

PROPOSITION FINANCIÈRE

LES PROPOSANTS NE DOIVENT PAS MODIFIER LE PRÉSENT FORMULAIRE

BASE DE PAIEMENT – PRIX FERME (CONTRAT) (...SUITE)

ANNÉE 2014

BASSE-CÔTE-NORD - ANNÉE 2014	
1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015	
(A)	
MAIN D'ŒUVRE : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Chargé(e) de projet / Responsable de laboratoire (microbiologiste) / Responsable qualité / Technicien(ne) de laboratoire / Responsable de terrain (technicien(ne) de terrain) / Assistant(e)-technicien(ne) de terrain / Support technique / Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
DÉPENSES : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Subsistance (hébergement, repas, etc.)	
Déplacements (par véhicule, par avion, transport des échantillons, etc.)	
Analyse en laboratoire	
Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, traitement et gestion de données, production des rapports, autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COÛT TOTAL JOURNALIER	
\$	
COÛT TOTAL JOURNALIER X NOMBRE DE JOURS D'ÉCHANTILLONNAGE ET D'ANALYSE	
(A)	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	
\$	
(B)	
AUTRES FRAIS	
Matériel de laboratoire	
Matériel de terrain	
Autres	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	
(B)	
\$	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE (A) + (B)	
\$	



ANNEXE « B »

PROPOSITION FINANCIÈRE

LES PROPOSANTS NE DOIVENT PAS MODIFIER LE PRÉSENT FORMULAIRE

BASE DE PAIEMENT – PRIX FERME (CONTRAT) (...SUITE)

ANNÉE 2015

HAUTE-CÔTE-NORD - ANNÉE 2015 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	
(A)	
MAIN D'ŒUVRE : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Chargé(e) de projet / Responsable de laboratoire (microbiologiste) / Responsable qualité / Technicien(ne) de laboratoire / Responsable de terrain (technicien(ne) de terrain) / Assistant(e)-technicien(ne) de terrain / Support technique / Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
DÉPENSES : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Subsistance (hébergement, repas, etc.)	
Déplacements (par véhicule, par avion, transport des échantillons, etc.)	
Analyse en laboratoire	
Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, traitement et gestion de données, production des rapports, autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COÛT TOTAL JOURNALIER	
\$	
COÛT TOTAL JOURNALIER X NOMBRE DE JOURS D'ÉCHANTILLONNAGE ET D'ANALYSE	
(A)	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	
\$	
(B)	
AUTRES FRAIS	
Matériel de laboratoire	
Matériel de terrain	
Autres	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	
(B)	
\$	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE (A) + (B)	
\$	



ANNEXE « B »

PROPOSITION FINANCIÈRE

LES PROPOSANTS NE DOIVENT PAS MODIFIER LE PRÉSENT FORMULAIRE

BASE DE PAIEMENT – PRIX FERME (CONTRAT) (...SUITE)

ANNÉE 2015

MOYENNE-CÔTE-NORD - ANNÉE 2015 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	
(A)	
MAIN D'ŒUVRE : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Chargé(e) de projet / Responsable de laboratoire (microbiologiste) / Responsable qualité / Technicien(ne) de laboratoire / Responsable de terrain (technicien(ne) de terrain) / Assistant(e)-technicien(ne) de terrain / Support technique / Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
DÉPENSES : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Subsistance (hébergement, repas, etc.)	
Déplacements (par véhicule, par avion, transport des échantillons, etc.)	
Analyse en laboratoire	
Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, traitement et gestion de données, production des rapports, autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COÛT TOTAL JOURNALIER	
\$	
COÛT TOTAL JOURNALIER X NOMBRE DE JOURS D'ÉCHANTILLONNAGE ET D'ANALYSE	
(A)	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	
\$	
(B)	
AUTRES FRAIS	
Matériel de laboratoire	
Matériel de terrain	
Autres	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	
(B)	
\$	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE (A) + (B)	
\$	



ANNEXE « B »

PROPOSITION FINANCIÈRE

LES PROPOSANTS NE DOIVENT PAS MODIFIER LE PRÉSENT FORMULAIRE

BASE DE PAIEMENT – PRIX FERME (CONTRAT) (...SUITE)

ANNÉE 2015

BASSE-CÔTE-NORD - ANNÉE 2015 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	
(A)	
MAIN D'ŒUVRE : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Chargé(e) de projet / Responsable de laboratoire (microbiologiste) / Responsable qualité / Technicien(ne) de laboratoire / Responsable de terrain (technicien(ne) de terrain) / Assistant(e)-technicien(ne) de terrain / Support technique / Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
DÉPENSES : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Subsistance (hébergement, repas, etc.)	
Déplacements (par véhicule, par avion, transport des échantillons, etc.)	
Analyse en laboratoire	
Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, traitement et gestion de données, production des rapports, autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COÛT TOTAL JOURNALIER	
COÛT TOTAL JOURNALIER X NOMBRE DE JOURS D'ÉCHANTILLONNAGE ET D'ANALYSE	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	
	(A) \$
(B)	
AUTRES FRAIS	
Matériel de laboratoire	
Matériel de terrain	
Autres	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	
	(B) \$
COÛT TOTAL PAR ANNÉE (A) + (B)	
	\$



ANNEXE « B »

PROPOSITION FINANCIÈRE

LES PROPOSANTS NE DOIVENT PAS MODIFIER LE PRÉSENT FORMULAIRE

BASE DE PAIEMENT – PRIX FERME (OPTIONS DE PROLONGATION DU CONTRAT)

Durant la période de prolongation du contrat, l'entrepreneur sera payé selon les prix fermes suivants pour effectuer tous les travaux relatifs à la période de prolongation du contrat. La taxe sur les produits et services est en sus, s'il y a lieu.

ANNÉE 2016

HAUTE-CÔTE-NORD - ANNÉE 2016 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	
(A)	
MAIN D'ŒUVRE : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Chargé(e) de projet / Responsable de laboratoire (microbiologiste) / Responsable qualité / Technicien(ne) de laboratoire / Responsable de terrain (technicien(ne) de terrain) / Assistant(e)-technicien(ne) de terrain / Support technique / Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
DÉPENSES : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Subsistance (hébergement, repas, etc.)	
Déplacements (par véhicule, par avion, transport des échantillons, etc.)	
Analyse en laboratoire	
Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, traitement et gestion de données, production des rapports, autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COÛT TOTAL JOURNALIER	\$
COÛT TOTAL JOURNALIER X NOMBRE DE JOURS D'ÉCHANTILLONNAGE ET D'ANALYSE	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	(A) \$
(B)	
AUTRES FRAIS	
Matériel de laboratoire	
Matériel de terrain	
Autres	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	(B) \$
COÛT TOTAL PAR ANNÉE (A) + (B)	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE (A) + (B)	\$



ANNEXE « B »

PROPOSITION FINANCIÈRE

LES PROPOSANTS NE DOIVENT PAS MODIFIER LE PRÉSENT FORMULAIRE

BASE DE PAIEMENT – PRIX FERME (OPTIONS DE PROLONGATION DU CONTRAT) (...SUITE)

ANNÉE 2016

MOYENNE-CÔTE-NORD – ANNÉE 2016 1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	
(A)	
MAIN D'ŒUVRE : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Chargé(e) de projet / Responsable de laboratoire (microbiologiste) / Responsable qualité / Technicien(ne) de laboratoire / Responsable de terrain (technicien(ne) de terrain) / Assistant(e)-technicien(ne) de terrain / Support technique / Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
DÉPENSES : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Subsistance (hébergement, repas, etc.)	
Déplacements (par véhicule, par avion, transport des échantillons, etc.)	
Analyse en laboratoire	
Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, traitement et gestion de données, production des rapports, autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COÛT TOTAL JOURNALIER	
\$	
COÛT TOTAL JOURNALIER X NOMBRE DE JOURS D'ÉCHANTILLONNAGE ET D'ANALYSE	
(A)	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	
\$	
(B)	
AUTRES FRAIS	
Matériel de laboratoire	
Matériel de terrain	
Autres	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	
(B)	
\$	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE (A) + (B)	
\$	



ANNEXE « B »

PROPOSITION FINANCIÈRE

LES PROPOSANTS NE DOIVENT PAS MODIFIER LE PRÉSENT FORMULAIRE

BASE DE PAIEMENT – PRIX FERME (OPTIONS DE PROLONGATION DU CONTRAT) (...SUITE)

ANNÉE 2016

BASSE-CÔTE-NORD - ANNÉE 2016 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	
(A)	
MAIN D'ŒUVRE : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Chargé(e) de projet / Responsable de laboratoire (microbiologiste) / Responsable qualité / Technicien(ne) de laboratoire / Responsable de terrain (technicien(ne) de terrain) / Assistant(e)-technicien(ne) de terrain / Support technique / Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
DÉPENSES : COÛT JOURNALIER – ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE	
Subsistance (hébergement, repas, etc.)	
Déplacements (par véhicule, par avion, transport des échantillons, etc.)	
Analyse en laboratoire	
Autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, traitement et gestion de données, production des rapports, autres	
SOUS-TOTAL JOURNALIER	\$
COÛT TOTAL JOURNALIER	
\$	
COÛT TOTAL JOURNALIER X NOMBRE DE JOURS D'ÉCHANTILLONNAGE ET D'ANALYSE	
(A)	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	
\$	
(B)	
AUTRES FRAIS	
Matériel de laboratoire	
Matériel de terrain	
Autres	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE	
(B)	
\$	
COÛT TOTAL PAR ANNÉE (A) + (B)	
\$	



APPENDIX « B »

FINANCIAL PROPOSAL

THE OFFEROR MUST NOT MODIFY THE PRESENT FORM

Supplier's name: _____

Address: _____

Telephone number: _____

Fax number: _____

GST's company : _____

I/We have authority to bind the Corporation / Partnership /
Sole Proprietorship / consortium.

Name

Signature

Title



APPENDIX « B »

FINANCIAL PROPOSAL

THE OFFEROR MUST NOT MODIFY THE PRESENT FORM

BASIS OF PAYMENT – FIRM PRICE (CONTRACT)

The Contractor will be paid the firm price for obtaining and maintaining the accreditation to ISO/IEC 17025 : 2005 standard for the Environment Canada mobile laboratories located in Forestville and Longue-Pointe-de-Mingan.

	PRICE - YEAR 2014 APRIL 1, 2014 TO MARCH 31, 2015	PRICE – YEAR 2015 APRIL 1, 2015 TO MARCH 31, 2016	OPTION YEAR PRICE – YEAR 2016 APRIL 1, 2016 TO MARCH 31, 2017
Cost related to the obtention of the accreditation to ISO/IEC 17025 : 2005 standard	\$	\$	\$
Cost for maintaining the accreditation to ISO/IEC 17025 : 2005 standard	\$	\$	\$



APPENDIX « B »

FINANCIAL PROPOSAL

THE OFFEROR MUST NOT MODIFY THE PRESENT FORM

BASIS OF PAYMENT – FIRM PRICE (CONTRACT) (... CONTINUED)

The Contractor will be paid the following firm prices, for work performed under contract. Goods and Services Tax or Harmonized Sales Tax is extra, if applicable. You must detail the costs for each region: Upper North Shore, Middle North Shore and Lower North Shore.

YEAR 2014

UPPER NORTH SHORE - YEAR 2014 APRIL 1, 2014 TO MARCH 31, 2015	
(A)	
LABOR : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSIS	
Project manager / Laboratory manager (microbiologist) / Quality manager / Laboratory technician / Field leader (field technician) / Assistant technician (field assistant) / Technical support / Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
EXPENSES : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSES	
Subsistence (accommodation, meals, etc.)	
Travel (by car, plane, transport of samples, etc.)	
Laboratory analysis	
Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, data treatment and management, report production, others	
DAILY SUBTOTAL	\$
TOTAL DAILY COST	
\$	
TOTAL DAILY COST X NUMBER OF DAYS OF SAMPLING AND ANALYSIS	
TOTAL COST PER YEAR	(A) \$
(B)	
OTHER COSTS	
Laboratory equipments	
Field equipments	
Others	
TOTAL COST PER YEAR	(B) \$
TOTAL COST PER YEAR (A) + (B)	
\$	



APPENDIX « B »

FINANCIAL PROPOSAL

THE OFFEROR MUST NOT MODIFY THE PRESENT FORM

BASIS OF PAYMENT – FIRM PRICE (CONTRACT) (... CONTINUED)

YEAR 2014

MIDDLE NORTH SHORE - YEAR 2014 APRIL 1, 2014 TO MARCH 31, 2015	
(A)	
LABOR : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSIS	
Project manager / Laboratory manager (microbiologist) / Quality manager / Laboratory technician / Field leader (field technician) / Assistant technician (field assistant) / Technical support / Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
EXPENSES : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSES	
Subsistence (accommodation, meals, etc.)	
Travel (by car, plane, transport of samples, etc.)	
Laboratory analysis	
Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, data treatment and management, report production, others	
DAILY SUBTOTAL	\$
TOTAL DAILY COST	
\$	
TOTAL DAILY COST X NUMBER OF DAYS OF SAMPLING AND ANALYSIS	
TOTAL COST PER YEAR	
(A)	
\$	
(B)	
OTHER COSTS	
Laboratory equipments	
Field equipments	
Others	
TOTAL COST PER YEAR	
(B)	
\$	
TOTAL COST PER YEAR (A) + (B)	
\$	



APPENDIX « B »

FINANCIAL PROPOSAL

THE OFFEROR MUST NOT MODIFY THE PRESENT FORM

BASIS OF PAYMENT – FIRM PRICE (CONTRACT) (... CONTINUED)

YEAR 2014

LOWER NORTH SHORE - YEAR 2014 APRIL 1, 2014 TO MARCH 31, 2015	
(A)	
LABOR : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSIS	
Project manager / Laboratory manager (microbiologist) / Quality manager / Laboratory technician / Field leader (field technician) / Assistant technician (field assistant) / Technical support / Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
EXPENSES : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSES	
Subsistence (accommodation, meals, etc.)	
Travel (by car, plane, transport of samples, etc.)	
Laboratory analysis	
Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, data treatment and management, report production, others	
DAILY SUBTOTAL	\$
TOTAL DAILY COST	
\$	
TOTAL DAILY COST X NUMBER OF DAYS OF SAMPLING AND ANALYSIS	
TOTAL COST PER YEAR	
(A)	
\$	
(B)	
OTHER COSTS	
Laboratory equipments	
Field equipments	
Others	
TOTAL COST PER YEAR	
(B)	
\$	
TOTAL COST PER YEAR (A) + (B)	
\$	



APPENDIX « B »

FINANCIAL PROPOSAL

THE OFFEROR MUST NOT MODIFY THE PRESENT FORM

BASIS OF PAYMENT – FIRM PRICE (CONTRACT) (... CONTINUED)

YEAR 2015

UPPER NORTH SHORE - YEAR 2015 APRIL 1, 2015 TO MARCH 31, 2016	
(A)	
LABOR : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSIS	
Project manager / Laboratory manager (microbiologist) / Quality manager / Laboratory technician / Field leader (field technician) / Assistant technician (field assistant) / Technical support / Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
EXPENSES : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSES	
Subsistence (accommodation, meals, etc.)	
Travel (by car, plane, transport of samples, etc.)	
Laboratory analysis	
Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, data treatment and management, report production, others	
DAILY SUBTOTAL	\$
TOTAL DAILY COST	
\$	
TOTAL DAILY COST X NUMBER OF DAYS OF SAMPLING AND ANALYSIS	
TOTAL COST PER YEAR	
(A) \$	
(B)	
OTHER COSTS	
Laboratory equipments	
Field equipments	
Others	
TOTAL COST PER YEAR	
(B) \$	
TOTAL COST PER YEAR (A) + (B)	
\$	



APPENDIX « B »

FINANCIAL PROPOSAL

THE OFFEROR MUST NOT MODIFY THE PRESENT FORM

BASIS OF PAYMENT – FIRM PRICE (CONTRACT) (... CONTINUED)

YEAR 2015

MIDDLE NORTH SHORE - YEAR 2015 APRIL 1, 2015 TO MARCH 31, 2016	
(A)	
LABOR : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSIS	
Project manager / Laboratory manager (microbiologist) / Quality manager / Laboratory technician / Field leader (field technician) / Assistant technician (field assistant) / Technical support / Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
EXPENSES : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSES	
Subsistence (accommodation, meals, etc.)	
Travel (by car, plane, transport of samples, etc.)	
Laboratory analysis	
Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, data treatment and management, report production, others	
DAILY SUBTOTAL	\$
TOTAL DAILY COST	
\$	
TOTAL DAILY COST X NUMBER OF DAYS OF SAMPLING AND ANALYSIS	
TOTAL COST PER YEAR	
(A) \$	
(B)	
OTHER COSTS	
Laboratory equipments	
Field equipments	
Others	
TOTAL COST PER YEAR	
(B) \$	
TOTAL COST PER YEAR (A) + (B)	
\$	



APPENDIX « B »

FINANCIAL PROPOSAL

THE OFFEROR MUST NOT MODIFY THE PRESENT FORM

BASIS OF PAYMENT – FIRM PRICE (CONTRACT) (... CONTINUED)

YEAR 2015

LOWER NORTH SHORE - YEAR 2015 APRIL 1, 2015 TO MARCH 31, 2016	
(A)	
LABOR : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSIS	
Project manager / Laboratory manager (microbiologist) / Quality manager / Laboratory technician / Field leader (field technician) / Assistant technician (field assistant) / Technical support / Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
EXPENSES : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSES	
Subsistence (accommodation, meals, etc.)	
Travel (by car, plane, transport of samples, etc.)	
Laboratory analysis	
Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, data treatment and management, report production, others	
DAILY SUBTOTAL	\$
TOTAL DAILY COST	
\$	
TOTAL DAILY COST X NUMBER OF DAYS OF SAMPLING AND ANALYSIS	
TOTAL COST PER YEAR	
(A)	
\$	
(B)	
OTHER COSTS	
Laboratory equipments	
Field equipments	
Others	
TOTAL COST PER YEAR	
(B)	
\$	
TOTAL COST PER YEAR (A) + (B)	
\$	



APPENDIX « B »

FINANCIAL PROPOSAL

THE OFFEROR MUST NOT MODIFY THE PRESENT FORM

BASIS OF PAYMENT – FIRM PRICE (OPTION TO EXTEND THE CONTRACT)

During the extended period of the contract, the Contractor will be paid according to the following firm price to perform all work on the contract extension period. Goods and Services Tax or Harmonized Sales Tax is extra, if applicable.

YEAR 2016

UPPER NORTH SHORE – YEAR 2016 APRIL 1, 2016 TO MARCH 31, 2017	
(A)	
LABOR : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSIS	
Project manager / Laboratory manager (microbiologist) / Quality manager / Laboratory technician / Field leader (field technician) / Assistant technician (field assistant) / Technical support / Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
EXPENSES : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSES	
Subsistence (accommodation, meals, etc.)	
Travel (by car, plane, transport of samples, etc.)	
Laboratory analysis	
Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, data treatment and management, report production, others	
DAILY SUBTOTAL	\$
TOTAL DAILY COST	
\$	
TOTAL DAILY COST X NUMBER OF DAYS OF SAMPLING AND ANALYSIS	
TOTAL COST PER YEAR	
(A)	
\$	
(B)	
OTHER COSTS	
Laboratory equipments	
Field equipments	
Others	
TOTAL COST PER YEAR	
(B)	
\$	
TOTAL COST PER YEAR (A) + (B)	
\$	



APPENDIX « B »

FINANCIAL PROPOSAL

THE OFFEROR MUST NOT MODIFY THE PRESENT FORM

BASIS OF PAYMENT – FIRM PRICE (OPTION TO EXTEND THE CONTRACT) (... CONTINUED)

YEAR 2016

MIDDLE NORTH SHORE – YEAR 2016 APRIL 1, 2016 TO MARCH 31, 2017	
(A)	
LABOR : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSIS	
Project manager / Laboratory manager (microbiologist) / Quality manager / Laboratory technician / Field leader (field technician) / Assistant technician (field assistant) / Technical support / Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
EXPENSES : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSES	
Subsistence (accommodation, meals, etc.)	
Travel (by car, plane, transport of samples, etc.)	
Laboratory analysis	
Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, data treatment and management, report production, others	
DAILY SUBTOTAL	\$
TOTAL DAILY COST	
\$	
TOTAL DAILY COST X NUMBER OF DAYS OF SAMPLING AND ANALYSIS	
TOTAL COST PER YEAR	
(A) \$	
(B)	
OTHER COSTS	
Laboratory equipments	
Field equipments	
Others	
TOTAL COST PER YEAR	
(B) \$	
TOTAL COST PER YEAR (A) + (B)	
\$	



APPENDIX « B »

FINANCIAL PROPOSAL

THE OFFEROR MUST NOT MODIFY THE PRESENT FORM

BASIS OF PAYMENT – FIRM PRICE (OPTION TO EXTEND THE CONTRACT) (... CONTINUED)

YEAR 2016

LOWER NORTH SHORE - YEAR 2016 APRIL 1, 2016 TO MARCH 31, 2017	
(A)	
LABOR : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSIS	
Project manager / Laboratory manager (microbiologist) / Quality manager / Laboratory technician / Field leader (field technician) / Assistant technician (field assistant) / Technical support / Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
EXPENSES : DAILY COST – SAMPLING AND ANALYSES	
Subsistence (accommodation, meals, etc.)	
Travel (by car, plane, transport of samples, etc.)	
Laboratory analysis	
Others	
DAILY SUBTOTAL	\$
COORDINATION	
Planification, coordination, data treatment and management, report production, others	
DAILY SUBTOTAL	\$
TOTAL DAILY COST	
\$	
TOTAL DAILY COST X NUMBER OF DAYS OF SAMPLING AND ANALYSIS	
TOTAL COST PER YEAR	
(A)	
\$	
(B)	
OTHER COSTS	
Laboratory equipments	
Field equipments	
Others	
TOTAL COST PER YEAR	
(B)	
\$	
TOTAL COST PER YEAR (A) + (B)	
\$	



ANNEXE « C »

LISTE DE PRIX

L'entrepreneur devra fournir un estimé des coûts pour la réalisation des activités ci-bas mentionnées pour l'année 2014, 2015 et 2016. Ces prix sont à titre d'information seulement et ne seront pas considérés dans l'évaluation.

TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES	PRIX - ANNÉE 2014 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015	PRIX - ANNÉE 2015 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	ANNÉE D'OPTION PRIX – ANNÉE 2016 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017
Analyse d'un échantillon d'eau de mer (par échantillon)	\$ (par échantillon)	\$ (par échantillon)	\$ (par échantillon)
Supervision des travaux	\$ (taux horaire)	\$ (taux horaire)	\$ (taux horaire)
Élaboration de listes de matériel (laboratoire et autres)	\$ (taux horaire)	\$ (taux horaire)	\$ (taux horaire)
Taux horaire de l'assistant-technicien de terrain pour divers travaux (ex : support logistique à l'équipe de terrain d'EC, transport d'échantillon, etc.).	\$ (taux horaire)	\$ (taux horaire)	\$ (taux horaire)
Tournées d'échantillonnage supplémentaires et analyse en laboratoire (ex : situation d'urgence, etc.)	\$ (taux journalier)	\$ (taux journalier)	\$ (taux journalier)



APPENDIX « C »

PRICE LIST

The Contractor shall provide estimated costs for carrying out the activities listed below for 2014, 2015 and 2016. These prices are for information purposes only and will not be considered in the evaluation.

ADDITIONAL WORK	PRICE - YEAR 2014 APRIL 1, 2014 TO MARCH 31, 2015	PRICE - YEAR 2015 APRIL 1, 2015 TO MARCH 31, 2016	OPTION YEAR PRICE – YEAR 2016 APRIL 1, 2016 TO MARCH 31, 2017
Analysis of a seawater sample (per sample)	\$ (per sample)	\$ (per sample)	\$ (per sample)
Work supervision	\$ (hourly rate)	\$ (hourly rate)	\$ (hourly rate)
Elaboration of list of material (laboratory and others)	\$ (hourly rate)	\$ (hourly rate)	\$ (hourly rate)
Hourly rate of assistant technician for various field work (logistical support to EC field staff, samples transport, etc.)	\$ (hourly rate)	\$ (hourly rate)	\$ (hourly rate)
Additional sampling round and laboratory analysis (ex: emergency situations, etc.)	\$ (daily rate)	\$ (daily rate)	\$ (daily rate)



ANNEXE « D »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

ASSURANCE TOUS RISQUES DES BIENS

L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance « tous risques » pour protéger les biens de l'État dont il a la charge, la garde ou le contrôle, et dont le montant de la protection ne doit pas être inférieur à 1,200,000.00 \$. La base d'évaluation des biens de l'État est la suivante « valeur agréée (estimation) ».

1. Demandes d'indemnité : L'entrepreneur doit aviser promptement le Canada de toute perte ou dommage à ses biens et doit superviser, investiguer et documenter les pertes ou dommages afin que les demandes d'indemnité soient correctement établies et payées.
2. La police d'assurance tous risques des biens doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - b) Bénéficiaire : Le Canada, selon ses intérêts et ses directives.
 - c) Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Environnement Canada relativement à toute perte ou dommage aux biens, peu en importe la cause.



ANNEXE « D »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE COMMERCIALE

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police commerciale d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2,000,000.00 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants:
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Environnement Canada.
 - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c) Produits et activités complétées: Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d) Préjudice personnel: Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés: Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f) Responsabilité contractuelle générale: La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.



- h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable)
- i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées: Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j) Avis d'annulation: L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur: Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m) Assurance automobile des non-propriétaires: Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n) Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.
- o) Assurance tous risques de responsabilité civile des locataires : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de l'occupation d'installations louées.
- p) Modification de l'exclusion sur les engins nautiques, pour inclure les activités de réparation accessoires effectuées à bord des engins nautiques.
- q) Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- r) Droits de poursuite: Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom



du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante:

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coût et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.



APPENDIX « D »

INSURANCE REQUIREMENTS

ALL RISK PROPERTY INSURANCE

The Contractor must obtain All Risks Property insurance while the Government Property is under its care, custody or control, and maintain it in force throughout the duration of the Contract, in an amount of not less than \$1,200,000.00. The Government's Property must be insured on « Agreed Value (appraisal) ».

1. Administration of Claims : The Contractor must notify Canada promptly about any losses or damages to Government Property and monitor, investigate and document losses of or damage to ensure that claims are properly made and paid.
2. The All Risks Property insurance policy must include the following:
 - a) Notice of Cancellation : The Insurer will endeavour to provide the Contracting Authority at least thirty (30) days written notice of policy cancellation.
 - b) Loss Payee : Canada as its interest may appear or as it may direct.
 - c) Waiver of Subrogation Rights : Contractor's Insurer to waive all rights of subrogation against Canada as represented by Environment Canada for any and all loss of or damage to the property however caused.



APPENDIX « D »

INSURANCE REQUIREMENTS

COMMERCIAL GENERAL LIABILITY INSURANCE

1. The Contractor must obtain Commercial General Liability Insurance, and maintain it in force throughout the duration of the Contract, in an amount usual for a contract of this nature, but for not less than \$2,000,000.00 per accident or occurrence and in the annual aggregate.
2. The Commercial General Liability policy must include the following:
 - a) Additional Insured : Canada is added as an additional insured, but only with respect to liability arising out of the Contractor's performance of the Contract. The interest of Canada should read as follows : Canada, as represented by Environment Canada.
 - b) Bodily Injury and Property Damage to third parties arising out of the operations of the Contractor.
 - c) Products and Completed Operations : Coverage for bodily injury or property damage arising out of goods or products manufactured, sold, handled, or distributed by the Contractor and/or arising out of operations that have been completed by the Contractor.
 - d) Personal Injury : While not limited to, the coverage must include Violation of Privacy, Libel and Slander, False Arrest, Detention or Imprisonment and Defamation of Character.
 - e) Cross Liability/Separation of Insureds : Without increasing the limit of liability, the policy must protect all insured parties to the full extent of coverage provided. Further the policy must apply to each Insured in the same manner and to the same extent as if a separate policy had been issued to each.
 - f) Blanket Contractual Liability : The policy must, on a blanket basis or by specific reference to the Contract, extend to assumed liabilities with the respect to contractual provisions.
 - g) Employees and, if applicable, Volunteers must be included as Additional Insured.
 - h) Employers' Liability (or confirmation that all employees are covered by Worker's compensation (WSIB) or similar program)



- i) Broad Form Property Damage including Completed Operations : Expands the Property Damage coverage to include certain losses that would otherwise be excluded by the standard care, custody or control exclusion found in a standard policy.
- j) Notice of Cancellation : The Insurer will endeavour to provide the Contracting Authority thirty (30) days written notice of policy cancellation..
- k) If the policy is written on a claim-made basis, coverage must be in place for a period of at least 12 months after the completion or termination of the Contract.
- l) Owners' or Contractors' Protective Liability : Covers the damages that the Contractor becomes legally obligated to pay arising out of the operations of a subcontractor.
- m) Non-Owned Automobile Liability – Coverage for suits against the Contractor resulting from the use of hired or non-owned vehicles.
- n) Advertising Injury : While not limited to, the endorsement must include coverage piracy or misappropriation of ideas, or infringement of copyright, trademark, title or slogan.
- o) All Risks Tenants Legal Liability – to protect the Contractor for liabilities arising out of its occupancy of leased premises.
- p) Amendment to the Watercraft Exclusion to extend to incidental repair operations on board watercraft.
- q) Sudden and Accidental Pollution Liability (minimum 120 hours): To protect the Contractor for liabilities arising from damages caused by accidental pollution incidents.
- r) Litigation Rights: Pursuant to subsection 5(d) of the Department of Justice Act, S.C. 1993, c. J-2, s. 1, if a suit is instituted for or against Canada which the Insurer would, but for this clause, have the right to pursue or defend on behalf of Canada as an Additional Named Insured under the insurance policy, the Insurer must promptly contact the Attorney General of Canada to agree on the legal strategies by sending a letter, by registered mail or by courier, with an acknowledgement of receipt.

For the province of Quebec, send to:

Director Business Law Directorate



Quebec Regional Office (Ottawa)
Department of Justice
284 Wellington Street, Room SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

For other provinces and territories, send to:

Senior General Counsel
Civil Litigation Section
Department of Justice
234 Wellington Street, East Tower
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

A copy of the letter must be sent to the Contracting Authority. Canada reserves the right to co-defend any action brought against Canada. All expenses incurred by Canada to co-defend such actions will be at Canada's expense. If Canada decides to co-defend any action brought against it, and Canada does not agree to a proposed settlement agreed to by the Contractor's insurer and the plaintiff(s) that would result in the settlement or dismissal of the action against Canada, then Canada will be responsible to the Contractor's insurer for any difference between the proposed settlement amount and the amount finally awarded or paid to the plaintiffs (inclusive of costs and interest) on behalf of Canada.

ANNEXE « E »
INSTRUCTIONS COMPLÉMENTAIRES

**FORMULAIRE DE VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ, DE CONSENTEMENT ET
D'AUTORISATION DU PERSONNEL**

(à compléter par chacun des employés du fournisseur assigné au contrat)

Section	A compléter par employé	Commentaires
A. Renseignements administratifs et renseignements sur la nomination	n/a	Cette section sera complétée par Environnement Canada
B. Renseignements Biographiques et condamnations pour infractions criminelles	<ul style="list-style-type: none"> - Résidence au cours des 5 dernières années. Une feuille peut être ajoutée en annexe si nécessaire. - Compléter la partie sur les condamnations criminelles 	Voir instructions détaillées à la fin du formulaire
C. Consentement et vérification	<ul style="list-style-type: none"> - Indiquer le nom de famille et la date de naissance en haut de la page. - Mettre les initiales aux lignes 1 et 2 - Signer et dater la fin de la section C. 	<p>Environnement Canada complétera la partie sur l'agent</p> <p>La demande ne peut être traitée sans la signature et les initiales de l'employé</p> <p>Des instructions détaillées sont disponibles à la fin du formulaire.</p>
D et E	n/a	Ces sections seront complétées par Environnement Canada

**FORMULAIRE DE VÉRIFICATION DE
SÉCURITÉ, DE CONSENTEMENT ET
D'AUTORISATION DU PERSONNEL**

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de référence

N° du ministère/de l'organisation

N° de dossier

REMARQUE : Pour consulter l'énoncé concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, voir la section C de ce formulaire. Pour obtenir les directives à suivre, consulter les DIRECTIVES ci-jointes. Prière de dactylographier ou d'écrire en lettres mouillées.

A RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (À remplir par l'agent autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation)

Nouvelle Mise à jour Relèvement Transfert Supplémentaire Réactivation du dossier

Niveau de la (des) vérification(s) de la fiabilité/sécurité requis

Cote de fiabilité Niveau I (CONFIDENTIEL) Niveau II (SECRET) Niveau III (TRÈS SECRET)

Autre _____

RENSEIGNEMENTS SUR LA NOMINATION/L'AFFECTATION/LE CONTRAT

Période indéterminée Période déterminée Contrat Secteur privé Autre (préciser détachement / affectation, etc.) _____

Justification de la condition du contrôle de sécurité

Numéro du poste/concours/contrat	Titre	Groupe/Niveau (Grade le cas échéant)	
N° d'identification de l'employé/CIDP/Grade et numéro de matricule (le cas échéant)	En cas de nomination pour une période déterminée ou à contrat, indiquer la durée	Du	Au
Nom et adresse du ministère / organisme / agence ENVIRONNEMENT CANADA	Nom de l'agent FATIMATOU MOUKTARI	N° de téléphone (514) 283 6491	N° de télécopieur (514) 496 6247

B RENSEIGNEMENTS BIOGRAPHIQUES (À remplir par le postulant)

Nom (de famille)	Prénoms au complet (aucune initiale) souligner ou encrer le prénom usuel	Nom de famille à la naissance		
Tout autre nom utilisé (tel que sobriquet)	Sexe <input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin	Date de naissance A M J	Pays de naissance	Date d'entrée au Canada si né à l'extérieur du Canada A M J

RÉSIDENCE (indiquer les adresses des cinq dernières années en commençant par la plus récente) Adresse domiciliaire	N° de téléphone durant le jour ()	Adresse de courriel
---	---------------------------------------	---------------------

1	N° d'appartement	N° de rue	Nom de la rue	N° municipal (le cas échéant)	Du A M	À présentement
	Ville		Province ou État	Code postal	Pays	N° de téléphone ()

2	N° d'appartement	N° de rue	Nom de la rue	N° municipal (le cas échéant)	Du A M	Au A M
	Ville		Province ou État	Code postal	Pays	N° de téléphone ()

Avez-vous déjà rempli auparavant un formulaire de vérification de sécurité du gouvernement du Canada? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Dans l'affirmative, indiquer le nom de votre employeur ainsi que le niveau et l'année de la vérification.	A
---	---	---

CONDAMNATIONS POUR INFRACTIONS CRIMINELLES À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU CANADA (voir instructions)

Avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle pour laquelle vous n'avez pas obtenu de pardon? Oui Non

Dans l'affirmative, fournir des renseignements à ce sujet (infraction[s], nom du corps policier, ville, province/état, pays et date de la condamnation).

Infraction(s)	Nom du corps policier	Ville
Province/État	Pays	Date de la condamnation A M J



FORMULAIRE DE VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ, DE CONSENTEMENT ET D'AUTORISATION DU PERSONNEL

Nom (de famille) et Prénoms au complet Date de naissance A M J

C CONSENTEMENT ET VÉRIFICATION (À remplir par le postulant et l'agent autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation)

Table with 5 columns: Vérification requise (Voir instructions), Initiales de la personne, Nom de l'agent (lettres moulées), Initiales de l'agent, N° de téléphone de l'agent. Rows include Date de naissance, vérification de l'existence d'un dossier judiciaire, etc.

Énoncé concernant la Loi sur la protection des renseignements personnels. Les renseignements demandés sur ce formulaire sont exigés dans le but de fournir une évaluation de sécurité. Ils sont recueillis en vertu du paragraphe 11 de la Loi sur la gestion des finances publiques...

Je, soussigné, consens à la divulgation de renseignements susmentionnés, y compris de ma photographie, à leur vérification ultérieure par le gouvernement du Canada et à leur utilisation dans le cadre d'une enquête d'autorisation de sécurité.

Signature Date (A/M/J)

D EXAMEN (À remplir par l'agent autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation chargé de faire remplir les sections A, B et C)

Nom et titre Adresse N° de téléphone N° de télécopieur

E APPROBATION (À remplir uniquement par l'agent de sécurité autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation)

Je, soussigné, à titre d'agent de sécurité autorisé, approuve le niveau de sécurité ci-après.

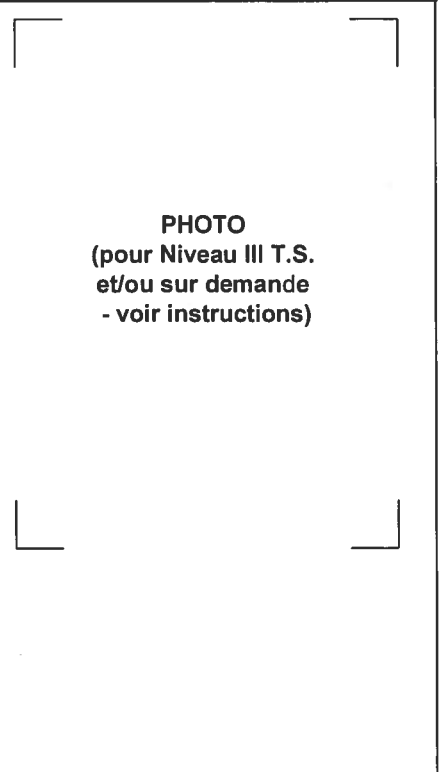
Cotes de fiabilité Approuvé/Cote de fiabilité Non approuvé

Nom et titre Signature Date (A/M/J)

Vérification de sécurité (le cas échéant) Niveau I Niveau II Niveau III Non recommandé

Nom et titre Signature Date (A/M/J)

Commentaires





INSTRUCTIONS POUR REMPLIR LE FORMULAIRE DE VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ, DE CONSENTEMENT ET D'AUTORISATION DU PERSONNEL TBS/SCT 330-23 F (Rev. 2002/02)

Une fois rempli, le formulaire doit être sauvegardé et traité au niveau de sécurité PROTÉGÉ A.

Instructions générales

Si l'espace alloué dans une partie est insuffisant, veuillez utiliser une feuille distincte et reproduire la même présentation.

1. Section A (Renseignements administratifs) L'Agent autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation

L'Agent doit déterminer, basé sur l'historique des cinq dernières années, ce qui constitue une vérification suffisante des données personnelles, des études ainsi que des compétences et des antécédents professionnels conformément aux directives émises par l'agent de sécurité ministériel. Les références se limitent aux noms fournis par le postulant sur le formulaire de demande d'emploi ou d'autres formulaires équivalents.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉS

Les personnes détenant une ATTESTATION DE SÉCURITÉ qui, après l'obtention de celle-ci, se sont mariées ou qui ont commencé à vivre en union de fait, doivent mettre à jour les sections du Formulaire d'autorisation de sécurité (TBS/SCT 330-60) et présenter une copie originale du Formulaire de vérification de sécurité, de consentement et d'autorisation du personnel, et remplir les parties suivantes

Partie A - Tel qu'indiqué à chaque question.

Partie B - Tel qu'indiqué à chaque question, sauf CONDAMNATIONS POUR INFRACTIONS CRIMINELLES À L'INTÉRIEUR ET À L'ÉTRANGER DU CANADA.

Partie C - Seules la signature du demandeur et la date sont nécessaires.

Autre Ceci devrait être utilisé pour identifier si le filtrage de sécurité est pour Accès aux emplacements, NATO, SIGINT

2. Section « B » (Renseignements biographiques)

À remplir par le postulant. Si vous avez besoin de plus d'espace, veuillez utiliser une feuille distincte. Toutes les feuilles doivent être signées.

Pays de naissance - Pour de nouvelles demandes, si vous êtes né de parents canadiens à l'extérieur du pays, veuillez fournir une copie de votre Certificat d'inscription de naissance à l'étranger. Si vous demeurez au Canada depuis moins de cinq ans, veuillez fournir une copie de votre visa d'immigrant, un enregistrement du document de votre droit d'établissement ou une copie de votre passeport.

Indiquez seulement les condamnations pour les infractions criminelles à l'égard desquelles vous n'avez PAS obtenu de pardon. S'il y a plus d'une condamnation, joindre une feuille distincte. On doit faire mention également des condamnations à l'extérieur du Canada.

Indiquez également les infractions en vertu de la Loi sur la défense nationale ainsi que les condamnations prononcées par une cour martiale.

3. Section « C » (Consentement et vérification)

Une copie de la Section C peut être transmise à certaines institutions pour indiquer que le consentement a été accordé.

La vérification de l'existence d'un casier judiciaire (des empreintes digitales peuvent être requises) et la vérification de crédit ne peuvent être effectuées que par l'intermédiaire du Bureau de la sécurité du ministère ou de l'agent délégué.

Consentement Seule un postulant qui a atteint l'âge de la majorité peut donner son consentement, sinon il faut la signature d'un parent ou de la personne qui a la charge légale de l'enfant.

L'âge de la majorité est de

18 ans dans les provinces ou territoires suivants N.-N., N.-É., N.-B., C.-B., Québec, et T.N.-O., et Nunavut

19 ans dans les provinces et territoires suivants P.-É., Québec, Ont., Man., Saskatchewan et Alb.

Le postulant doit inscrire ses initiales dans la case réservée aux initiales du postulant.

L'agent qui a effectué la vérification d'information imprimera son nom, insèrera ses initiales et numéro de téléphone dans les espaces réservés à cet effet.

- Vérification de la fiabilité pour tous les genres de vérifications identifiés à la section A Remplir les numéros 1, 2, et 3 le cas échéant.

- Autorisation de sécurité pour tous les genres de vérifications identifiés à la section A Remplir les numéros 1 à et le cas échéant.

- Autre le numéro est utilisé seulement lorsque l'approbation préalable du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada a été obtenue.

4. Section « D » (Examen)

Doit être rempli par l'agent autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation chargé de faire remplir les sections A à C de la manière demandée.

5. Section « E » (Approbation)

L'Agent de sécurité autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation désigne les personnes déléguées par les ministères, organismes et organisations qui peuvent vérifier l'information sur la fiabilité et/ou approuver/ne pas approuver les résultats des vérifications de la cote de fiabilité et/ou de sécurité. Les cases Approuvé Cote de fiabilité et Niveau I, II, III ainsi que la signature de l'agent de sécurité autorisé ou du gestionnaire ont été ajoutées uniquement aux fins d'utilisation par le gouvernement du Canada. Les postulants doivent recevoir l'information nécessaire, en accuser réception et obtenir une copie du document CERTIFICAT D'ENQUÊTE DE SÉCURITÉ ET PROFIL DE SÉCURITÉ - TBS/SCT 330-
Remarque : Les organisations du secteur privé ne sont pas habilitées à approuver un quelconque niveau de sécurité.

Photographies : Les ministères / organismes / agences doivent veiller à ce que trois photographies de taille passeport en couleur soient jointes au formulaire pour l'organisme chargé de l'enquête. Les dimensions maximales et minimales de ces photos sont respectivement de 35mm x 45mm et de 25mm x 35mm. La longueur du visage du menton au sommet de la tête doit être de 25mm à 35mm. Ces photographies doivent être signées par la personne et un responsable autorisé de la sécurité et doivent avoir été prises au cours des six mois précédents. Les photographies sont requises pour les nouvelles vérifications de sécurité ou les relèvements au Niveau III afin que l'organisme chargé de l'enquête puisse identifier la personne durant son enquête. Cependant, l'organisme chargé de l'enquête peut, en des cas particuliers, exiger une photographie pour les autorisations de sécurité de Niveau I ou II, lorsqu'une enquête est requise.

**APPENDIX « E »
SUMMARY INSTRUCTIONS**

PERSONNEL SCREENING, CONSENT AND AUTHORIZATION FORM
(To be completed by each contractor's employee assigned to the contract)

Section	To be completed by employee	Comments
A. Administrative information and particulars of appointment	N/A	This section will be completed by Environment Canada.
B. Biographical information and criminal convictions	<ul style="list-style-type: none"> - Home addresses for the last five years. If more space is required, you may use a separate sheet of paper. - Complete the part on criminal convictions. 	See detailed instructions at the end of the form.
C. Consent and verification	<ul style="list-style-type: none"> - Indicate the surname and date of birth at the top of the page. - Initial on lines 1 and 2. - Sign and date at the end of section C. 	<p>Environment Canada will complete the part pertaining to the agent.</p> <p>The application cannot be processed without the employee's signature and initials.</p> <p>Detailed instructions are provided at the end of the form.</p>
D and E	N/A	These sections will be completed by Environment Canada.



PERSONNEL SCREENING, CONSENT AND AUTHORIZATION FORM

OFFICE USE ONLY		
Reference number	Department/Organization number	File number

NOTE: For *Privacy Act* Statement refer to Section C of this form and for completion instructions refer to attached instructions. Please typewrite or print in block letters.

A ADMINISTRATIVE INFORMATION (To be completed by the Authorized Departmental/Agency/Organizational Official)

New
 Update
 Upgrade
 Transfer
 Supplemental
 Re-activation

The requested level of reliability/security check(s)

Reliability Status
 Level I (CONFIDENTIAL)
 Level II (SECRET)
 Level III (TOP SECRET)

Other _____

PARTICULARS OF APPOINTMENT/ASSIGNMENT/CONTRACT

Indeterminate
 Term
 Contract
 Industry
 Other (specify secondment, assignment, etc.) _____

Justification for security screening requirement

Position/Competition/Contract number	Title	Group/Level (Rank if applicable)	
Employee ID number/PRI/Rank and Service number (if applicable)	If term or contract, indicate duration period	From	To
Name and address of department / organization / agency ENVIRONMENT CANADA	Name of official FATIMATOU MOUKTARI	Telephone number (514) 283-6491	Facsimile number (514) 496-6247

B BIOGRAPHICAL INFORMATION (To be completed by the applicant)

Surname (Last name) _____ Full given names (no initials) underline or circle usual name used _____ Family name at birth _____

All other names used (i.e. Nickname) _____ Sex Male Female Date of birth _____ Country of birth _____ Date of entry into Canada if born outside Canada _____

RESIDENCE (provide addresses for the last five years, starting with the most current)

Home address _____ Daytime telephone number () _____ E-mail address _____

1	Apartment number	Street number	Street name	Civic number (if applicable)	From	To
	City	Province or state	Postal code	Country	Y M	present
Telephone number () _____						

2	Apartment number	Street number	Street name	Civic number (if applicable)	From	To
	City	Province or state	Postal code	Country	Y M	Y M
Telephone number () _____						

Have you previously completed a Government of Canada security screening form? Yes No

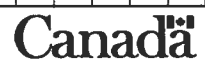
If yes, give name of employer, level and year of screening. _____ Y _____

CRIMINAL CONVICTIONS IN AND OUTSIDE OF CANADA (see instructions)

Have you ever been convicted of a criminal offence for which you have not been granted a pardon? Yes No

If yes, give details. (charge(s), name of police force, city, province/state, country and date of conviction) ▼

Charge(s)	Name of police force	City
Province/State	Country	Date of conviction ► Y M D





PERSONNEL SCREENING, CONSENT AND AUTHORIZATION FORM

Sumame and full given names	Date of birth Y M D
-----------------------------	------------------------

C CONSENT AND VERIFICATION (To be completed by the applicant and authorized Departmental/Agency/Organizational Official)

Checks Required (See Instructions)	Applicant's initials	Name of official (print)	Official's initials	Official's Telephone number
1. <input checked="" type="checkbox"/> Date of birth, address, education, professional qualifications, employment history, personal character references				()
2. <input checked="" type="checkbox"/> Criminal record check				()
3. <input type="checkbox"/> Credit check (financial assessment, including credit records check)				()
<input type="checkbox"/> Loyalty (security assessment only)				
<input type="checkbox"/> Other (specify, see instructions)				()

The Privacy Act Statement
 The information on this form is required for the purpose of providing a security screening assessment. It is collected under the authority of subsection (1) of the *Financial Administration Act* and the Government Security Policy (GSP) of the Government of Canada, and is protected by the provisions of the *Privacy Act* in institutions that are covered by the *Privacy Act*. Its collection is mandatory. A refusal to provide information will lead to a review of whether the person is eligible to hold the position or perform the contract that is associated with this Personnel Screening Request. Depending on the level of security screening required, the information collected by the government institution may be disclosed to the Royal Canadian Mounted Police (RCMP) and the Canadian Security Intelligence Service (CSIS), which conduct the requisite checks and/or investigation in accordance with the GSP and to entities outside the federal government (e.g. credit bureaus). It is used to support decisions on individuals working or applying to work through appointment, assignment or contract, transfers or promotions. It may also be used in the context of updating, or reviewing for cause, the reliability status, security clearance or site access, all of which may lead to a re-assessment of the applicable type of security screening. Information collected by the government institution, and information gathered from the requisite checks and/or investigation, may be used to support decisions, which may lead to discipline and/or termination of employment or contractual agreements. The personal information collected is described in Standard PIB PSU (Personnel Security Screening) which is used by all government agencies, except the Department of National Defence PIB DND/PPE (Personnel Security Investigation File), RCMP PIB CMP PPU 06 (Security/Reliability Screening Records), CSIS PIB SIS PPE (Employee Security), and P GSC PIB P GSC PPU 01 (Personnel Clearance and Reliability Records) used for Canadian Industry Personnel. Personal information related to security assessments is also described in the CSIS PIB SIS PPU 00 (Security Assessments/Advice).

I, the undersigned, do consent to the disclosure of the preceding information including my photograph for its subsequent verification and/or use in an investigation for the purpose of providing a security screening assessment. By consenting to the above, I acknowledge that the verification and/or use in an investigation of the preceding information may also occur when the reliability status, security clearance or site access are updated or otherwise reviewed for cause under the Government Security Policy. My consent will remain valid until I no longer require a reliability status, a security clearance or a site access clearance, my employment or contract is terminated, or until I otherwise revoke my consent, in writing, to the authorized security official.

 Signature Date (Y/M/D)

D REVIEW (To be completed by the authorized Departmental/Agency/Organizational Official responsible for ensuring the completion of sections A, B and C)

Name and title FATIMATOU MOUKTARI REGIONAL SECURITY OFFICER	Telephone number (514) 283-6491
Address 380 ST-ANTOINE O. bur. 3300 MONTREAL QC H2Y 3X7	Facsimile number (514) 496-6247

E APPROVAL (To be completed by authorized Departmental/Agency/Organizational Security Official only)

I, the undersigned, as the authorized security official, do hereby approve the following level of screening.

Reliability Status

Approved Reliability Status Not approved

 Name and title

 Signature Date (Y/M/D)

Security Clearance (if applicable)

Level I Level II Level III Not recommended

 Name and title

 Signature Date (Y/M/D)

Comments





INSTRUCTIONS FOR PERSONNEL SCREENING CONSENT AND AUTHORIZATION FORM TBS/SCT 330-23E (Rev. 2002/02)

Once completed, this form shall be safeguarded and handled at the level of Protected A.

General:

If space allotted in any portion is insufficient please use separate sheet using same format.

1. Section A (Administrative Information) Authorized Departmental/Agency/Organizational Official

The Official, based on instructions issued by the Departmental Security Officer, may be responsible for determining, based on five year background history, what constitutes sufficient verification of personal data, educational and professional qualifications, and employment history. References are to be limited to those provided on the application for employment or equivalent forms.

SUPPLEMENTAL INFORMATION REQUIREMENTS

Persons who presently hold a SECURITY CLEARANCE and subsequently marry, remarry or commence a common-law partnership, in addition to having to update sections of the *Security Clearance Form (TBS/SCT 330-60)*, are required to submit an original *Personnel Screening, Consent and Authorization Form*, with the following parts completed:

- Part A - As set forth in each question
- Part B - As set forth in each question, excluding CRIMINAL CONVICTIONS IN AND OUTSIDE OF CANADA.
- Part C - Applicant's signature and date only are required

Other: This should be used to identify if the security screening is for Site Access, NATO, SIGINT etc.

2. Section B (Biographical Information)

To be completed by the *applicant*. If more space is required use a separate sheet of paper. Each sheet must be signed.

Country of Birth - For "NEW" requests, if born abroad of Canadian parents, please provide a copy of your Certificate of Registration of Birth Abroad. If you arrived in Canada less than five years ago, provide a copy of the Immigration Visa, Record of Landing document or a copy of passport.

- List only criminal convictions for which a pardon has NOT been granted. Include on a separate attached sheet of paper, if more than one conviction. Applicant must include those convictions outside Canada.
- Offences under the *National Defence Act* are to be included as well as convictions by courts-martial are to be recorded.

3. Section C (Consent and Verification)

A copy of Section C may be released to institutions to provide acknowledgement of consent.

Criminal record checks (fingerprints may be required) and credit checks are to be arranged through the Departmental Security Office or the delegated Officer.

Consent may be given only by an applicant who has reached the age of majority, otherwise, the signature of a parent or guardian is mandatory.

- The age of majority is:
- 18 years in Nfld., N.S., N.B., B.C., Yukon, Northwest Territories and Nunavut
 - 19 years in P.E.I., Que., Ont., Man., Sask. and Alta.

The applicant will provide initials in the applicant's initials box

The official who carried out the verification of the information will print their name, insert their initials and telephone number in the required space.

- Reliability Screening (for all types of screening identified within Section A) complete numbers 1 and 2 and 3 if applicable.
- Security Clearance (for all types of screening identified within Section A) complete numbers 1 to 3 and 4 where applicable.
- Other number 5 is used only where prior Treasury Board of Canada Secretariat approval has been obtained.

4. Section D (Review)

To be completed by authorized Departmental/Agency/Organizational Official who is responsible for ensuring the completion of sections A to C as requested.

5. Section E (Approval)

Authorized Departmental/Agency/Organizational Security Official refers to the individuals as determined by departments, agencies, and organizations that may verify reliability information and/or approve/not approve reliability status and/or security clearances. Approved Reliability Status and Level I, II and III, as well as the signature of the authorized security official or manager are added for Government of Canada use only. Applicants are to be briefed, acknowledge, and be provided with a copy of the Security Screening Certificate and Briefing Form (TBS/SCT 330-01).
Note: Private sector organizations do not have the authority to approve any level of security screening.

Photographs: Departments/Agencies/Organizations are responsible for ensuring that three colour photographs of passport size are attached to the form for the investigating agency. Maximum dimensions are 35mm x 45mm and minimum are 25mm x 35mm. The face length from chin to crown of head must be between 25mm x 35mm. The photographs must be signed by the applicant and an authorized security official. The photographs must have been taken within the last six months. It is required for new or upgrade Level III security clearances for identification of the applicant during the security screening investigation by the investigating agency. The investigating agency may in specific incidents request a photograph for a Level I or II clearances when an investigation is required.

ANNEXE « F »

Attestation ancien fonctionnaire – Besoins concurrentiels

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;

- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l' [Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Programme de réduction des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? **Oui () No ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

Attestation

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que les renseignements fournis par le soumissionnaire pour répondre aux exigences ci-dessus sont exacts et complets.

Signé/Nom d'empreinte

Date

ANNEXE « F »

Former Public Servant Certification – Competitive Requirement

Contracts with former public servants (FPS) in receipt of a pension or of a lump sum payment must bear the closest public scrutiny, and reflect fairness in the spending of public funds. In order to comply with Treasury Board policies and directives on contracts with FPS, bidders must provide the information required below.

Definitions

For the purposes of this clause, "former public servant" is any former member of a department as defined in the [Financial Administration Act](#), R.S., 1985, c. F-11, a former member of the Canadian Armed Forces or a former member of the Royal Canadian Mounted Police. A former public servant may be:

- a. an individual;
- b. an individual who has incorporated;
- c. a partnership made of former public servants; or
- d. a sole proprietorship or entity where the affected individual has a controlling or major interest in the entity.

"lump sum payment period" means the period measured in weeks of salary, for which payment has been made to facilitate the transition to retirement or to other employment as a result of the implementation of various programs to reduce the size of the Public Service. The lump sum payment period does not include the period of severance pay, which is measured in a like manner.

"pension" means, a pension or annual allowance paid under the [Public Service Superannuation Act](#) (PSSA), R.S., 1985, c.P-36, and any increases paid pursuant to the [Supplementary Retirement Benefits Act](#), R.S., 1985, c.S-24 as it affects the PSSA. It does not include pensions payable pursuant to the [Canadian Forces Superannuation Act](#), R.S., 1985, c.C-17, the [Defence Services Pension Continuation Act](#), 1970, c.D-3, the [Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act](#), 1970, c.R-10, and the [Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act](#), R.S., 1985, c.R-11, the [Members of Parliament Retiring Allowances Act](#), R.S., 1985, c.M-5, and that portion of pension payable to the [Canada Pension Plan Act](#), R.S., 1985, c.C-8.

Former Public Servant in Receipt of a Pension

As per the above definitions, is the Bidder a FPS in receipt of a pension? **Yes** () **No** ()

If so, the Bidder must provide the following information, for all FPS in receipt of a pension, as applicable:

- a. name of former public servant;
- b. date of termination of employment or retirement from the Public Service.

By providing this information, Bidders agree that the successful Bidder's status, with respect to being a former public servant in receipt of a pension, will be reported on departmental websites as part of the published proactive disclosure reports in accordance with [Contracting Policy Notice: 2012-2](#) and the [Guidelines on the Proactive Disclosure of Contracts](#).

Work Force Reduction Program

Is the Bidder a FPS who received a lump sum payment pursuant to the terms of a work force reduction program? **Yes** () **No** ()

If so, the Bidder must provide the following information:

- a. name of former public servant;
- b. conditions of the lump sum payment incentive;
- c. date of termination of employment;
- d. amount of lump sum payment;
- e. rate of pay on which lump sum payment is based;
- f. period of lump sum payment including start date, end date and number of weeks;
- g. number and amount (professional fees) of other contracts subject to the restrictions of a work force reduction program.

For all contracts awarded during the lump sum payment period, the total amount of fees that may be paid to a FPS who received a lump sum payment is \$5,000, including the Goods and Services Tax or Harmonized Sales Tax.

Certification

By submitting a bid, the Bidder certifies that the information submitted by the Bidder in response to the above requirements is accurate and complete.

Signed

Date

ANNEXE 1A

**IDENTIFICATION DES
SECTEURS COQUILLIERS
À ÉCHANTILLONNER EN 2014 ET 2015**

**Analyse des échantillons au laboratoire mobile d'EC
de FORESTVILLE**

**Identification des secteurs coquilliers à échantillonner en 2014 et 2015 – Charlevoix, Haute et Moyenne-Côte-Nord
Analyse des échantillons au laboratoire mobile d'EC de FORESTVILLE**

<u>Secteur</u> (Zone)	<u>Nom</u>	<u>Limites</u>	<u>Fréquence de l'échantillonnage</u>	<u>Nombre de stations</u>
Charlevoix				
P-01.1 (ZN04)	Baie Sainte-Catherine	Les eaux de la baie Sainte-Catherine, de la pointe Noire à la pointe aux Alouettes.	2 fois juin 1 fois juillet	12 stations
P-01.2 (ZN03)	Pointe-au-Bouleau/Pointe aux Alouettes	La batture aux Alouettes, de la pointe aux Alouettes jusqu'à la pointe au Bouleau.	2 fois juin 1 fois juillet	13 stations
P-01.3 (ZN03)	La batture aux Alouettes	De la pointe au Bouleau jusqu'à la pointe est de la Grande Crique.	2 fois juin 1 fois juillet	4 stations
Haute-Côte-Nord				
N-01.1.2 (ZN06)	Pointe aux Vaches	Du rocher Colimaçon jusqu'aux rochers du Saguenay.	2 fois mai 1 fois septembre 2 fois octobre	9 stations
N-01.1.4 (ZN07)	Baie des Petites Bergeronnes	À l'extrémité ouest de l'embouchure de la rivière des Petites Bergeronnes, jusqu'à la pointe Sauvage, incluant les eaux de l'estuaire de la rivière des Petites Bergeronnes.	2 fois juin 1 fois juillet	7 stations
N-01.2.1 (ZN07A)	Baie des Grandes Bergeronnes	De la pointe Sauvage jusqu'à la pointe à John, incluant les eaux de l'estuaire de la rivière des Grandes Bergeronnes.	2 fois juin 1 fois juillet	11 stations
N-01.2.2 (ZN08A)	Batture à Théophile (Batture de Bon-Désir)	De la pointe à John jusqu'à un point sur le rivage à 400m à l'ouest des cayes de Bon-Désir.	1 fois juin 1 fois septembre	10 stations
N-02.1 (ZN09)	Baie des Escoumins	Du feu de navigation des Escoumins jusqu'à la pointe à Georges-Morneau.	1 fois mai 1 fois juin 1 fois juillet	19 stations
N-02.2 (ZN10)	Îles Penchées	De la pointe à Georges-Morneau jusqu'à un point en face des îlets Boisés.	1 fois mai 1 fois juin 1 fois juillet	19 stations

Secteur (Zone)	Nom	Limites	Fréquence de l'échantillonnage	Nombre de stations
			1 fois septembre 1 fois octobre	
N-03.1.2 (ZN14)	Pointe à Émile	De la pointe à Émile jusqu'à l'ancienne scierie.	1 fois mai 1 fois juin 1 fois juillet 1 fois septembre 1 fois octobre	6 stations
N-03.2.1 (ZN14)	Pointe à Boisvert	De l'ancienne scierie jusqu'au feu de navigation de la pointe à Boisvert.	1 fois mai 1 fois juin 1 fois juillet 1 fois septembre 1 fois octobre	6 stations
N-03.2.2 (ZN15)	Pointe de Mille-Vaches	Du feu de navigation de la pointe à Boisvert vers l'est jusqu'aux bornes installées par Pêches et Océans Canada.	1 fois mai 1 fois juin 1 fois juillet 1 fois septembre 1 fois octobre	6 stations
N-03.2.3 (ZN15)	La Grande Savane	Des bornes installées par Pêches et Océans Canada, jusqu'au numéro civique 13, route 138.	1 fois mai 1 fois juin 1 fois juillet 1 fois septembre 1 fois octobre	4 stations
N-04.1.1.1 (ZN18A)	Baie des Chevaux	Du feu de navigation de la pointe Rocheuse jusqu'à une pointe à l'ouest du chenal de la rivière Laval.	2 fois mai 1 fois septembre 2 fois octobre	14 stations
N-04.1.2.1 (ZN19)	Banc Marie-Marthe (Île Laval)	D'une pointe à l'est du chenal de la rivière Laval jusqu'à un point du rivage au nord de l'île Brûlette, côté ouest, excluant le secteur situé dans un rayon de 200 m autour l'île Laval (banc Marie-Marthe).	1 fois mai 1 fois juin 1 fois juillet 1 fois septembre	10 stations

Secteur (Zone)	Nom	Limites	Fréquence de l'échantillonnage	Nombre de stations
			1 fois octobre	
N-04.1.2.2 (ZN19)	Baie Didier Sud	D'un point du rivage au nord de l'île Brûlette, côté ouest, jusqu'à la pointe sud de la baie Didier, incluant l'île Brûlette, mais excluant la partie nord de la baie Didier (secteur N-04.1.2.3), délimitée par les bornes de Pêches et Océans Canada.	1 fois mai 1 fois juin 1 fois juillet 1 fois septembre 1 fois octobre	6 stations
N-04.1.3 (ZN20)	Baie des Plongeurs	La baie des Plongeurs, de la pointe sud de la baie Didier jusqu'à la pointe Orient.	1 fois mai 1 fois juin 1 fois juillet 1 fois septembre 1 fois octobre	12 stations
N-04.2.1 (ZN21)	Battures aux Gibiers	De la pointe Orient jusqu'au cran à Gagnon.	1 fois mai 1 fois juin 1 fois juillet 1 fois septembre 1 fois octobre	13 stations
N-04.2.2 (ZN22A)	Cran à Gagnon	Du cran à Gagnon jusqu'à la pointe sud-ouest de l'embouchure de la rivière Blanche.	1 fois mai 1 fois juin 1 fois juillet 1 fois septembre 1 fois octobre	11 stations
N-04.4.1 (ZN23)	Anse du Colombier	D'un point situé à 300 mètres à l'est de l'embouchure de la rivière Colombier jusqu'au phare du cap Colombier.	1 fois mai 1 fois juin 1 fois juillet 1 fois septembre 1 fois octobre	5 stations
N-04.4.2 (ZN23)	Anse à Norbert	Du phare du cap Colombier jusqu'à la rive ouest de l'anse Noire.	1 fois mai 1 fois juin 1 fois juillet	13 stations

Secteur (Zone)	Nom	Limites	Fréquence de l'échantillonnage	Nombre de stations
			1 fois septembre 1 fois octobre	
N-04.5.1 (ZN23)	Anse Noire	De la rive ouest de l'anse Noire jusqu'à l'ouest de la baie des îlets Jérémie.	1 fois mai 1 fois juin 1 fois juillet 1 fois septembre 1 fois octobre	9 stations
N-04.5.2 (ZN24)	Îlets Jérémie	De l'ouest de la baie des îlets Jérémie jusqu'au feu de navigation de la pointe à Michel.	2 fois mai 1 fois septembre 2 fois octobre	10 stations
N-05.1.3.1 (ZN27)	Réserve Pessamit Sud [Bersimis]	De la borne de Pêches et Océans Canada installée à l'est de la pointe de Pessamit, jusqu'à la borne de Pêches et Océans Canada située plus au nord.	1 fois mai 1 fois juin 1 fois juillet 1 fois septembre 1 fois octobre	10 stations
N-05.1.3.2 (ZN27)	Réserve Pessamit Nord [Bersimis]	De la borne de Pêches et Océans Canada au sud jusqu'à la pointe à Bouleau.	1 fois mai 1 fois juin 1 fois juillet 1 fois septembre 1 fois octobre	9 stations
N-06.1.1 (ZN30A)	Pointe-aux-Outardes (ouest)	Du Centre d'interprétation du Parc Nature jusqu'à la borne de Pêches et Océans Canada à l'est.	2 fois mai 1 fois septembre 2 fois octobre	12 stations
N-06.1.2 (ZN30A)	Pointe-aux-Outardes (est)	De la borne de Pêches et Océans Canada à l'ouest jusqu'à La Grosse Pointe.	2 fois mai 1 fois septembre 2 fois octobre	7 stations
N-06.3 (ZN31A)	Pointe Paradis	De la pointe Paradis jusqu'à la coulée Père-Babel.	2 fois mai 1 fois septembre 2 fois octobre	14 stations

Secteur (Zone)	Nom	Limites	Fréquence de l'échantillonnage	Nombre de stations
MS10 (MS10)	Manicouagan	De la pointe du Bout jusqu'à la pointe Saint-Gilles (Baie-Comeau).	1 fois mai 1 fois juillet	35 stations
N-08.1.2 (ZN36)	Anse Saint-Pancrace	De la pointe Saint-Pancrace jusqu'au rocher Mistassini.	1 fois juin 1 fois juillet	10 stations
N-08.1.3 (ZN36)	Rivière Mistassini	Du rocher Mistassini jusqu'à la pointe Mistassini.	1 fois juin 1 fois juillet	8 stations
N-08.3 (ZN38)	Baie Saint-Nicolas	De la pointe à la Croix jusqu'à la pointe [Cap] Rouge, incluant la Grande baie Saint-Nicolas et la Petite baie Saint-Nicolas.	1 fois juin 1 fois juillet	19 stations
N-09.2 (ZN39)	Pointe-à-Poulin	De la pointe des Monts jusqu'à la pointe à Poulin.	1 fois juin 1 fois juillet	20 stations
Moyenne-Côte-Nord				
N-11.1.1 (ZN40A)	Pointe-aux-Anglais	De la pointe aux Anglais jusqu'à environ 1 km à l'est de la dernière maison de Pointe-aux-Anglais (borne installée par Pêches et Océans Canada).	1 fois mai 1 fois octobre	10 stations
N-11.1.3.2 (ZN41)	Anse Chouinard	De la pointe sud de l'anse Chouinard jusqu'à la pointe ouest de l'anse aux Français.	1 fois mai 1 fois octobre	5 stations
N-11.1.4 (ZN42)	Baie des Homards	De la pointe ouest de l'anse aux Français jusqu'à la pointe à Luc.	1 fois mai 1 fois octobre	15 stations

ANNEXE 1B

**IDENTIFICATION DES
SECTEURS COQUILLIERS
À ÉCHANTILLONNER EN 2014 ET 2015**

**Analyse des échantillons au laboratoire mobile d'EC
de LONGUE-POINTE-DE-MINGAN**

**Identification des secteurs coquilliers à échantillonner en 2014 et 2015 – Moyenne et Basse-Côte-Nord
Analyse des échantillons au laboratoire mobile d'EC de LONGUE-POINTE-DE-MINGAN**

<u>Secteurs</u> (Zone)	<u>Nom</u>	<u>Limites</u>	<u>Fréquence de l'échantillonnage</u>		<u>Nombre de stations</u>
Moyenne-Côte-Nord					
N-14.4.2E (ZN45)	Ferme maricole Purmer – Île de la Grosse Boule	Le site de Ferme maricole Purmer près de l'île de la Grosse Boule.	<u>2014</u> 1x mai 1x sept. 2x oct.	<u>2015</u> 1x mai 1x sept. 2x oct.	10 stations
N-15.1.1 (ZN46)	Baie des Forges	Les eaux de la partie de l'estuaire de la rivière Moisie situées à l'est d'une ligne tracée franc nord, de la pointe de l'Est jusqu'au rivage.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	10 stations
N-16.1 (ZN48)	Rivière Pigou	De l'ouest de la rivière Pigou jusqu'à l'ouest de la rivière Manitou.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	28 stations
N-17.1.2 (ZN49)	Rivière Sheldrake	L'estuaire de la rivière Sheldrake, en amont du pont sur la route 138.	<u>2014</u> 1x mai 1x sept. 2x oct.	<u>2015</u> 1x mai 1x sept. 2x oct.	14 stations
MS08 (MS08)	Baie de Mingan	De la tour de radio (155') à l'est de Longue-Pointe-de-Mingan jusqu'à l'île du Havre de Mingan.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	15 stations
N-18.5.1 (ZN52)	Anse à Butler	Du ruisseau Leblanc jusqu'à la pointe Paradis.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	7 stations
N-18.5.2 (ZN52)	Rivière Romaine	De la pointe Paradis, jusqu'à l'est de la rivière Aisley, incluant les eaux de l'estuaire de la rivière Romaine ainsi que l'île de La Grosse Romaine.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	11 stations
N-19.1 (ZN52)	Pointe aux Morts	De l'est de la rivière Aisley jusqu'à la pointe aux Morts, incluant l'île de La Petite Romaine.	<u>2014</u> 1x juin	<u>2015</u> 1x juillet	23 stations

Secteurs (Zone)	Nom	Limites	Fréquence de l'échantillonnage		Nombre de stations
			1x juillet	1x août	
N-20.1.3 (ZN53A)	La Grande Rivière	Des coordonnées 50.252998° N 63.498672° O aux coordonnées 50.244495° N 63.467949 O le long de la rive.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	4 stations
N-20.2 (ZN55)	Île Saint-Charles	De La Grande Pointe jusqu'à la pointe des Grès, incluant l'île Saint-Charles.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	19 stations
N-20.3.1 (ZN56)	Île à la Chasse	De la pointe des Grès jusqu'à la pointe Rouge, incluant l'île à la Chasse et l'île Sainte-Geneviève.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	13 stations
N-20.3.2 (ZN57)	Baie Nickerson	L'intérieur de la baie Nickerson de la pointe de la Tête à la Perdrix à la pointe Sauvage.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	14 stations
N-20.4 (ZN58)	Baie de la Grande Hermine	De la pointe Rouge jusqu'à la pointe ouest de l'embouchure de la rivière de la Corneille.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	19 stations
N-22.1.1 (ZN59A)	Petites Rivières	De la pointe ouest de la rivière Pashashibou jusqu'à la rivière Nabisipi.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	11 stations
N-22.2.2 (ZN60)	Île Michon Est	D'un point situé à l'est de la baie de Washtawouka, jusqu'au quai de Natashquan.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	27 stations
N-22.4 (ZN61A)	Pointe de Natashquan	Les eaux formant un rectangle de 1 km de large sur 6 km de long et situées entre 1,5 km au large de la côte à l'ouest de la pointe de Natashquan et 2,5 km au large de la côte du cap Tiannot.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	20 stations
Basse-Côte-Nord					
N-23.2 (ZN61B)	Baie aux Huîtres	De la pointe au sud-ouest de la baie aux Huîtres jusqu'à la pointe Kegaska.	<u>2014</u> 1x juin	<u>2015</u> 1x juillet	9 stations

Secteurs (Zone)	Nom	Limites	Fréquence de l'échantillonnage		Nombre de stations
			1x juillet	1x août	
N-25 (ZN64)	Chevery	De la pointe est de l'embouchure de la rivière à la Croix jusqu'à une pointe à l'est de l'embouchure de la rivière Nétagamiou.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	11 stations
N-26 (ZN65)	Tête-à-la-Baleine	Les rivages et les eaux situés approximativement à moins de 1 km de la route et des jetées reliant le rivage au quai situé au sud de l'île du Grand Rigolet Ouest.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	14 stations
N-28.1E (ZN00PC3)	Pec-Nord inc. - Baie de Jacques-Cartier	Le site de Pec-Nord inc. dans la baie de Jacques-Cartier.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	15 stations
N-28.2E (ZN00PC3)	Pec-Nord inc. - Baie des Homards	Le site de Pec-Nord inc. dans la baie des Homards.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	10 stations
N-30 (ZN69)	Baie Salmon	De la pointe Joy jusqu'à la pointe sud-est de l'entrée de la baie Salmon.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	15 stations (inclus 5 stations du parc N-30.1E)
N-30.3 (ZN69B)	Baie des Cinq Lieues	La baie des Cinq Lieues au nord d'une ligne droite tracée de la pointe sud-ouest de l'entrée de la baie jusqu'à la pointe des Cinq Lieues au sud-est de l'entrée de la baie.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	10 stations
N-31.1 (ZN00PC1)	Baie des Belles Amours	Le rivage et les eaux de la baie des Belles Amours, de la pointe de l'Étang jusqu'à la pointe Rocheuse (excluant le havre des Belles Amours).	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	7 stations
N-31.1.1E (ZN00PC1)	Fermes Belles-Amours inc. – Havre des Belles Amours	Le rivage et les eaux du havre des Belles Amours, de la pointe au Havre à un point sur le rivage de l'autre côté du havre (côté de la pointe Marc).	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	8 stations
N-32 (ZN71)	Anse Deep Cove	De la pointe sud de l'anse aux Moustiques jusqu'à la pointe nord-est de l'anse Hudson.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	11 stations

ANNEXE 2
ÉQUIPE DE TRAVAIL

ÉQUIPE DE TRAVAIL

La composition optimale est d'au moins cinq personnes comprenant un(e) chargé de projet, un(e) microbiologiste, un(e) technicien(ne) de laboratoire, un(e) technicien(ne) de terrain et un(e) assistant(e)-technicien(ne) de terrain. De plus, un responsable qualité doit être clairement identifié.

Le consultant devra fournir dans sa proposition une estimation détaillée du temps (heure) consacré à la réalisation du contrat pour chaque employé.

Les membres de cette équipe devront posséder les qualifications suivantes:

chargé(e) de projets	Diplôme universitaire, connaissance en biologie, expérience de la supervision d'équipes de travail (de préférence avec une expérience en milieu marin), expérience de l'analyse de données, expérience dans la rédaction de rapports, expérience dans la coordination et la gestion de projets d'ampleur comparable.
responsable de laboratoire (microbiologiste)	diplôme universitaire reconnu en microbiologie, expérience de travail en région éloignée, expérience pertinente pratique en laboratoire, expérience dans la gestion de laboratoire et la supervision de personnel ; un certificat de secourisme en milieu de travail sera exigé.
responsable qualité	diplôme universitaire reconnu en microbiologie, connaissance des opérations de laboratoire, expérience pertinente avec la norme ISO/CEI 17025 : 2005.
technicien(ne) de laboratoire	diplôme reconnu en technique de laboratoire ou expérience pertinente ; un certificat de secourisme en milieu de travail sera exigé.
responsable de terrain (technicien(ne) de terrain)	diplôme collégial, expérience de travail en milieu marin incluant la manipulation d'embarcations et la connaissance des mesures de sécurité et de navigation applicables aux petites embarcations réalisant du travail en mer, expérience dans la planification de tournées d'échantillonnage, expérience dans la gestion de matériel et la supervision d'équipe de terrain ; Le certificat de formation de conducteurs de petits bâtiments (CFCPB), le certificat restreint d'opérateur maritime (CROM), le certificat de fonction d'urgence en mer (FUM-A1, A2 ou A3) et le certificat de secourisme en milieu de travail seront exigés.
assistant(e) - technicien(ne) de terrain	expérience du travail de terrain en milieu marin. Le certificat de formation de conducteurs de petits bâtiments (CFCPB), le certificat restreint d'opérateur maritime (CROM), le certificat de fonction d'urgence en mer (FUM-A1, A2 ou A3) et le certificat de secourisme en milieu de travail seront exigés.

Note : aucune autre personne que le responsable de terrain et l'assistant-technicien de terrain identifié dans la proposition du consultant ne pourra faire le travail d'échantillonnage en milieu marin. Un changement sera accepté par le délégué scientifique d'EC si le consultant démontre clairement (preuves de certification à l'appui) que la ou les nouvelle(s) personne(s) identifiée(s) a (ont) les qualifications nécessaires et rencontre(nt) les normes en matière de sécurité de Transport Canada pour opérer une embarcation nautique. Une copie de tous ces documents devra être fournie au délégué scientifique d'EC avant le début de la saison d'échantillonnage.

ANNEXE 3

RAPPORT D'ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DE TERRAIN

RAPPORT D'ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DE TERRAIN

**ENVIRONNEMENT CANADA
DIRECTION DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE
MONITORING DE LA QUALITÉ DES EAUX MARINES - QUÉBEC**

105, rue McGill, 7^e étage
Montréal (Québec)
H2Y 2E7

RAPPORT D'ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DE TERRAIN

CONSULTANT : _____

DATE DE L'ÉVALUATION : _____

DATE DU RAPPORT : _____

DATE DE L'ÉVALUATION PRÉCÉDENTE : _____

REPRÉSENTANTS CONSULTANTS / ÉCHANTILLONNAGE-TERRAIN :

(nom)

(titre)

(nom)

(titre)

REPRÉSENTANT D'ENVIRONNEMENT CANADA :

(nom)

(titre)

Un exemplaire de la liste de contrôle a été
envoyé au responsable de terrain précédent la
visite de terrain

OUI

NON

RÉSUMÉ DE L'ÉVALUATION DES TRAVAUX DE TERRAIN

Date et secteurs visités :	
Horaire :	
	Jour #1 Note: l'heure indiquée est en HNE
	Jour #2 Note: l'heure indiquée est en HNE
Commentaires généraux :	

Suggestions:	

<u>IRRÉGULARITÉS</u>		<u>RECOMMANDATIONS</u>	

Tableau 1 : Distances calculées entre la position d'origine des stations (PRISM), du GPS d'EC et celle choisie par le consultant pour l'échantillonnage.

Jour #1:

Capitaine du bateau = nom

Assistant-technicien = nom

Secteur XXXXX - distance en mètre

# station	ID	PRISM	GPS (EC)	GPS (consultant)	Commentaires

Jour #2:

Capitaine du bateau = nom

Assistant-technicien = nom

Secteur XXXXX - distance en mètre

# station	ID	PRISM	GPS (EC)	GPS (consultant)	Commentaires

LISTE DE CONTRÔLE - MÉTHODE D'ÉCHANTILLONNAGE DE TERRAIN

#	Catégorie		Items	Conforme (C ou X)	Commentaires	Recommandation (R) /Suggestion (S)
1	Équipement général					
		a.	bateau (permis de bâtiment commercial)			
		b.	moteurs			
		c.	boîte à outils			
		d.	couteau			
		e.	pompe à eau ou écope			
		f.	pompe pour zodiac			
		g.	ancre			
		h.	réflecteur radar			
		i.	corne à brume (modèle et date d'expiration, si applicable)			
		j.	rames (2)			
2	Équipement de sécurité					
		a.1	Mustang avec sifflet (CAN/CGSB65.11 - M88)			
		a.2	gilet de sauvetage (VFI) avec sifflet (CAN/CGSB-65.7 - M88)			
		b.	fusée de détresse (date d'expiration)			
		c.	trousse de premiers soins (dernière date de vérification)			
		d.	extincteur chimique (type; dernière date de vérification)			
		e.	sac à corde (accessibilité)			
		f.	hélice de secours			
		g.	lampe de poche (batteries supplémentaires)			
		h.	VHF marin			

#	Catégorie		Items	Conforme (C ou X)	Commentaires	Recommandation (R) /Suggestion (S)
		i.	tél. cellulaire et/ou satellite (batteries supplémentaires)			
		j.	autres (ex. : vêtements de rechange)			
3	Positionnement des stations					
		a.	GPS (batteries supplémentaire + 2ième GPS à bord)			
		b.	méthode - GPS et/ou repères visuels			
		c.	distance par rapport à la station (- de 10m)			
		d.	enregistrement d'un « waypoint » à chaque station			
		e.	Configuration du GPS			
			Le GPS enregistre-t-il le tracé (« Tracklog On »)? Quel est la méthode d'enregistrement utilisée (automatique, temps, distance)?			
			Le GPS utilise-t-il le WAAS? (« WAAS Enabled »)			
			Le format des coordonnées est-il en hddd.ddddd?			
			Le "Map Datum" est-il NAD 83?			
			Le fuseau horaire correspond-t-il à l'heure normale de l'EST (-05hrs00min)?			
4	Récolte des échantillons					
		a.	méthode (30 cm sous la surface)			
		b.	glacières			
		c.	identification des bouteilles			
		d.	température de l'eau/glace glacière $\leq 10^{\circ}\text{C}$			
		e.	échantillon témoin (temp. eau labo.)			
		f.	Salinomètre/pH-mètre (calibration)			
		g.	profondimètre			

#	Catégorie		Items	Conforme (C ou X)	Commentaires	Recommandation (R) /Suggestion (S)
		h.	anémomètre			
		i.	blanc de terrain et de glacière			
5	Transport des échantillons					
		a.	ne dépasse 24h00, à partir du prélèvement			
6	Livre de bord					
		a.	date / heure du début et de la fin de l'échantillonnage + chaque station			
		b.	numéro de la tournée / de la zone / du secteur / de la station			
		c.	conditions hydrologiques			
			heure de la marée haute (HNE)			
			phase de la marée			
			température de l'eau			
			profondeur de l'eau			
			Salinité/pH			
			niveau d'eau			
		d.	conditions météorologiques			
			précipitations			
			% de couverture nuageuse (début/fin)			
			vent : direction / vitesse (début/fin)			
			température de l'air (début/fin)			
			hauteur des vagues (début/fin)			
			état de la mer (début/fin)			
7	Formation		Note: une copie des brevets et certificats de chaque membre de l'équipe terrain doivent être à bord de l'embarcation			
		a.	Certificat de formation de conducteurs de petits bâtiments (CFCPB)			

#	Catégorie		Items	Conforme (C ou X)	Commentaires	Recommandation (R) /Suggestion (S)
		b.	Certificat restreint d'opérateur (CRO) maritime (M) ou CRO-CM (Commercial maritime)			
		c.	Fonction d'urgence en mer (A1, A2 ou A3)			
		d.	Cours secourisme en milieu de travail et/ou région éloignée			
8	Saisie de l'information dans PRISM					
		a.	Validation de la saisie sur PRISM			
			Les informations contenues dans le livre de bord du consultant se retrouvent-elles dans les résultats de la tournée?			
9	Validation de l'information de terrain					
		a.	Site de mise à l'eau (description du nouveau site ou mise à jour du site actuel)			
			La position GPS a-t-elle été validée?			
			La description physique et l'état des lieux (chemin d'accès, site privé, coût d'utilisation, contact, influence de la marée, etc.) sont-ils complets			
			Les photographies représentatives du site ont-elles été envoyées?			
		b.	Site de mesure du niveau d'eau (description du nouveau site ou mise à jour du site actuel)			
			La position GPS a-t-elle été validée?			
			Le tributaire a-t-il un nom qui lui est associé (le nom du cours d'eau ou un nom représentatif)?			

#	Catégorie		Items	Conforme (C ou X)	Commentaires	Recommandation (R) /Suggestion (S)
			Le site est-il influencé par la marée?			
			La description du chemin d'accès, du site et du repère pour la mesure est-elle complète?			
			La méthode utilisée pour la mesure du niveau d'eau est-elle décrite?			
			Les photographies représentatives du site et de la méthode ont-elles été envoyées?			

ANNEXE 4

TABLE DES MATIÈRES DU RAPPORT FINAL ANNUEL

TABLE DES MATIÈRES DU RAPPORT ANNUEL

Le rapport final annuel devra être fourni en français seulement, dans des cartables, en deux copies sur papier recyclé, recto-verso ainsi que support informatique (format Word, Excel et PDF sur DC, voir section 4.4.5 du présent contrat pour plus de détails). Il devra inclure les sections suivantes :

Premier chapitre

- Équipe de réalisation (membres de l'équipe du consultant et de l'équipe d'EC)
- Table des matières
- Liste des tableaux (si nécessaire)
- Liste des figures (si nécessaire)
- Introduction générale
- Région couverte
- Nombre de secteurs échantillonnés

Deuxième chapitre

Méthodologie générale

Travaux de terrain

- Localisation des secteurs et des bancs coquilliers
- Inventaire des sources de pollution
- Plan annuel d'échantillonnage et calendrier des activités
- Positionnement des stations d'échantillonnage
- Échantillonnage

Analyse bactériologique

Analyse des résultats

Présentation des résultats

Conclusion

Références bibliographiques

Troisième chapitre

Cette partie sera divisée en section, chacune associée à un secteur coquillier. Chaque section sera disposée de la façon suivante :

Fiche 1.0 Sommaire

Le contenu de cette fiche technique sera en partie fourni par EC. Le consultant devra compléter les sections suivantes :

- Période de déroulement des travaux
- Classification du secteur (historique)
- Études bactériologiques (historique). Toutes les études bactériologiques réalisées dans le secteur devront être présentées sous forme de tableau. Les éléments suivants en feront partie : année, nombre de tournées/mois, stations échantillonnées/année. Le consultant

devra identifier, pour chaque tournée, le type d'étude qui a été réalisé (Évaluation, suivi ou réévaluation).

Fiche 2.0 Ressource et exploitation

Le contenu de cette fiche technique sera fourni par EC.

Fiche 3.0 Relevés sanitaires

Le contenu de cette fiche technique sera fourni par EC.

Fiche 4.0 Analyse bactériologique

- Résumé : Résumer le contexte et identifier les problèmes.
- Résultats et discussions : Décrire les tendances des données et particularités notées de l'année en cours s'il s'agit d'un suivi annuel et des 15 dernières tournées s'il s'agit d'une réévaluation. Discussion des résultats en fonction des paramètres hydrométéorologiques, des tendances spatiales et des événements temporels. Pour les secteurs qui font l'objet d'un suivi, les données de l'année en cours devront être comparées avec celles des trois années antérieures. Pour les secteurs faisant l'objet d'une réévaluation, aucune comparaison ne devra être effectuée avec des données antérieures.

5.0 Tableaux et figures à fournir

- Tableau #1 : Facteurs météorologiques et hydrographiques susceptibles d'affecter la distribution des polluants
- Tableau #2 : Rapport de l'analyse de la qualité bactériologique de l'eau
- Tableau #3 : Conditions hydrométéorologiques observées
- Tableau #4 : Résultats analytiques approuvés / Données physiques, hydrologiques et bactériologiques
- Tableau #5 : Stations échantillonnées et site de mesure du niveau d'eau au tributaire
- Figure #1 : Mesures quotidiennes de précipitations des mois échantillonnés
- Figure #2 : Période et durée de l'échantillonnage par secteur
- Figure #3 : Température minimale, moyenne et maximale de l'eau de l'échantillonnage par secteur
- Annexe : Résultat des années antérieures (trois dernières années seulement) lorsque le secteur fait l'objet d'un suivi.
- Carte (s) : Localisation du secteur coquillier incluant toutes les stations d'échantillonnage de l'eau, les bancs coquilliers et les sources potentielles de pollution. Il peut y avoir plus d'une carte pour représenter l'ensemble du secteur, selon le niveau de détail souhaité.

ANNEX 1A

IDENTIFICATION OF THE SAMPLING SHELLFISH SECTORS IN 2014 AND 2015

Sample analysis at the EC laboratory in FORESTVILLE

**Identification of the sampling shellfish sectors in 2014 and 2015 – Charlevoix, Upper and Middle North Shore
Sample analysis at the laboratory of EC in FORESTVILLE**

<u>Sector</u> (Zone)	<u>Name</u>	<u>Boundaries</u>	<u>Frequency/ Sampling</u>	<u>Number of Stations</u>
Charlevoix				
P-01.1 (ZN04)	Baie Sainte-Catherine	The waters of the Baie Sainte-Catherine, from Pointe Noire to Pointe aux Alouettes.	2 times in June 1 times in July	12 stations
P-01.2 (ZN03)	Pointe-au-Bouveau/Pointe aux Alouettes	The Batture aux Alouettes, from Pointe aux Alouettes to Pointe au Bouleau.	2 times in June 1 times in July	13 stations
P-01.3 (ZN03)	La Batture aux Alouettes	From Pointe au Bouleau to la Pointe Est de la Grande Crique.	2 times in June 1 times in July	4 stations
Upper North Shore				
N-01.1.2 (ZN06)	Pointe aux vaches	From "Snail" rock to the Rochers du Saguenay.	2 times in May 1 time in September 2 times in October	9 stations
N-01.1.4 (ZN07)	Baie des Petites Bergeronnes	From the west of the mouth of Rivière des Petites Bergeronnes to Pointe Sauvage, including the waters of Rivière des Petites Bergeronnes' estuary.	2 times in June 1 time in July	7 stations
N-01.2.1 (ZN07A)	Baie des Grandes Bergeronnes	From Pointe Sauvage to Pointe à John, including the waters of Rivière des Grandes Bergeronnes' estuary.	2 times in June 1 time in July	11 stations
N-01.2.2 (ZN08A)	Batture à Théophile (Batture de Bon-Désir)	From Pointe à John to a point on the shore 400m west from Cayes de Bon-Désir.	1 time in June 1 time in September	10 stations
N-02.1 (ZN09)	Baie des Escoumins	From Les Escoumins' navigation light to Pointe à Georges-Morneau.	1 time in May 1 time in June 1 time in July	19 stations

<u>Sector</u> (Zone)	<u>Name</u>	<u>Boundaries</u>	<u>Frequency/ Sampling</u>	<u>Number of Stations</u>
N-02.2 (ZN10)	Îles Penchées	From Pointe à Georges-Morneau to a point in front of Îlets Boisés.	1 time in May 1 time in June 1 time in July 1 time in September 1 time in October	19 stations
N-03.1.2 (ZN14)	Pointe à Émile	From Pointe à Émile to a point near of the old sawmill.	1 time in May 1 time in June 1 time in July 1 time in September 1 time in October	6 stations
N-03.2.1 (ZN14)	Pointe à Boisvert	From a point near of the old sawmill to Pointe à Boisvert's navigation light.	1 time in May 1 time in June 1 time in July 1 time in September 1 time in October	6 stations
N-03.2.2 (ZN15)	Pointe de Mille-Vaches	From Pointe à Boisvert's navigation light eastward to boundary marks installed by Fisheries and Oceans.	1 time in May 1 time in June 1 time in July 1 time in September 1 time in October	6 stations
N-03.2.3 (ZN15)	La Grande Savane	From the boundary marks installed by Fisheries and Oceans to number 13 on Road 138.	1 time in May 1 time in June 1 time in July 1 time in September 1 time in October	4 stations
N-04.1.1.1	Baie des Chevaux	From the Pointe Rocheuse's lighthouse to a point west of	2 times in May	14 stations

<u>Sector</u> (Zone)	<u>Name</u>	<u>Boundaries</u>	<u>Frequency/ Sampling</u>	<u>Number of Stations</u>
(ZN18A)		Rivière Laval's fairway.	1 time in September 2 times in October	
N-04.1.2.1 (ZN19)	Banc Marie-Marthe (île Laval)	From a point at east of Rivière Laval's fairway to a point on shore, north of Ile Brûlette's west side, excluding any area within 200 m around Ile Laval (Banc Marie-Marthe).	1 time in May 1 time in June 1 time in July 1 time in September 1 time in October	10 stations
N-04.1.2.2 (ZN19)	Baie Didier Sud	From a point on shore, north of Ile Brûlette's west side, to the southern point of Baie Didier, including Ile Brûlette, but excluding the northern part of the bay Didier (sector N-04.1.2.3), bounded by the limits of Fisheries and Oceans Canada.	1 time in May 1 time in June 1 time in July 1 time in September 1 time in October	6 stations
N-04.1.3 (ZN20)	Baie des Plongeurs	Baie des Plongeurs, from the southern point of Baie Didier to Pointe Orient.	1 time in May 1 time in June 1 time in July 1 time in September 1 time in October	12 stations
N-04.2.1 (ZN21)	Battures aux Gibiers	From Pointe Orient to Cran à Gagnon.	1 time in May 1 time in June 1 time in July 1 time in September 1 time in October	13 stations
N-04.2.2 (ZN22A)	Cran à Gagnon	From Cran à Gagnon to the southwestern point of Rivière Blanche's mouth.	1 time in May 1 time in June 1 time in July 1 time in September 1 time in October	11 stations

<u>Sector</u> (Zone)	<u>Name</u>	<u>Boundaries</u>	<u>Frequency/ Sampling</u>	<u>Number of Stations</u>
N-04.4.1 (ZN23)	Anse du Colombier	From a point located 300 meters east of Rivière Colombier's mouth to Cap Colombier's lighthouse.	1 time in May 1 time in June 1 time in July 1 time in September 1 time in October	5 stations
N-04.4.2 (ZN23)	Anse à Norbert	From Cap Colombier's lighthouse to the west bank of Anse Noire.	1 time in May 1 time in June 1 time in July 1 time in September 1 time in October	13 stations
N-04.5.1 (ZN23)	Anse Noire	From the west bank of Anse Noire to a point located west of Baie des Îlets Jérémie.	1 time in May 1 time in June 1 time in July 1 time in September 1 time in October	9 stations
N-04.5.2 (ZN24)	Îlets Jérémie	From a point located west of Baie des Îlets Jérémie to Pointe à Michel's navigation light.	2 times in May 1 time in September 2 times in October	10 stations
N-05.1.3.1 (ZN27)	Réserve Pessamit Sud [Bersimis]	From the Fisheries and Oceans marker located east of Pointe de Pessamit northward to the Fisheries and Oceans marker.	1 time in May 1 time in June 1 time in July 1 time in September 1 time in October	10 stations
N-05.1.3.2 (ZN27)	Réserve Pessamit Nord [Bersimis]	From the Fisheries and Oceans marker southward, to Pointe aux Bouleaux.	1 time in June 1 time in July 1 time in September	9 stations
N-06.1.1	Pointe-aux-Outardes	From the Centre d'interprétation du Parc Nature to the east at	2 times in May	12 stations

<u>Sector</u> (Zone)	<u>Name</u>	<u>Boundaries</u>	<u>Frequency/ Sampling</u>	<u>Number of Stations</u>
(ZN30A)	(ouest)	the Fisheries and Oceans marker.	1 time in September 2 times in October	
N-06.1.2 (ZN30A)	Pointe-aux-Outardes (est)	From the Fisheries and Oceans marker at west to La Grosse Pointe.	2 times in May 1 time in September 2 times in October	7 stations
N-06.3 (ZN31A)	Pointe Paradis	From Pointe Paradis to Coulée Père-Babel	2 times in May 1 time in September 2 times in October	14 stations
MS10 (MS10)	Manicouagan	From Pointe du Bout to Pointe Saint-Gilles (Baie-Comeau).	1 time in May 1 time in July	35 stations
N-08.1.2 (ZN36)	Anse Saint-Panrace	From Pointe Saint-Panrace to Rocher Mistassini.	1 time in June 1 time in July	10 stations
N-08.1.3 (ZN36)	Rivière Mistassini	From Rocher Mistassini to Pointe Mistassini.	1 time in June 1 time in July	8 stations
N-08.3 (ZN38)	Baie Saint-Nicolas	From Pointe à la Croix to Pointe [Cap] Rouge, including Grande baie Saint-Nicolas and Petite baie Saint-Nicolas.	1 time in June 1 time in July	19 stations
N-09.2 (ZN39)	Pointe-à-Poulin	From Pointe des Monts to Pointe à Poulin.	1 time in June 1 time in July	20 stations
Middle North Shore				
N-11.1.1 (ZN40A)	Pointe-aux-Anglais	From Pointe aux Anglais to approximately 1 km east of the last house in Pointe-aux-Anglais (limit sign installed by Fisheries and Oceans).	1 time in May 1 time in October	10 stations
N-11.1.3.2 (ZN41)	Anse Chouinard	From the southern point of Anse Chouinard to the western point of Anse aux Français.	1 time in May 1 time in October	5 stations

<u>Sector</u> (Zone)	<u>Name</u>	<u>Boundaries</u>	<u>Frequency/ Sampling</u>	<u>Number of Stations</u>
N-11.1.4 (ZN42)	Baie des Homards	From the western point of Anse aux Français to Pointe à Luc.	1 time in May 1 time in October	15 stations

ANNEX 1B

IDENTIFICATION OF THE SAMPLING SHELLFISH SECTORS IN 2014 AND 2015

Sample analysis at the laboratory of EC in LONGUE-POINTE-DE-MINGAN

**Identification of the sampling shellfish sectors in 2014 and 2015 – Middle and Lower North Shore
Sample analysis at the laboratory of EC in LONGUE-POINTE-DE-MINGAN**

<u>Sector</u> (Zone)	<u>Name</u>	<u>Boundaries</u>	<u>Frequency/ Sampling</u>		<u>Number of Stations</u>
Middle North Shore					
N-14.4.2E (ZN45)	Ferme maricole Purmer – Île de la Grosse Boule	Ferme maricole Purmer' site near Île Grosse Boule.	<u>2014</u> 1x May 1x September 2x October	<u>2015</u> 1x May 1x September 2x October	10 stations
N-15.1.1 (ZN46)	Baie des Forges	The waters of the portion of Rivière Moisie's estuary lying to the east of a line extending due north from Pointe de l'Est to the shore.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	10 stations
N-16.1 (ZN48)	Rivière Pigou	From a point west of Rivière Pigou to a point west of Rivière Manitou.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	28 stations
N-17.1.2 (ZN49)	Rivière Sheldrake	Rivière Sheldrake's estuary, upriver from the bridge on Road 138.	<u>2014</u> 1x May 1x September 2x October	<u>2015</u> 1x May 1x September 2x October	14 stations
MS08 (MS08)	Baie de Mingan	From Longue-Pointe-de-Mingan to Havre de Mingan Island.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	15 stations
N-18.5.1 (ZN52)	Anse à Butler	From Ruisseau Leblanc to Pointe Paradis.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	15 stations
N-18.5.2 (ZN52)	Rivière Romaine	From Pointe Paradis up to East of Aisley River, including Romaine river estuary waters as well as La Grosse Romaine island.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	11 stations

<u>Sector</u> (Zone)	<u>Name</u>	<u>Boundaries</u>	<u>Frequency/ Sampling</u>		<u>Number of Stations</u>
N-19.1 (ZN52)	Pointe aux Morts	From east of Rivière Aisley to Pointe aux Morts, including La Petite Romaine island.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	23 stations
N-20.1.3 (ZN53A)	La Grande Rivière	Along the shore from coordinates 50.252998° N 63.498672° W to coordinates 50.244495° N 63.467949 W.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	4 stations
N-20.2 (ZN55)	Île Saint-Charles	From La Grande Pointe to Pointe des Grès, including Île Saint-Charles.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	19 stations
N-20.3.1 (ZN56)	Île à la Chasse	From Pointe des Grès to Pointe Rouge, including Île à la Chasse and Île Sainte-Geneviève.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	13 stations
N-20.3.2 (ZN57)	Baie Nickerson	Nickerson Bay from Pointe de la tête to Pointe Sauvage.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	14 stations
N-20.4 (ZN58)	Baie de la Grande Hermine	From Pointe Rouge to the western point of Rivière de la Corneille's mouth.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	19 stations
N-22.1.1 (ZN59A)	Petites Rivières	From the western point of Rivière Pashashibou to Rivière Nabisipi.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	11 stations
N-22.2.2 (ZN60)	Île Michon Est	From a Point located at east side of Washtawouka Bay, to Natashquan's wharf.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	27 stations
N-22.4 (ZN61A)	Pointe de Natashquan	The waters of an area measuring 1 km large by 6 km long located from 1 km to 2,5 km off the shore between a point west of Pointe de Natashquan and Cap Tiennot.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	20 stations

<u>Sector</u> (Zone)	<u>Name</u>	<u>Boundaries</u>	<u>Frequency/ Sampling</u>		<u>Number of Stations</u>
Lower North Shore					
N-23.2 (ZN61B)	Baie aux Huîtres	From the southwestern point of Baie aux Huîtres to Pointe Kégaska.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	9 stations
N-25 (ZN64)	Chevery	From the eastern point of Rivière à la Croix's mouth to the point east of Rivière Nétagamiou's mouth.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	11 stations
N-26 (ZN65)	Tête-à-la-Baleine	The shores and waters approximatively less than 1 km of the road and the jetties joining the shore to the wharf at the south of île du Grand Rigolet Ouest.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	14 stations
N-28.1E (ZN00PC3)	Pec-Nord inc. - Baie de Jacques-Cartier	Pec-Nord inc's site inside Baie de Jacques-Cartier.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	15 stations
N-28.2E (ZN00PC3)	Pec-Nord inc. - Baie des Homards	Pec-Nord inc.'s site inside Baie des Homards.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	10 stations
N-30 (ZN69)	Baie Salmon	From Pointe Joy to the south-eastern point of Baie Salmon' entrance.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	15 stations
N-30.3 (ZN69B)	Baie des Cinq Lieues	Baie des Cinq Lieues north of a straight line joining the southwest tip of the entrance of the bay to the pointe des Cinq Lieues at the southeast tip of the entrance of the bay.	<u>2014</u> 1x juin 1x juillet	<u>2015</u> 1x juillet 1x août	10 stations
N-31.1 (ZN00PC1)	Baie des Belles Amours	The shore and waters of Baie des Belles Amours, from Pointe de l'Étang to Pointe Rocheuse (excluding Havre des Belles Amours).	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	7 stations
N-31.1.1E (ZN00PC1)	Fermes Belles-Amours inc. – Havre des Belles Amours	The shore and waters of havre des Belles Amours, from pointe au Havre to a point on the other side of the shore (pointe Marc side).	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	8 stations

<u>Sector</u> (Zone)	<u>Name</u>	<u>Boundaries</u>	<u>Frequency/ Sampling</u>		<u>Number of Stations</u>
N-32 (ZN71)	Anse Deep Cove	From the southern point of Anse aux Moustiques to the north-eastern point of Anse Hudson.	<u>2014</u> 1x June 1x July	<u>2015</u> 1x July 1x August	11 stations

ANNEX 2
WORK TEAM

WORK TEAM

The work team must be composed of at least five individuals, including a project manager, a certified microbiologist, a laboratory technician, a field technician and a field assistant. In addition, a quality manager must be identified.

In its proposal, the consultant will provide a detailed time estimate (hours) spent on execution of the contract for each employee.

The team members must have the following minimum qualifications:

Project manager	University degree; recognized knowledge of biology; experience in supervising work teams, preferably with experience in the marine environment; experience in data analysis; and experience in writing reports. Experience in coordinating and managing projects of comparable scope.
Laboratory manager (microbiologist)	Recognized university degree in microbiology, work experience in remote regions. Relevant practical laboratory experience in laboratory management and personnel supervision. A Workplace Standard First Aid certificate will be required.
Quality manager	Recognized university degree in microbiology, knowledge of laboratory activities, relevant experience in obtaining and maintaining an accreditation to ISO/IEC 17025 : 2005 standard.
Laboratory technician	Qualification in laboratory techniques or relevant experience in laboratory work. A Workplace Standard First Aid certificate will be required.
Field leader (field technician)	College diploma; experience in the marine environment, including boat handling and knowledge of safety and navigation measures applicable to small boats working at sea; experience in material and sampling management; experience in supervising field teams. A Small Vessel Operator Proficiency (SVOP) certificate, a Restricted Operator's certificate (Maritime), a vessel basic safety certificate (MED-A1, A2 or A3) and a Workplace Standard First Aid certificate will be required.
Assistant technician (field assistant)	Experience in field work in the marine environment. A Small Vessel Operator Proficiency (SVOP) certificate, a Restricted Operator's certificate (Maritime), a vessel basic safety certificate (MED-A1, A2 or A3) and a Workplace Standard First Aid certificate will be required.

Note: No person other than the field leader and the field assistant technician identified in the consultant's submission will be authorized to do sampling work in the marine environment. A copy of each document must be provided to the EC scientific authority before the beginning of the sampling season. A change in the work team may be accepted by the EC scientific authority if the consultant clearly demonstrates (with certification proof) that the new person identified has the qualifications required and complies with TC's security standards with respect to marine vessels.

ANNEX 3

EVALUATION REPORT OF FIELD ACTIVITY

EVALUATION REPORT OF FIELD ACTIVITY

**ENVIRONMENT CANADA
SCIENCES AND TECHNOLOGY BRANCH
QUEBEC UNIT – MARINE WATER QUALITY MONITORING**

105, McGill ST., 7th floor
Montréal QC
H2Y 2E7

EVALUATION REPORT OF FIELD ACTIVITY

CONSULTANT: _____

DATE OF EVALUATION : _____

DATE OF REPORT : _____

DATE OF PREVIOUS EVALUATION : _____

REPRESENTATIVE CONSULTANTS / SAMPLING-FIELD ACTIVITY :

(name)

Field technician

(title)

(name)

Field assistant

(title)

REPRESENTATIVE OF ENVIRONMENT CANADA :

(name)

Coordinator

(title)

A copy of the checklist has been sent to the field technician before the visit.

YES

NO

SUMMARY OF THE FIELD ACTIVITY ASSESSMENT

Dates and visited sectors :

Schedule :

Day #1	Note: time in Eastern Standard Time (EST)
Day #2	Note: time in Eastern Standard Time (EST)

General comments:	

Suggestions:	

<u>DEFICIENCIES</u>		<u>RECOMMENDATIONS</u>
-		-

Table 1: Distance from the original position of the station (PRISM), EC's GPS and the position chosen by the consultant for the sampling.

Day 1:

Boat Captain = name
 Field Assistant = name
 Sector XXXXX - distance in metres

Station number	ID	PRISM	GPS (EC)	GPS (consultant)	Comment

Day 2:

Boat Captain = name
 Field Assistant = name
 Sector XXXXX - distance in metres

Station number	ID	PRISM	GPS (EC)	GPS (consultant)	Comment

CHECKLIST – FIELD SAMPLING METHOD

#	Category		Items	Conform C or X	Comments	Recommendations (R) / Suggestions (S)
1	General equipment					
		a.	Boat (Small Commercial Vessel Licence)			
		b.	Engines			
		c.	Toolbox			
		d.	Knife			
		e.	Pump or scoop			
		f.	Zodiac pump			
		g.	Anchor			
		h.	Radar reflector			
		i.	Fog horn (model and expiration date, if applicable)			
		j.	Paddles (2)			
2	Safety equipment					
		a.1	Mustang with whistle (CAN/CGSB65.11 - M88)			
		a.2	Safety vest (VFI) with whistle (CAN/CGSB-65.7 - M88)			
		b.	Hazard lights (expiration date)			
		c.	First aid kit (last verification date)			
		d.	Chemical extinguisher (type; last verification date)			
		e.	Floating throwbag (accessibility)			
		f.	Emergency propeller			
		g.	Flashlight (spare battery)			
		h.	VHF radio			

#	Category		Items	Conform C or X	Comments	Recommendations (R) / Suggestions (S)
		i.	Cell and/or satellite phone (spare battery)			
		j.	Others (spare clothing)			
3	Stations – positioning					
		a.	GPS (spare battery + second GPS onboard)			
		b.	Method – GPS and/or visual reference point			
		c.	Distance from the station (less than 10 m)			
		d.	Recording a "waypoint" at each station			
		e.	GPS setup			
			Does the GPS record the tracklog (Tracklog on)? What is the recording method (automatic, time, distance)?			
			Does the GPS use a WAAS system (WAAS enabled)?			
			Is the coordinate format in ddd.ddddd?			
			Is the map data in NAD 83?			
			Is the time zone in Standard Time (EST-05hrs00min)?			
4	Sampling method					
		a.	Method (30 cm below water level)			
		b.	Coolers			
		c.	Bottle identification			
		d.	Temperature of water/ice cooler $\leq 10^{\circ}\text{C}$			
		e.	Control sample (lab water temperature)			

#	Category		Items	Conform C or X	Comments	Recommendations (R) / Suggestions (S)
		f.	Salinometer/pHmeter (calibration)			
		g.	Depth meter			
		h.	Anemometer			
		i.	Field blank and cooler blank			
5	Samples – transportation					
		a.	Do not exceed 24 hours from the first sample			
6	Log book					
		a.	Date / hour of beginning and end of sampling + each station			
		b.	Number of the round / of the zone / of the sector / of the station			
		c.	Hydrological conditions			
			Hour of the high tide			
			State of the tide			
			Water temperature			
			Water depth			
			Salinity/pH			
			Water level			
		d.	Meteorological conditions			
			Rainfall			
			Cloud cover % (beginning/ending)			

#	Category		Items	Conform C or X	Comments	Recommendations (R) / Suggestions (S)
			Wind: direction + speed (beginning/ending)			
			Air temperature (beginning/ending)			
			Wave height (beginning/ending)			
			Sea condition (beginning/ending)			
7	Training		Note: a copy of the licences and certificates of each member of the field team must be onboard the vessel			
		a.	Small Vessel Operator Proficiency Certificate (SVOP)			
		b.	Restricted Operator's Certificate (Maritime) or ROC-CM (Commercial Maritime)			
		c.	Marine Emergencies Duties (A1, A2 or A3)			
		d.	Workplace Standard First Aid			
8	Information input into PRISM					
		a.	Input validation on PRISM			
			Is the information contained in the consultant's logbook found in the results of the sampling round?			
9	Field information validation					
		a.	Launching site (new site description or existing site update)			
			Has the GPS position been validated?			
			Are the physical description and site inventory (path, private site, cost of use, contact, tidal influence, etc.) complete?			

#	Category		Items	Conform C or X	Comments	Recommendations (R) / Suggestions (S)
			Have the representative photographs of the site been sent?			
		b.	Water level measurement site (new site description or existing site update)			
			Has the GPS position been validated?			
			Is there a name associated with the tributary (the name of the river or a representative name)?			
			Is the site influenced by tides?			
			Is the description of the path, the site and the reference point for the measurement complete?			
			Is the method used for the water-level measurement described?			
			Have the representative photographs of the site been sent?			

ANNEX 4

TABLE OF CONTENTS OF FINAL ANNUAL REPORT

TABLE OF CONTENTS OF FINAL ANNUAL REPORT

The final annual report will be provided in French only, in a binder: two copies printed on both sides on recycled papers and one copy in computer media (Word, Excel and PDF format on CD; – refer to section 4.4.5 for more information); and will include the following parts:

Chapter I

Work team (members of the consultant's team and the EC team)

- Table of contents
- List of tables (if necessary)
- List of figures (if necessary)
- General introduction
- Region covered
- Number of sectors sampled

Chapter II

General Methodology

Field work

- Localization of sectors and shellfish banks
- Pollution source inventory
- Annual sampling plan and activities calendar
- Positioning of the sampling stations
- Sampling

Bacteriological analysis

Analysis of the results

Results presentation

Conclusion

Bibliographical references

Chapter III

This part will be divided into sections, each dealing with a shellfish sector. Each section will be arranged as follows:

1.0 Summary

The contents of this data sheet will be provided in part by EC. The consultant must complete these sections:

- Work period
- Classification of the sector (historical background)
- Bacteriological studies (historical background). All studies carried out in each sector must be presented in a table, and will include the following information: year, number of

round/month, sampled stations/year. The consultant must identify, for each round, the type of study carried out (evaluation, annual review and reevaluation).

2.0 Resources and harvesting

This information will be provided by EC

3.0 Sanitary survey

This information will be provided by EC

4.0 Bacteriological analysis

Summary: Summarize the context and identify the problems.

Results and discussions: Describe the data trends and any particularities noted during the current year for an annual review, and during the 15 last rounds for a re-evaluation. Discuss results in relation to hydrometeorological parameters, spatial trends and temporal events. For sectors undergoing annual review, data from the current year must be compared with the data from the three last years. For sectors undergoing reevaluation, no comparison with previous years needs to be carried out.

5.0 Tables and figures to be provided

- Table 1: Meteorological and hydrographic factors affecting the distribution of pollutants
- Table 2: Bacteriological analysis report
- Table 3: Hydrometeorological conditions
- Table 4: Approved analytical results / physical, hydrological and bacteriological data
- Table 5: Sampled stations and water level measurement site at the tributary
- Figure 1: Daily rainfall measurements during sampled months
- Figure 2: Period and duration of sampling by sector
- Figure 3: Minimum, average and maximum water temperature of sampling by sector
- Annex: Results of previous years (last three years only) for sectors under annual review survey
- Map: Location of shellfish areas, including sampling stations, shellfish beds and potential pollution sources. More than one map can be used to capture an entire sector, depending on the level of detail needed.